



PROGRAMME D'EMISSION DE BILLETS DE TRESORERIE

MISE A JOUR DU DOSSIER D'INFORMATION RELATIVE A L'EXERCICE 2007 AVEC EXTENSION DU PLAFOND

Ancien Plafond de l'émission : 1 000 000 000 DH

Nouveau Plafond de l'émission : 2 000 000 000 DH

Valeur nominale : 100 000 DH

Organisme Conseil
Attijari Finances Corp.

Organisme Responsable du Placement



VISA DU CONSEIL DEONTOLOGIQUE DES VALEURS MOBILIERES

« Conformément aux dispositions de l'article 18 du Dahir n° 1-95-3 du 24 Chaabane 1415 (26 janvier 1995) portant promulgation de la loi n° 35-94 relative à certains titres de créances négociables, l'original du présent dossier d'information a été soumis à l'appréciation du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) qui l'a visé sous la référence VI/EM/032/2008 en date du 19 septembre 2008.

Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée, dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.»

ABREVIATIONS ET DEFINITIONS

ABREVIATIONS	
AGE	Assemblée Générale Extraordinaire
AGO	Assemblée Générale Ordinaire
BFR	Besoin en Fonds de Roulement
BNR	Bénéfice Net Réel
BNS	Bénéfice Net Simplifié
BPE	Béton Prêt à l'Emploi
C/c	Comptes Courants
CA	Chiffre d'affaires
CAF	Capacité d'autofinancement
CDVM	Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières
CGI	Code Général des Impôts
CIMR	Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraite
CIN	Carte d'Identité Nationale
CMG	Compagnie Minière de Guemassa
CPC	Comptes de Produits et Charges
DAS	Domaine d'Activité Stratégique
DCF	Discounted Cash-Flows
Dhs	Dirham/Dirhams
E	Estimé
EBIT	Earnings Before Interests and Taxes
EBITDA	Earnings Before Interests, Taxes, Depreciations and Amortisation
ESG	Etat des Soldes de Gestion
FDE	Financière d'Emballage
FIH	Financière d'Investissements Industriels et Immobiliers
HT	Hors Taxes
IA	International Accounting Standards
IFRS	International Financial Reporting Standards
IDA	Impôt Différé Actif
IR	Impôt sur le Revenu
IS	Impôt sur les Sociétés
Kdh	Milliers de dirhams
Mdh	Millions de dirhams
MLT	Moyen et Long Terme
Mrds Dh	Milliards de dirhams
N°	Numéro
Nd	Non disponible
Ns	Non significatif
P/B	Price to Book (capitalisation boursière / fonds propres)
PDG	Président Directeur Général
PER ou P/E	Price Earning Ratio (capitalisation boursière / résultat net)
PLF	Produits Laitiers Frais
R&D	Recherche & Développement
RDC	République Démocratique du Congo
RNPG	Résultat Net Part du Groupe
ROA	Return on Assets (résultat net de l'exercice n / total bilan moyen des exercices n, n-1)
ROE	Return On Equity (résultat net de l'exercice n / fonds propres moyens des exercices n, n-1)
SA	Société Anonyme
SFGP	Société Financière de Gestion et de Placements
SNI	Société Nationale d'Investissement
T	Tonne(s)
TCAM	Taux de Croissance Annuel Moyen
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
Var.	Variation
Vs	Versus
>	Supérieur
<	Inférieur
+	Plus
-	Moins

SOMMAIRE

Abréviations et définitions	2
Avertissement.....	4
Préambule	5
PARTIE I : ATTESTATIONS ET COORDONNEES	6
I. Le président du Conseil d'Administration de SNI S.A.	7
II. Les commissaires aux comptes de SNI S.A.	7
III. Le Conseiller Juridique	9
IV. Le Conseiller Financier.....	10
V. Les responsables de l'information et de la communication financière SNI S.A.	11
Partie II : PRESENTATION DE L'OPERATION	12
I. Cadre de l'Opération	13
II. Objectifs de l'opération	13
III. Renseignements relatifs aux titres à émettre	14
IV. Modalités de souscription	15
V. Fiscalité	15
VI. Charges relatives à l'opération	17
PARTIE III : PRESENTATION GENERALE DE SNI S.A.	18
I. Présentation générale de SNI S.A.	19
II. Organes d'administration et de direction	22
PARTIE IV : ACTIVITE DE SNI S.A.	25
I. Historique de SNI S.A.	26
II. Appartenance de SNI S.A. à un groupe.....	27
III. Portefeuille de SNI S.A.	27
▪ PARTIE V : SITUATION FINANCIERE DE SNI S.A.	47
Analyse du compte de produits et charges.....	49
IV. Analyse bilantielle	58
V. Analyse du Tableau de Financement.....	65
PARTIE VI : PERSPECTIVES.....	70
I. Evènements post-clôture.....	71
II. Orientations à moyen terme	72
III. Etats prévisionnels	73
PARTIE VII : FACTEURS DE RISQUES	75
I. Le risque de marché.....	76
II. Le risque de concurrence.....	76
III. Le risque de portefeuille	76
PARTIE VIII : FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES.....	77
PARTIE IX : DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES.....	79
I. Comptes consolidés	80
II. Etat des informations complémentaires – comptes consolidés 2007	108
III. Comptes sociaux	136
ANNEXE : BULLETIN DE SOUSCRIPTION.....	157

AVERTISSEMENT

Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait qu'un investissement en Billets de Trésorerie est soumis au risque de non paiement. Ce programme d'émission de Billets de Trésorerie ne fait l'objet d'aucune garantie si ce n'est l'engagement donné par la SNI.

Le CDVM ne se prononce pas sur l'opportunité du programme d'émission de Billets de Trésorerie ni sur la qualité de la situation de la SNI. Le visa du CDVM ne constitue pas une garantie contre le risque de non remboursement des Billets de Trésorerie.

Le présent dossier d'information ne s'adresse pas aux personnes dont les lois du lieu de résidence n'autorisent pas la souscription des Billets de Trésorerie, objet du présent dossier d'information.

Les personnes en la possession desquelles ledit dossier viendrait à se trouver, sont invitées à s'informer et à respecter la réglementation dont elles dépendent en matière de participation à ce type d'opération.

L'organisme chargé du placement ne proposera les Billets de Trésorerie, objet du présent dossier d'information, qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans tout pays où il fera une telle offre.

Ni le Conseil déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) ni la SNI ni Attijari Finances Corp. n'encourent de responsabilité du fait du non respect de ces lois ou règlements par l'organisme chargé du placement.

PREAMBULE

Le présent dossier d'informations a été élaboré par ATTIJARI FINANCES CORP., agissant en qualité d'Organisme Conseil de la société SNI S.A. dans le cadre du programme d'émission de Billets de Trésorerie pour un plafond de MAD 1 000 000 000.

Les personnes en la possession desquelles le présent dossier d'informations viendrait à se trouver, sont invitées par ATTIJARI FINANCES CORP. à s'informer et à respecter la réglementation dont ils dépendent en matière de souscription à ce type d'opération.

Le contenu de ce dossier d'informations a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes :

- les commentaires, analyses et statistiques de la Direction Générale de SNI S.A, notamment lors des due diligences effectuées auprès de celle-ci ;
- les comptes sociaux de SNI S.A. pour les exercices 2005, 2006 et 2007 ;
- les comptes consolidés du groupe SNI pour les exercices 2005, 2006 et 2007 ;
- les rapports des commissaires aux comptes de SNI S.A. pour les exercices 2005, 2006 et 2007 ;
- les rapports des commissaires aux comptes relatifs aux comptes consolidés du groupe SNI pour les exercices 2005, 2006 et 2007 ;
- les rapports annuels de SNI S.A. relatifs aux exercices 2005, 2006 et 2007 ;
- les rapports de gestion de SNI S.A. relatifs aux exercices 2005, 2006 et 2007.

En application des dispositions de l'article 15 de la loi n° 35-94 promulguée par le Dahir n°1-95-3 du 24 chaâbane 1415 (26 janvier 1995) relatif au aux Titres de Créances Négociables (TCN), ce dossier d'information doit être :

- remis ou adressée sans frais à toute personne dont la souscription est sollicitée, ou qui en fait la demande ;
- tenu à la disposition du public au siège de SNI S.A. et dans les établissements chargés de recueillir les souscriptions.

Il est disponible à tout moment dans les lieux suivants :

SNI S.A.

60, rue d'Alger
Casablanca
Tél. : +212 (0) 22 43 21 00
Fax : +212 (0) 22 26 10 64

ATTIJARI FINANCES CORP.

163, boulevard Hassan II
Casablanca
Tél. : +212 (0) 22 47 64 35/36
Fax : +212 (0) 22 47 64 32

ATTIJARIWAFABANK

Site I :
2, Boulevard Moulay Youssef
Casablanca
Tél. : +212 (0) 22 29 88 88

Site II :
163, boulevard Hassan II
Casablanca
Tél. : +212 (0) 22 54 54 54

- il est disponible sur demande dans un délai de 48 heures auprès des points de collecte du réseau de placement ;
- il est disponible sur le site du CDVM (<http://www.cdvm.gov.ma/>);

PARTIE I : ATTESTATIONS ET COORDONNEES

I. LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE SNI S.A.

Identité

Dénomination ou raison sociale	SNI S.A.
Représentant légal	M. Hassan BOUHEMOU
Fonction	Président Directeur Général / Président du Conseil d'Administration
Adresse	60, rue d'Alger, Casablanca
Numéro de téléphone	(212) 22.43.21.00
Numéro de fax	(212) 22.26.10.64

Attestation

Objet : Mise à jour du dossier d'information du programme de Billets de Trésorerie SNI S.A.

Le Président du Conseil d'Administration atteste que, à sa connaissance, les données du présent dossier d'information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de SNI S.A. ainsi que sur les droits rattachés aux titres proposés. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Par ailleurs, le Président du Conseil d'Administration s'engage à respecter l'échéancier de remboursement selon les modalités décrites dans le présent dossier d'information.

II. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE SNI S.A.

Identité des commissaires aux comptes

Prénoms et noms	M. Bachir Tazi	M. Aziz BIDAHA
Dénomination ou raison sociale	Ernst & Young	Price Waterhouse
Adresse	37, Bd Abdellatif Ben Kaddour 4 ^{ème} et 5 ^{ème} étage Casablanca	101, Bd Massira Al Khadra Casablanca
Numéro de téléphone	(212) 22 95 79 00	(212) 22 98 40 40
Numéro de fax	(212) 22 39 02 26	(212) 22 99 11 96
Adresse électronique	bachir.tazi@ma.ey.com	Aziz.bidah@ma.pwc.com
Date du 1^{er} exercice soumis au contrôle	1999	1999
Date d'expiration du mandat actuel	2010	2010

Attestation des commissaires aux comptes relative aux comptes sociaux pour les exercices clos les 31 décembre 2005, 2006 et 2007

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur au Maroc. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse audités.

Les états de synthèse sociaux de SNI S.A. pour les exercices clos les 31 décembre 2005, 2006 et 2007 ont fait l'objet d'un audit de notre part.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèses ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenues dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Nous certifions que les états de synthèse arrêtés aux 31 décembre 2005, 2006 et 2007 sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de SNI S.A. ainsi que des résultats de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse tels que audités par nos soins.

Attestation des commissaires aux comptes relative aux comptes consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2005, 2006 et 2007

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières consolidées contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur au Maroc. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse consolidés audités.

Les états de synthèse consolidés du groupe SNI pour les exercices clos les 31 décembre 2005, 2006 et 2007 ont fait l'objet d'un audit de notre part.

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèses consolidés ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenues dans les états de synthèse consolidés. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes consolidés. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Nous certifions que les états de synthèse consolidés arrêtés aux 31 décembre 2005, 2006 et 2007 sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière du groupe SNI ainsi que des résultats de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières consolidées, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse consolidés tels que audités par nos soins.

III. LE CONSEILLER JURIDIQUE

Identité des conseillers juridiques

Dénomination ou raison sociale	Société Fiduciaire du Maroc
Représentant légal	M. Jacques HUMBLE
Fonction	Administrateur
Adresse	71, rue Allal Ben Abdellah 20000 - Casablanca
Adresse électronique	jh@sfm.co.ma
Numéro de téléphone	(212) 22.31.29.41
Numéro de fax	(212) 22.31.22.75

Attestation

Objet : Mise à jour du dossier d'information du programme de Billets de Trésorerie SNI S.A.

L'opération, objet du présent dossier d'information est conforme aux dispositions statutaires de la société SNI S.A. et à la législation marocaine en matière de droit des sociétés.

Jacques HUMBLE
Administrateur

IV. LE CONSEILLER FINANCIER

Identité de l'organisme conseil

Dénomination ou raison sociale	Attijari Finances Corp.
Représentant légal	M. Anas BERRADA
Fonction	Administrateur Directeur Général
Adresse	163, Boulevard Hassan II - Casablanca
Adresse électronique	a.berrada@attijari.ma
Numéro de téléphone	(212) 22 47.64.35/36
Numéro de fax	(212) 22.47.64.32

Attestation

Objet : Mise à jour du dossier d'information du programme de Billets de Trésorerie SNI S.A.

Le présent dossier d'information a été préparé par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'il contient.

Ces diligences ont notamment concerné l'analyse de l'environnement économique et financier de SNI S.A. à travers :

- les requêtes d'informations et d'éléments de compréhension auprès de la Direction Générale de SNI S.A. ;
- l'analyse des comptes sociaux et consolidés, des rapports d'activité des exercices 2005, 2006 et 2007 ainsi que la lecture des procès verbaux des organes de direction et des assemblées d'actionnaires de SNI S.A.

Attijari Finances Corp. est une filiale à 100% de Attijariwafa bank filiale du groupe ONA. Nous attestons avoir mis en œuvre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'objectivité de notre analyse et la qualité de la mission pour laquelle nous avons été mandatés.

Anas BERRADA
Administrateur Directeur Général

V. LES RESPONSABLES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE SNI S.A.

Responsable	M. Hassan OURIAGLI
Fonction	Directeur Général Adjoint ONA S.A.
Adresse	60, Rue d'Alger, Casablanca
Téléphone	(212) 22.43.21.50
Numéro de fax	(212) 22.22.39.55
Adresse électronique	h.ouriagli@ona.co.ma
Responsable	Mme. Fakhita DRISSI
Fonction	Responsable de la Communication Financière, ONA S.A.
Adresse	60, Rue d'Alger, Casablanca
Téléphone	(212) 22.43.21.07
Numéro de fax	(212) 22.20.31.34
Adresse électronique	f.drissi@ona.co.ma

Partie II : PRESENTATION DE L'OPERATION

I. CADRE DE L'OPERATION

Conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi n°35-94 promulguée par le dahir n°1-95-3 du 24 Châabane 1415 (26 janvier 1995) et de l'arrêté du Ministre des Finances et des Investissements Extérieurs n°2560-95 du 09 octobre 1995 relatif aux Titres de Créances Négociables (TCN), la société SNI S.A émet dans le public des billets de trésorerie portant intérêt en représentation d'un droit de créance pour une durée inférieure ou égale à un an.

Le présent programme d'émission a été autorisé par le Président-Directeur Général de SNI S.A. selon les pouvoirs qui lui sont délégués par le conseil d'administration du 14 janvier 2005.

Par les pouvoirs qui lui sont délégués, le Président-Directeur Général de SNI S.A. a procédé à l'extension du plafond d'émission pour l'exercice 2008. Ce dernier s'établit à 2 milliards de dirhams.

En application de l'article 17 de ladite loi, et tant que les TCN sont en circulation, le dossier d'informations fera l'objet d'une mise à jour annuelle dans un délai de 45 jours après la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires statuant sur les comptes du dernier exercice.

Toutefois, des mises à jours occasionnelles pourront intervenir en cas de modification relative au plafond de l'encours des titres émis ou tout évènement nouveau susceptible d'avoir une incidence sur l'évolution des cours des titres ou la bonne fin du programme.

II. OBJECTIFS DE L'OPERATION

L'émission de billets de trésorerie pour un plafond de 2 milliards de dirhams permettra à SNI S.A. d'atteindre les objectifs suivants :

- optimiser les coûts de financement en refinancant les besoins de trésorerie à court terme de la société ;
- optimiser la gestion de trésorerie intra-groupe.

III. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TITRES A EMETTRE

Nature	Billets de trésorerie, dématérialisés par inscription au dépositaire central (Maroclear) et inscrits en compte auprès des affiliés habilités.
Nombre	20 000
Forme	Au porteur
Ancien Plafond	Mdh 1 000
Nouveau Plafond	Mdh 2 000
Valeur nominale	Dh 100 000
Date de jouissance	In fine, à définir au moment de chaque émission.
Date d'échéance	A définir au moment de chaque émission.
Taux d'intérêt nominal (facial)	Négociable, fixé à chaque émission en fonction des conditions du marché.
Intérêts	Les intérêts sont post-comptés.
Paiement des coupons	A la date de jouissance des billets.
Maturité des titres	A définir au moment de l'émission, de 10 jours à 12 mois.
Modalités d'allocation	Les allocations se feront conformément aux ordres transmis par les investisseurs. Dans le cas où le nombre de titre demandés excède le nombre de titres disponibles, l'allocation des titres est effectuée au prorata quotidien des montants souscrits. Si le nombre de titres n'est pas un nombre entier, l'allocation des billets de trésorerie restants sera effectuée par tirage au sort.
Remboursement du principal	In fine à l'échéance de chaque billet de trésorerie.
Garantie	Cette émission ne bénéficie d'aucune garantie.
Négociabilité des titres	Totale auprès du réseau placeur, de gré à gré.

IV. MODALITES DE SOUSCRIPTION

IV.1. Bénéficiaires

Toute personne physique ou morale résidente ou non résidente.

Catégorie de souscripteur	Document à joindre
OPCVM	Photocopie de la décision d'agrément : - Pour les fonds communs de placement (FCP), le certificat de dépôt au greffe du tribunal ; - Pour les SICAV, le modèle des inscriptions au registre de commerce.
Personnes morales de droit marocain	Modèle des inscriptions au registre de commerce comprenant l'objet social faisant ressortir leur appartenance à cette catégorie.
Personnes morales de droit étranger	Tout document faisant foi dans le pays d'origine et attestant de l'appartenance à la catégorie, ou tout autre moyen jugé acceptable par l'établissement placeur.
Personnes physiques marocaines résidentes et ressortissants marocains à l'étranger	Photocopie de la carte d'identité nationale.
Personnes physiques résidentes non marocaines	Photocopie de la carte de résident.
Personnes physiques non résidentes et non marocaines	Photocopie du passeport contenant l'identité de la personne ainsi que les dates d'émission et d'échéance du document.

IV.2. Modalités de souscription

Ouverture des souscriptions	A chaque fois que l'émetteur manifestera un besoin de trésorerie, ATTIJARI FINANCES CORP. procédera à l'ouverture de la période de souscription au moins 72 heures avant la date de jouissance.
Conseiller et coordinateur global	ATTIJARI FINANCES CORP.
Organisme chargé du placement	ATTIJARIWABA BANK
Etablissement domiciliataire de l'émission	ATTIJARIWABA BANK

V. FISCALITE

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le régime fiscal marocain est présenté ci-dessous à titre indicatif et ne constitue pas l'exhaustivité des situations fiscales applicables à chaque investisseur.

Ainsi, les personnes physiques ou morales désireuses de participer à la présente opération sont invitées à s'assurer auprès de leur conseiller fiscal de la fiscalité qui s'applique à leur cas particulier. Sous réserve de modifications légales ou réglementaires, le régime actuellement en vigueur est le suivant :

V.1. Revenus

Les revenus de placement à revenu fixe sont soumis, selon le cas, à l'Impôt sur les Sociétés (IS) ou à l'Impôt sur le Revenu (IR).

V.1.1. Personnes résidentes

Personnes soumises à l'IS

Les produits de placement à revenu fixe sont soumis à une retenue à la source de 20%, imputable sur le montant des acomptes provisionnels et éventuellement sur le reliquat de l'IS de l'exercice au cours duquel la retenue a été opérée. Dans ce cas, les bénéficiaires doivent décliner, lors de l'encaissement desdits produits :

- la raison sociale et l'adresse du siège social ou du principal établissement ;
- le numéro du registre du commerce et celui de l'article d'imposition à l'impôt sur les sociétés.

Personnes soumises à l'IR

Les produits de placement à revenu fixe sont soumis à l'IR au taux de :

- 30% pour les bénéficiaires personnes physiques qui ne sont pas soumises à l'IR selon le régime du bénéfice net réel (BNR) ou le régime du bénéfice net simplifié (BNS) ;
- 20% imputable sur la cotisation de l'IR avec droit de restitution pour les bénéficiaires personnes morales et personnes physiques soumises à l'IR selon le régime du BNR ou du BNS. Lesdits bénéficiaires doivent décliner lors de l'encaissement desdits revenus :
 - leur nom, prénom, adresse et numéro de la CIN ou de la carte de séjour pour les étrangers ;
 - leur numéro d'article d'imposition à l'IR.

V.1.2. Personnes Non Résidentes

Les revenus perçus par les personnes physiques ou morales non résidentes sont soumis à une retenue à la source au taux de 10% sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

V.2. Plus values

V.2.1. Personnes Résidentes

Personnes Physiques

Conformément aux dispositions de l'article 73 du code général des impôts (CGI), les profits nets de cession d'obligations et autres titres de créance sont soumis à l'IR au taux de 20%, par voie de retenue à la source.

Le fait générateur de l'impôt est constitué par la réalisation des opérations ci-après :

- la cession, à titre onéreux ou gratuit à l'exclusion de la donation entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs ; ou
- l'échange, considéré comme une double vente sauf en cas de fusion ; ou
- l'apport en société.

Selon les dispositions de l'article 68 du CGI, sont exonérés de l'impôt :

- les profits ou la fraction des profits sur cession des obligations correspondant au montant des cessions réalisées au cours de l'année civile, n'excédant pas le seuil de 24 000 dh ;
- la donation des obligations effectuée entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs.

Le profit net de cession est constitué par la différence entre :

- d'une part, le prix de cession diminué, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de cette cession, notamment des frais de courtage et de commission ;
- et d'autre part, le prix d'acquisition majoré, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de ladite acquisition, tels que les frais de courtage et de commission.

Le prix de cession et d'acquisition s'entendent du capital du titre, exclusion faite des intérêts courus et non encore échus aux dates desdites cession ou acquisition.

Personnes Morales

Conformément aux dispositions du CGI, les profits de cession des obligations et autres titres de créance sont soumis, selon le cas, soit à l'IR soit à l'IS.

V.2.2. Personnes Non Résidentes

Personnes Physiques

Les profits de cession d'obligations et autres titres de créance réalisés par des personnes physiques non résidentes sont imposables sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

Personnes Morales

Les profits de cession d'obligations et autres titres de créance réalisés par les sociétés étrangères sont imposables sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

Toutefois, les plus-values réalisées sur les obligations et les autres titres de créance cotés à la Bourse des Valeurs sont exonérées.

VI. CHARGES RELATIVES A L'OPERATION

Les frais de l'opération à la charge de l'émetteur sont estimés à environ 0,04% HT du montant de l'opération. Ils comprennent notamment les charges suivantes :

- les frais légaux ;
- le conseil juridique ;
- le conseil financier ;
- les frais de placement et de courtage ;
- la communication ;
- la commission relative au visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

PARTIE III : PRESENTATION GENERALE DE SNI S.A.

I. PRESENTATION GENERALE DE SNI S.A.

I.1. Renseignements à caractère général

Dénomination sociale	Société Nationale d'Investissement (SNI)
Siège social	60, rue d'Alger – Casablanca
Téléphone / télécopie	(212) 22.43.21.00 / (212) 22.23.10.76
Forme juridique	Société Anonyme régie par les dispositions de la loi 17/95 relatives aux sociétés anonymes.
Date de constitution	31/12/1966
Durée de vie de la société	99 ans
Registre du commerce	88 583 - Casablanca
Exercice social	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Objet social (article 3 des statuts)	La société a pour objet : ▪ la création, l'exploitation, le contrôle, la gestion, la direction et la coordination de toutes entreprises industrielles, commerciales et financières, dans tous les secteurs d'activité, y compris l'ingénierie financière et le conseil ; ▪ la gestion des valeurs mobilières et la prise de participations dans lesdites entreprises ou sociétés ; ▪ l'étude et la réalisation de tous placements ou investissements ; ▪ toutes études et recherches intéressant toutes techniques ou industries ; ▪ l'acquisition, la cession et l'exploitation de tous brevets, licences, procédés et exclusivités ; ▪ plus généralement, toutes opérations commerciales, agricoles, industrielles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement aux objets ci-dessus ou susceptibles de favoriser le développement de la société.
Capital social au 31/12/2007	1 090 000 000 Dh.
Liste des textes législatifs applicables à SNI S.A.	▪ la loi n°17-95 modifiée et complétée par le dahir 1-08-18 du 23 mai 2008 portant promulgation de la loi 20-05 ; ▪ les dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 4 rabii II 1414 (21 septembre 1993) relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne modifié et complété par le Dahir N°1-07-09 du 28 rabii I 1428 (17 avril 2007) portant promulgation de la loi n° 44-06 ; ▪ le règlement général du Conseil Déontologique des Valeur Mobilières approuvé par l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 882-08 du 14 avril 2008 ; ▪ les dispositions du Dahir portant loi n°1-93-211 du 21 septembre 1993 relative à la Bourse de Casablanca (modifié et complété par les lois n°34-96, 29-00 et 52-01) ; ▪ Règlement général de la Bourse de Casablanca du 22-11-

2004 ;

- les dispositions du Dahir portant loi n°1-96-246 du 9 janvier 1997 portant promulgation de la loi n°35-96 relative à la création d'un dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs (modifié par la loi n°43-02).
- Règlement général du dépositaire central du 16-04-1998
- le Dahir n°1-04-21 du 21 avril 2004 portant promulgation de la loi n°26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier ;
- le Dahir n°1-95-03 du 26 janvier 1995 portant promulgation de la loi n°35-94 relative à certains titres de créance négociables.

Documents juridiques	Les statuts, procès verbaux des assemblées générales, les rapports des commissaires aux comptes peuvent être consultés à : SNI S.A. - Division des Actes Sociaux - 60, rue d'Alger, Casablanca.
Tribunal compétent en cas de litige	Tribunal de Commerce de Casablanca

I.2. Renseignements sur le capital de SNI S.A.

I.2.1. Situation actuelle au 31.12.2007

Le capital social de SNI S.A. s'élève à 1.090.000.000 dirhams et est intégralement libéré. Il se compose de 10 900 000 actions d'une valeur nominale de 100 dirhams chacune.

I.2.2. Évolution du capital social

Aucune opération portant sur le capital de SNI n'a été enregistrée au cours des 5 dernières années.

I.2.3. Pactes d'actionnaires

A la connaissance du management de SNI S.A., aucun pacte d'actionnaires n'a été signé entre les actionnaires de celle-ci.

I.2.4. Répartition et évolution du capital social et des droits de vote

	31/12/2005		31/12/2006		31/12/2007	
	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital
<u>Actionnaires nationaux</u>	10 654 699	97,7%	10 654 699	97,7%	10 654 699	97,7%
COPROPAR	6 528 640	59,9%	6 468 640	59,3%	6 511 984	59,4%
RMA / WATANIYA	1 461 841	13,4%	1 461 841	13,4%	1 461 841	12,5%
MCMA - MAMDA	634 890	5,8%	634 890	5,8%	634 890	5,8%
C.I.M.R	354 052	3,2%	354 052	3,2%	354 052	3,3%
R.C.A.R	405 846	3,7%	405 846	3,7%	-	-
Axa Assurance Maroc	84 674	0,8%	84 674	0,8%	84 674	0,5%
Caisse de retraite Bank Al Maghrib	15 253	0,1%	15 253	0,1%	-	-
Fond Marocain de Placement	12 818	0,1%	12 812	0,1%	-	-
SOFIPAR	10 893	0,1%	10 893	0,1%	-	-
Autres actionnaires nationaux ⁽¹⁾	1 145 792	10,5%	1 205 798	11,1%	1 162 454	16,2%
<u>Actionnaires internationaux</u>						
Lafarge SA	245 301	2,3%	245 301	2,3%	245 301	2,3%
Total	10 900 000	100,0%	10 900 000	100,0%	10 900 000	100,0%

Source : SNI

(1) La part des autres actionnaires nationaux correspond au flottant en Bourse étant donné que la part détenue par le personnel de SNI est non significative.

NB : Une action SNI donne droit à un vote.

I.2.5. Renseignements relatifs aux actionnaires significatifs de SNI S.A.

COPROPAR		Holding de Participation
Chiffre d'affaires en 2007 – Mdh		-
Résultat net en 2007 – Mdh		169,6
Capitaux propres en 2007 – Mdh		2 082,3
Actionnariat au 31 décembre 2007 :		
ERGIS		100%

RMA-WATANYA		Assurance
Chiffre d'affaires en 2007 – Mdh		3 555
Résultat net en 2007 – Mdh		1 200
Capitaux propres en 2007 – Mdh		4 900
Actionnariat au 31 décembre 2007 :		
Finance.com		66%
GACM		20%
Autres		14%

MAMDA		Assurance
Chiffre d'affaires en 2007 – Mdh		307,0
Résultat net en 2007 – Mdh		801,3
Capitaux propres en 2007 – Mdh		2 746,9
Actionnariat au 31 décembre 2007 :		
Sociétaires		-

MCMA		Assurance
Chiffre d'affaires en 2007 – Mdh		580,8
Résultat net en 2007 – Mdh		437,0
Capitaux propres en 2007 – Mdh		2 795,3
Actionnariat au 31 décembre 2007 :		
Sociétaires		-

I.3. Marché des titres de SNI S.A.

I.3.1. Caractéristiques des titres SNI S.A.

SNI S.A. est cotée au marché secondaire de la Bourse de Casablanca sous le « ticker » SNI et le code technique 2400.

I.3.2. Émissions obligataires

L'état des titres de créances cotées du groupe SNI se présente comme suit :

Montant de l'émission en Kdh	Date de l'émission	Nominal en Dh	Taux d'intérêt	Maturité	Remboursement	Echéance
1 200 000	2004	100 000	4,65%	5 ans	In fine	10/12/2009
1 200 000	2007	100 000	4,70%	10 ans	In fine	20/07/2017

I.3.3. Programme de billets de trésorerie

SNI S.A. a lancé un programme de billets de trésorerie pour un plafond de 1 000 000 000 (un milliard) de dirhams en août 2006, permettant à la société de financer son besoin en trésorerie à court terme.

Au 31 décembre 2007, l'encours du programme de billets de trésorerie SNI S.A. est nul.

I.3.4. Notation

La société SNI S.A. n'a pas fait l'objet d'une notation.

II. ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

II.1. Conseil d'Administration

Conformément aux dispositions de l'article 16 des statuts, SNI S.A est administrée par un conseil d'administration composé de 5 membres au moins et 15 au plus, nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire.

La composition du Conseil d'Administration au 30 juin 2008 se présente comme suit :

Administrateurs	Fonction	Date de cooptation*	Expiration du mandat actuel
M. Hassan BOUEMOU Président Directeur Général de SNI S.A.	Président	26.03.2003	AGO devant statuer sur les comptes de l'exercice 2011
M. Abdellaziz ABARRO Représentant ONA S.A.	Administrateur	27.03.2002	AGO devant statuer sur les comptes de l'exercice 2012
M. Bassim JAÏ HOKIMI	Administrateur Indépendant	08.04.2002	AGO devant statuer sur les comptes de l'exercice 2012
M. Jacques LEFEVRE	Administrateur Indépendant	26.09.2000	AGO devant statuer sur les comptes de l'exercice 2012
ATTIJARIWAFABANK Représentée par M. Mohamed EL KETTANI	Administrateur	23.12.1994	AGO devant statuer sur les comptes de l'exercice 2011
SIGER Représentée par M. Mounir MAJIDI	Administrateur	01.06.2008	AGO devant statuer sur les comptes de l'exercice 2014
MCMA Représentée par M. Abed Yacoubi SOUSSANE	Administrateur	23.12.1994	AGO devant statuer sur les comptes de l'exercice 2011
RMA WATANYA Représentée par M. Azzedine GUESSOUS	Administrateur	23.12.1994	AGO devant statuer sur les comptes de l'exercice 2011
SGMB Représentée par M. Abdelaziz TAZI	Administrateur	23.12.1994	AGO devant statuer sur les comptes de l'exercice 2011

*ou renouvellement de mandat

II.2. Les organes de direction

II.2.1. Principaux dirigeants

Le management de SNI S.A. était assuré par les équipes de ONA S.A. jusqu'en novembre 2006. A partir de cette date SNI S.A. a entrepris la constitution d'équipes propres pour les fonctions principales que sont le Développement et le Suivi des Participations.

Ces équipes sont sous la direction des MM. Aymane TAUD et Mohamed LAMRANI, eux-mêmes supervisés directement par le président directeur général.

Par ailleurs, les fonctions support, tant financières que non financières sont assurées par ONA S.A. sous la responsabilité de M. Hassan OURIAGLI, Directeur Général Adjoint de ONA S.A.

Il n'existe pas d'organigramme fonctionnel de SNI S.A.

La liste des principaux dirigeants se présente de la manière suivante :

Dirigeants	Fonction	Date d'entrée en fonction
M. Hassan BOUHEMOU	Président Directeur Général SNI S.A	2003
M. Aymane TAUD	Directeur SNI S.A. en charge du Développement et du Suivi des Participations	2006
M. Mohamed LAMRANI	Directeur SNI S.A. en charge du Développement et du Suivi des Participations	2007

Source SNI S.A.

Curriculum Vitae des principaux dirigeants de SNI

Hassan BOUHEMOU

41 ans

M. BOUHEMOU est diplômé de l'Ecole Polytechnique de Paris et de l'Ecole des Mines de Paris. Il débute sa carrière en 1992 à BMCI en tant que Chargé des Grandes Entreprises. En 1994, il rejoint le Groupe BMCE où il occupe les postes d'Administrateur Directeur Général de la société de gestion d'actifs du Groupe, et de Membre du Comité de Direction de BMCE Capital.

A partir de novembre 2001, il est nommé Administrateur Directeur Général de Siger. M. BOUHEMOU est à ce titre administrateur de plusieurs participations de Siger.

Depuis janvier 2005 jusqu'à ce jour, M. BOUHEMOU assume les fonctions de Président Directeur Général de la SNI et de ONA International.

M. BOUHEMOU est par ailleurs Président Fondateur de l'association des sociétés et fonds d'investissement marocains.

Aymane TAUD

37 ans

Diplômé de l'ESSEC et titulaire d'un DESS en Droit des Affaires et Fiscalité de l'Université Panthéon Sorbonne (Paris I), M. TAUD démarre sa carrière dans l'audit au sein du cabinet parisien de BDO.

Il intègre l'équipe Corporate Finance de la banque d'affaires CFG en 1997 et participe à de nombreuses opérations de fusions-acquisitions et d'émissions sur les marchés de capitaux.

En mars 2001, il est nommé Directeur du Département Fusions-Acquisitions de CFG. En septembre 2001, il participe à la création de Financia, société de conseil en Fusions-Acquisitions.

Le rachat de Financia par la banque d'affaires BMCE Capital en 2005 le conduit à occuper le poste de Directeur Général de BMCE Capital Conseil, entité du groupe BMCE en charge des activités de conseil en fusions-acquisitions et en émissions sur les marchés de capitaux.

En novembre 2006, il rejoint SNI S.A. en tant que Directeur.

Mohamed LAMRANI

39 ans

Diplômé d'HEC Paris, il a débuté sa carrière au sein du cabinet de conseil en stratégie Corporate Value Associates à Paris en tant que consultant auprès de grandes sociétés du CAC 40.

Il rejoint en 1998 le cabinet international A.T. Kearney, un des leaders mondiaux du conseil en stratégie et en amélioration de la performance.

En juin 2005, il est promu vice-président et associé au sein d'A.T. Kearney et en janvier 2006, il prend la charge de l'activité Private Equity du bureau de Paris.

Il rejoint SNI S.A. depuis mai 2007 où il est nommé au poste de Directeur.

Curriculum Vitae des dirigeants de ONA en charges des fonctions support de SNI

Hassan OURIAGLI

44 ans

Mr Hassan Ouriagli est ingénieur diplômé de l'Ecole Polytechnique de Paris (promotion 1982) et de l'Ecole Nationale des Ponts & Chaussées.

Après un début de carrière dans une société de bourse où il est en charge de la recherche et de l'actuariat, M. OURIAGLI rejoint en 1989 la banque d'investissement du groupe Crédit Lyonnais dans laquelle il occupera successivement plusieurs postes de responsabilités.

Il rejoint en 1992 le groupe Reuters où il met en place l'activité Risk Management en France puis à l'international.

En 1996, il rejoint le groupe Ernst & Young Consulting France en tant que responsable des activités conseil dans le domaine des marchés de capitaux. En 2000, il est promu directeur associé.

Il rejoint le groupe ONA en mai 2003 où il est nommé au poste de directeur attaché à la présidence, en charge des participations financières. M. OURIAGLI sera chargé également de l'animation du plan stratégique.

En novembre 2004, il est nommé directeur de la stratégie financière en charge du plan stratégique, du contrôle de gestion, de la trésorerie et de l'ingénierie financière holding.

M. OURIAGLI est également président de Mercure.com, qui est le holding gérant les participations d'ONA S.A dans les nouvelles technologies de l'information.

Depuis avril 2008, M. OURIAGLI assure le poste de Directeur Général Adjoint de ONA S.A.

II.3. Gouvernement d'Entreprise

II.3.1. Rémunérations attribuées aux membres du conseil d'administration

Il est attribué annuellement aux administrateurs des jetons de présence à hauteur de 1,2 million de dirhams soit 200 000 dirhams par administrateur.

II.3.2. Rémunérations attribuées aux principaux dirigeants

La rémunération attribuée aux principaux dirigeants de SNI S.A. au 31/12/2007 s'élève à 8,6 Mdh.

II.3.3. Prêts accordés ou constitués en faveur des membres des organes d'administration et de direction

Aucun prêt n'a été accordé ou constitué en faveur des membres des divers organes de SNI S.A.

II.3.4. Intéressement et participation du personnel

Il n'existe pas de schéma d'intéressement et de participation du personnel au sein de SNI S.A.

PARTIE IV : ACTIVITE DE SNI S.A.

I. HISTORIQUE DE SNI S.A.

1966	Création de la Société Nationale d'Investissement.
1967	Introduction en bourse de la société.
Années 70	La société devient un acteur majeur du programme de « marocanisation » en investissant régulièrement dans les secteurs clés du pays (l'industrie, la finance et les mines).
1994	Privatisation de SNI S.A. marquant une nouvelle étape de son développement avec notamment la mise en place de partenariats à long terme.
1995	SNI et Lafarge créent le premier groupe cimentier national en fusionnant leurs participations respectives dans le secteur au sein du holding Lafarge Maroc.
1997	SNI est co-chef de file du consortium qui remporte la privatisation de Sonasid, en partenariat avec le sidérurgiste espagnol Marcial Ucin. L'année est aussi marquée par la création de la Financière d'Emballage en partenariat avec Carnaud Métal Box, filiale de Crown Cork and Seal, leader mondial de l'emballage. Parallèlement, SNI cède des participations minoritaires non stratégiques, parmi lesquelles Samir, Renault Industrie Maroc ou CIH.
1999	Groupe ONA devient le premier actionnaire de SNI S.A. Ce rapprochement permet aux deux structures de créer des synergies entre les sociétés des deux groupes opérant dans les mêmes métiers.
2000 -2003	Intégrée dans la nouvelle organisation du groupe ONA, SNI se désengage alors des métiers considérés comme non stratégiques ou ne générant pas de synergies : Société Chérifienne d'Engrais, Carnaud Maroc, Maroc Leasing, Cellulose du Maroc, etc. Parallèlement, les activités du groupe Brasseries du Maroc sont restructurées dans une optique de spécialisation. Prélude à la cession du groupe au groupe Castel en 2003, les activités bière et boissons gazeuses sont séparées, notamment à travers la création de la Société Centrale des Boissons Gazeuses.
2003	Dans le cadre d'une refonte de la structure de l'actionnariat, SNI S.A. devient le premier actionnaire de ONA S.A. avec une part de capital de 29,84% à l'issue de cette opération. Dans le même temps, un certain nombre de participations détenues par SNI (Bimo, Sopriam, Sotherma, CMB Plastique et Mercure.com) sont cédées à ONA en vue d'accroître la cohérence industrielle et opérationnelle des deux holdings.
2004	SNI S.A. renforce sa participation dans le capital de ONA S.A. avec une part de capital de 32,4%. De plus, SNI S.A. procède à la cession de près de 20% des titres Berliet à Renault Trucks, ainsi qu'à la cession de quelques 90 030 titres TFZ à travers sa filiale OHIO.
2005	SNI S.A. poursuit sa politique de recentrage à travers une restructuration de ses participations dans Longométal Afrique et Leader Food à travers des augmentations de capital, ayant pour objectif d'assainir la situation financière de ces deux entités. Par ailleurs, SNI S.A. renforce également sa participation dans ONA S.A. avec une part de capital de 33,3% à fin décembre 2005.
2006	SNI S.A. renforce son partenariat stratégique avec Arcelor pour le développement de Sonasid. Ce partenariat a pour objectif de consolider et de développer la position de Sonasid sur le marché marocain et de le faire bénéficier des transferts de technologies et de compétences d'Arcelor. Ainsi, SNI S.A. crée le nouvel holding « Nouvelles Sidérurgies Industrielles » (NSI), dans lequel elle transfère sa participation dans Sonasid. NSI détient actuellement 64,86% du capital de Sonasid et est elle-même détenue à 25,00% par SNI S.A.; 50,00% par Arcelor et 25% par des investisseurs qualifiés. Par ailleurs, SNI : ✓ augmente sa participation dans le capital de ONA S.A., celle-ci évolue de 33,3 % à 33,5% ; ✓ détient en co-investissement avec ONA S.A. (qui en est l'opérateur) 49% du capital de Wana ; ✓ cède la totalité de sa participation (10,04%) dans Berliet Maroc.
2007	L'année 2007 s'est caractérisée par : ✓ la constitution d'une équipe dédiée au développement et au suivi des participations. SNI entre alors dans une nouvelle phase de son histoire, marquée par une recherche active d'opportunités d'investissement fortement créatrices de valeur. ✓ un investissement de 1,27 milliards de Dhs dans Wana.
2008	L'année est marquée par : ✓ l'acquisition de 32,9% du capital de la société Maroc-Emirats Arabes Unis de développement (SOMED), pour un montant de 1,2 milliard Dhs. ✓ l'obtention par le consortium formé par SNI et comprenant l'opérateur portuaire singapourien PSA ainsi que Marsa Maroc, de la concession du terminal à conteneurs n° 4 du port Tanger Med.

II. APPARTENANCE DE SNI S.A. A UN GROUPE

SNI S.A. dispose d'un actionnariat institutionnel stable composé de Copropar et d'investisseurs institutionnels marocains et étrangers de référence (RMA WATANYIA, MAMDA/MCMA, CIMR).

SNI S.A. est l'actionnaire de référence du groupe ONA. Elle est également un actionnaire de référence du groupe Lafarge Maroc, du groupe NSI/Sonasid et du groupe Somed.

Le groupe ONA/SNI comprend 9 sociétés cotées en bourse dont : SNI S.A., ONA S.A., Lafarge Ciments, Sonasid, Lesieur Cristal, Centrale Laitière, Managem, Cosumar et Attijariwafa bank.

III. PORTEFEUILLE DE SNI S.A.

III.1. Structure du portefeuille de SNI S.A. au 30.06.2008

Les principales participations SNI S.A. au 30.06.2008 se présentent de la manière suivante :



Groupe ONA	Lafarge Maroc	NSI/SONASID	Wana	SOMED	Autres participations cotées	Autres participations non cotées
ONA 33,82%	Lafarge Maroc 50,0%	NSI 25,0% SONASID 16,2%	Wana 49,0%	SOMED 32,9%	Lesieur Crsital 20,7% Cosumar 7,1% Centrale Laitière 5,0% Attijariwafa bank 3,5%	Longométal 99,0% Afrique 100% Financière Prise de Participations 100% OHIO 100% Leader Food 100% KASOVI (CBAO) 25% Renault Maroc 20% AM Invest Morocco 20%

Source : SNI S.A.

III.2. Inventaire des principales participations de SNI S.A

ONA S.A.

Activité	Holding diversifié
Dénomination	ONA S.A.
Siège	60, rue d'Alger, Casablanca
Chiffre d'affaires 2007	222,4 Mdh
Résultat net 2007	3 500 Mdh
Montant du capital détenu au 31.12.2007	590 588 700 Dh
Nombre d'actions détenues au 31.12.2007	5 905 887
Nombre de droits de vote détenus au 31.12.2007	5 905 887
Fraction du capital détenu au 31.12.2007	33,82%
Dividendes perçus en 2007 au titre de 2006 par SNI S.A.	175,70 Mdh
Autres actionnaires significatifs au 31.12.2007	
Rma Watanya	6,7%
Axa Assurance Maroc	2,7%
Lafico	5,9%
Mcma/Mamda	5,1%
Siger	5,0%

Lafarge Maroc

Activité	Ciments et matériaux de construction
Dénomination	Lafarge Maroc
Siège	6, Route de Mekka, Quartier Les Crêtes BP 7234, Casablanca
Chiffre d'affaires 2007	81,1 Mdh
Résultat net 2007	863,3 Mdh
Montant du capital détenu au 31.12.2007	368 863 100 Dh
Nombre d'actions détenues au 31.12.2007	3 688 631
Nombre de droits de vote détenus au 31.12.2007	3 688 631
Fraction du capital détenu au 31.12.2007	50%
Dividendes perçus en 2007 au titre de 2006 par SNI S.A.	171,5 Mdh
Autres actionnaires significatifs au 31.12.2007	
Lafarge France	50,0%

Nouvelles Sidérurgies Industrielles (NSI)

Activité	Holding détenant les participations de SNI S.A dans le secteur de l'acier (Sonasid)
Dénomination	Nouvelles Sidérurgies Industrielles (NSI)
Siège	60, Rue d'Alger, Casablanca
Chiffre d'affaires 2007	-
Résultat net 2007	257,5 Mdh
Montant du capital détenu au 31.12.2007	853 972 000 Dh
Nombre d'actions détenues au 31.12.2007	8 539 720
Nombre de droits de vote détenus au 31.12.2007	8 539 720
Fraction du capital détenu au 31.12.2007	25,01%
Dividendes perçus en 2007 au titre de 2006 par SNI S.A.	60,6 MDh
Autres actionnaires significatifs au 31.12.2007	
Arcelor	50,0%
Axa Assurance Maroc	6,0%
Mcma/Mamda	7,6%
Rma Watanya	5,1%

WANA

Activité	Télécommunication
Dénomination	Wana (ex Maroc Connect)
Siège	Colline Sidi Maârouf, 20 190 - Casablanca
Chiffre d'affaires 2007	791,2 Mdh
Résultat net 2007	-1 741,4 Mdh
Montant du capital détenu au 31.12.2007	1 490 354 100 Dh
Nombre d'actions détenues au 31.12.2007	14 903 541
Nombre de droits de vote détenus au 31.12.2007	14 903 541
Fraction du capital détenu au 31.12.2007	49,0%
Dividendes perçus en 2007 au titre de 2006 par SNI S.A.	-
Autres actionnaires significatifs au 31.12.2007	
ONA S.A.	51,0%

SOMED

Activité	Holding
Dénomination	Somed
Siège	71, Avenue des FAR – Casablanca 20 000
Montant du capital détenu au 30/06/2008	312 319 000 Dh
Nombre d'actions détenues au 30/06/2008	312 319, soit 32,87% du capital social
Nombre de droits de vote détenus au 30/06/2008	312 319, soit 32,87% des droits de vote
Chiffre d'affaires consolidé en 2007 - Mdh	1914 Mdh
Résultat net consolidé en 2007 - Mdh	441 Mdh
Dividendes perçus au titre de 2007 par SNI S.A.	0 Mdh
Autres importants actionnaires au 30/06/2008:	
État marocain	33,3 %
Fonds d'Abu Dhabi	33,8%

Attijariwafa Bank

Activité	Banque
Dénomination	Attijariwafa bank
Siège	2, Bd Moulay Youssef - Casablanca 20 000
Montant du capital détenu au 31/12/2007	49 897 795 Dh
Nombre d'actions détenues au 31/12/2007- Dh	499 103, soit 2,59% du capital social
Nombre de droits de vote détenus au 31/12/2007	499 103, soit 2,59% des droits de vote
Fraction du capital détenu au 31/12/2007	2,6%
Produit net bancaire en 2007 - Mdh	5 916,0 Mdh
Résultat net en 2007 - Mdh	2 139,8 Mdh
Dividendes perçus au titre de 2007 par SNI S.A.	30 Mdh
Autres importants actionnaires au 31/12/2007:	
Institutionnels marocains	29,14%
ONA	27,92 %
Groupe Santander	14,6%

Lesieur Cristal

Activité	Agroalimentaire
Dénomination	Lesieur Cristal
Siège	1, Rue Caporal Corbi BP 3095, Roches Noires, Casablanca
Chiffre d'affaires 2007	3 689 Mdh
Résultat net 2007	131,6 Mdh
Montant du capital détenu au 31.12.2007	57 127 900 Dh
Nombre d'actions détenues au 31.12.2007	571 279
Nombre de droits de vote détenus au 31.12.2007	571 279
Fraction du capital détenu au 31.12.2007	20,7%
Dividendes perçus en 2007 au titre de 2006 par SNI S.A.	11,4 Mdh
Autres actionnaires significatifs au 31.12.2007	
Wafa Assurances	2,96%
ONA	55,05%

Cosumar

Activité	Agroalimentaire
Dénomination	Cosumar
Siège	8, Rue El Mouayamid Ibnou Abbad, BP 3098, Casablanca
Chiffre d'affaires 2007	4 084,6 Mdh
Résultat net 2007	255,1 Mdh
Montant du capital détenu au 31.12.2007	41 906 800 Dh
Nombre d'actions détenues au 31.12.2007	419 068
Nombre de droits de vote détenus au 31.12.2007	419 068
Fraction du capital détenu au 31.12.2007	10,0%
Dividendes perçus en 2007 au titre de 2006 par SNI S.A.	16,8 Mdh
Autres actionnaires significatifs au 31.12.2007	
CIMR	12,9%
ONA	55,5%

Centrale Laitière

Activité	Agroalimentaire
Dénomination	Centrale Laitière
Siège	Twin Center tour A, 6 ^{ème} étage, Casablanca
Chiffre d'affaires 2007	4 456,8 Mdh
Résultat net 2007	415,4 Mdh
Montant du capital détenu au 31.12.2007	4 676 700 Dh
Nombre d'actions détenues au 31.12.2007	46 767
Nombre de droits de vote détenus au 31.12.2007	46 767
Fraction du capital détenu au 31.12.2007	4,96%
Dividendes perçus en 2007 au titre de 2006 par SNI S.A.	11,2 Mdh
Autres actionnaires significatifs au 31.12.2007	
Gervais Danone	30,0%
ONA	55,1%

Longométal Afrique

Activité	Distribution et négoce de produits métallurgiques
Dénomination	Longométal Afrique
Siège	Boulevard Oukat Badis, Aïn Sebaa Casablanca
Chiffre d'affaires 2007	509,7 Mdh
Résultat net 2007	37,1 Mdh
Montant du capital détenu au 31.12.2007	13 464 000 Dh
Nombre d'actions détenues au 31.12.2007	134 640
Nombre de droits de vote détenus au 31.12.2007	134 640
Fraction du capital détenu au 31.12.2007	99,0%
Dividendes perçus en 2007 au titre de 2006 par SNI S.A.	-
Autres actionnaires significatifs au 31.12.2007	Néant

Ohio

Activité	Société de portefeuille
Dénomination	Ohio
Siège	60, Rue d'Alger, Casablanca
Chiffre d'affaires 2007	-
Résultat net 2007	21 Kdh
Montant du capital détenu au 31.12.2007	8 999 000 Dh
Nombre d'actions détenues au 31.12.2007	17 998
Nombre de droits de vote détenus au 31.12.2007	17 998
Fraction du capital détenu au 31.12.2007	100,0%
Dividendes perçus en 2007 au titre de 2006 par SNI S.A.	2,20 Mdh
Autres actionnaires significatifs au 31.12.2007	Néant

Renault Maroc

Activité	Import véhicules
Dénomination	Renault Maroc
Siège	Place Bandoeng, Casablanca
Chiffre d'affaires 2007	3 471 Mdh
Résultat net 2007	40 Mdh
Montant du capital détenu au 31.12.2007	62 500 000 Dh
Nombre d'actions détenues au 31.12.2007	62 500
Nombre de droits de vote détenus au 31.12.2007	62 500
Fraction du capital détenu au 31.12.2007	20,0%
Dividendes perçus en 2007 au titre de 2006 par SNI S.A.	-
Autres actionnaires significatifs au 31.12.2007	80,0%
Groupe Renault	

AM Invest Morocco

Activité	Fonds d'investissement
Dénomination	AM Invest Morocco
Siège	37, Rue Jalal Eddin Al Assioti, Casablanca
Chiffre d'affaires 2007	-
Résultat net 2007	1 009 Kdh
Montant du capital détenu au 31.12.2007	60 000 000 Dh
Nombre d'actions détenues au 31.12.2007	600 000
Nombre de droits de vote détenus au 31.12.2007	600 000
Fraction du capital détenu au 31.12.2007	21,82%
Dividendes perçus en 2007 au titre de 2006 par SNI S.A.	-
Autres actionnaires significatifs au 31.12.2007	
Wafa Assurance	7,3%
Attijariwafa bank	3,6%
Axa Assurance Maroc	10,9%
Mcma/Mamda	21,8%

Leader Food

Activité	Agroalimentaire
Dénomination	Leader Food
Siège	Rue SB7, Bd Chefchaouni, Casablanca
Chiffre d'affaires 2007	62,6 Mdh
Résultat 2007	-6,1 Mdh
Montant du capital détenu au 31.12.2007	37 300 000 Dh
Nombre d'actions détenues au 31.12.2007	373 000
Nombre de droits de vote détenus au 31.12.2007	373 000
Fraction du capital détenu au 31.12.2007	100,0%
Dividendes perçus en 2007 au titre de 2006 par SNI S.A.	-
Autres actionnaires significatifs au 31.12.2007	Néant

Financière de Prise de Participation (ex Financière d'emballages)

Activité	Holding
Dénomination	Financière de Prise de Participation
Siège	60, Rue d'Alger, Casablanca
Chiffre d'affaires 2007	-
Résultat net 2007	-94 Kdh
Montant du capital détenu au 31.12.2007	297 000 Dh
Nombre d'actions détenues au 31.12.2007	297
Nombre de droits de vote détenus au 31.12.2007	297
Fraction du capital détenu au 31.12.2007	99,0%
Dividendes perçus en 2007 au titre de 2006 par SNI S.A.	-
Autres actionnaires significatifs au 31.12.2007	Néant

III.2.1. Relations entre SNI et ses participations

ONA S.A. entretient des relations avec le groupe SNI à travers la société holding SNI S.A. (Taux de rémunération des avances en comptes courants entre SNI et ONA au 4ème trimestre 2007 : 2,75 % en rémunération de ses excédents auprès de ONA et 4,90% pour le financement des besoins.)

Les flux financiers pour la période 2005-2007 entre ONA et SNI se présentent de la manière suivante :

En millions de dirhams	2005	2006	2007
Flux comptabilisés au niveau de SNI S.A.	-16,3	-30,1	-9,3
Flux comptabilisés au niveau de ONA S.A.	+16,3	+30,1	+9,3

Source : SNI S.A.

▪ Conventions conclues au cours de l'exercice 2007

Néant

▪ Conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice 2007.

Convention de gestion de trésorerie entre SNI S.A. et NSI

La société Nouvelle Sidérurgie Industrielle (NSI) a conclu en 2006, une convention de gestion de trésorerie avec SNI en vue de bénéficier d'une juste rémunération de ses disponibilités et d'une optimisation de sa gestion de trésorerie.

La société NSI a accordé des avances à SNI dont le solde au 31/12/2007 s'élève à 1 024 Mdh. Le taux de rémunération de ces avances est de 3,88% l'an. La charge nette comptabilisée par SNI au titre de l'exercice 2007 s'élève 27 Mdh.

Convention d'assistance permanente à SONASID

Cette convention, conclue le 31/05/2006, prévoit le versement par SONASID à SNI d'une rémunération égale à 1% du chiffre d'affaires hors taxes, au titre des prestations d'assistance en matière de stratégie générale, financière, administrative, comptable, juridique et fiscale, ainsi qu'en matière de communication et de ressources humaines.

Le montant du produit comptabilisé au titre de l'exercice 2007 s'élève à 63 Mdh.

Convention de gestion de trésorerie entre SNI et Financière de Prises de Participation

Les avances en comptes courants versés par Financière de Prises de Participation à SNI s'élèvent au 31/12/2007 à 2,1 Mdh.

Les taux de rémunération de ces avances se situent entre 4,38% et 4,90% l'an. Le produit comptabilisé par SNI au titre de l'exercice 2007 s'élève à 100 Kdh.

Convention de gestion de trésorerie entre SNI et COPROPAR

Les avances accordées par SNI à COPROPAR s'élèvent au 31/12/2007 à 439,9 Mdh. Les taux de rémunération de ces avances se situent entre 3,36% et 4,90% l'an.

Le produit comptabilisé par SNI au titre de l'exercice 2007 s'élève à 19,8 Mdh.

Convention de gestion de trésorerie entre SNI et Leader Food

Les avances en compte courant versées par Leader Food à SNI s'élèvent au 31/12/2007 à 4,7 Mdh. Le taux de rémunération de ces avances se situent entre 2,75% et 3,25% l'an.

La charge comptabilisée par SNI au titre de l'exercice 2007 s'élève à 300 Kdh.

Convention d'avance en compte courant entre ONA et SNI

Cette convention, conclue en juillet 2000, prévoit la mise à disposition d'avances en compte courant entre les deux sociétés. Les taux de rémunération de ces avances se situent entre 2,75% et 4,46% l'an.

Le solde au 31/12/2007 du compte courant est débiteur de 752,4 Mdh. La charge nette comptabilisée par SNI au titre de l'exercice 2007 s'élève à 5,9 Mdh.

Convention de rémunération de gestion entre ONA et SNI

En date du 10/01/2001, le Conseil d'Administration de SNI a décidé de fixer la rémunération annuelle au titre des prestations rendues par ONA à SNI à 0,85% du chiffre d'affaires hors taxes.

Au 31/12/2007, SNI a comptabilisé à ce titre en charges un montant de 5,1 Mdh.

Convention d'avance en compte courant entre SNI et Longométal Afrique

Les avances accordées par SNI à la société Longométal Afrique s'élèvent au 31/12/2007 à 25 Mdh. Les taux de rémunération de ces avances se situent entre 4,38% et 4,90% l'an.

Le produit comptabilisé par SNI au titre de l'exercice 2007 s'élève à 1,2 Mdh.

Convention d'avance en compte courant entre SNI et OHIO

En vertu de cette convention conclue le 02/01/1997 et mise en application à partir du 01/01/1997, pour une durée d'une année renouvelable par tacite reconduction, SNI met à la disposition de la société OHIO des avances en compte courant. Ces avances servent exclusivement à l'acquisition de valeurs mobilières. Le taux de rémunération de ces avances se situe entre 4,38% et 4,9% l'an.

Le solde des avances s'élève au 31/12/2007 à 33 Kdh. Le produit comptabilisé par SNI au titre de l'exercice 2007 s'élève à 800 Dh. D'autre part, la charge comptabilisée par SNI au titre des avances accordées par OHIO à un taux de 2,75% s'élève à 34 Kdh.

Convention d'assistance générale et de gestion entre SNI et Lafarge Maroc

Cette convention est conclue pour une durée de trois années à compter du 1^{er} janvier 1996. Elle est renouvelable par tacite reconduction pour de nouvelles durées de trois ans. Elle concerne les prestations de d'assistance générale et de gestion fournies par SNI à Lafarge Maroc.

En 2007, la rémunération est de 1% du chiffre d'affaires cumulé de Lafarge Maroc. Le produit comptabilisé par SNI au titre de l'exercice 2007 s'élève à 39,5 Mdh.

III.3. Revue du portefeuille

SNI est un holding d'investissement qui détient un portefeuille diversifié articulé autour de cinq participations stratégiques : ONA, Lafarge Maroc, NSI/ Sonasid, Wana et Somed.

▪ **Groupe ONA :**

Le groupe ONA est un groupe industriel privé marocain. Avec un chiffre d'affaires consolidé de 32,8 Mrds de dirhams au titre de l'exercice 2007, le groupe ONA opère dans les 5 métiers stratégiques suivants : mines, agroalimentaire, distribution, activités financières, portefeuille et relais de croissance.

▪ **Lafarge Maroc :**

SNI S.A, à travers sa filiale Lafarge Maroc, est partenaire du groupe Lafarge, multinationale présente dans le secteur des matériaux de construction. Lafarge Maroc produit du ciment, du béton, du granulat, du plâtre et de la chaux industrielle. Les sites de productions (capacités 4,5 millions de tonnes) comprennent 4 usines pour le ciment, 17 centrales à béton, 1 usine pour le plâtre, 1 usine pour le granulat et 1 unité pour la chaux.

▪ **NSI :**

Par ailleurs, SNI S.A. par le biais du holding de participation NSI est partenaire du groupe sidérurgique multinational Arcelor dans la société Sonasid. Sonasid est spécialisé dans la production d'acier sous forme de rond à béton, de fil machine et de laminés marchants. La société dispose de deux laminoirs à Jorf Lasfar et Nador et d'une aciérie à Jorf Lasfar. La capacité de production des deux laminoirs s'élève à plus de 1 000 000 tonnes d'acier, celle de l'aciérie atteindra à terme 750 000 tonnes de billettes par an.

- **WANA :** Wana est le troisième opérateur de télécommunications au Maroc. La société a démarré la commercialisation de ses produits de télécommunications mobile au cours du premier trimestre 2007.

- **Somed :**

Somed est une holding privée créée en 1982 conjointement entre le Maroc et les Emirats Arabes Unis et qui œuvre au développement économique et social du Maroc à travers la réalisation d'investissements créateurs d'emplois et forte valeur ajoutée. Au cours du premier trimestre 2008, SNI a acquis une participation à hauteur de 32,9 % dans le capital de la SOMED auprès d'actionnaires institutionnels émiratis et privés marocains.

- **Autres participations cotées :**

Ce portefeuille est constitué des participations suivantes :

- Attijariwafa bank est le premier groupe bancaire maghrébin en termes d'emplois et de ressources, il est actif au Maroc, en Tunisie et au Sénégal.
- Cosumar intervient dans le traitement de la betterave pour en extraire du sucre blanc, dans le raffinage du sucre brut et procède à la commercialisation de sucre raffiné.
- Lesieur la société intervient dans la trituration des graines oléagineuses, le raffinage et le conditionnement des huiles alimentaires et la fabrication et le conditionnement de savon et de détergeant.
- Centrale Laitière est le premier producteur de lait et de produits laitiers frais au Maroc avec plus de 60,2% de parts de marché en 2007.

- **Autres participations non cotées :**

- La société Leader Food spécialisée dans les snacks, chips et graines.
- Holdings et autres métiers : comprend AM Invest Morocco, Ohio et Financière de Prise de Participation.
- Renault Maroc spécialisée dans l'import et la commercialisation de véhicules au Maroc.
- Longométal Afrique compte parmi les leaders au Maroc dans la distribution et le négoce des produits métallurgiques. Elle est spécialisée dans la distribution de produits professionnels destinés aux secteurs du bâtiment et de l'industrie. L'activité de la société s'articule essentiellement autour de 3 familles de produits : distribution de ronds à béton, importation et distribution d'aciers : poutrelle, produits plats, laminés, distribution de tôles Nervesco.

Principaux événements ayant affecté le périmètre de consolidation du groupe SNI au cours de l'exercice 2007 :

Société acquise/cédée	Acquisition en % du capital	Cession/Réduction de la participation en % du capital	Commentaires
ONA	0,27710%	-	Acquisition complémentaire de titres
Lesieur	-	-	Aller-retour sur titres (sans modification du pourcentage d'intégration)
Lafarge Maroc	-	-	Réduction de capital (sans modification du pourcentage d'intégration)
NSI	-	-	Réduction de capital (sans modification du pourcentage d'intégration)

Source : SNI S.A.

III.3.1. Groupe ONA

Groupe Avec plus de 31 000 collaborateurs et un chiffre d'affaires de 32,8 milliards de dirhams, ONA est un groupe diversifié, structuré autour de différents domaines d'activité : activités financières, agroalimentaire, distribution, mines, télécoms, énergie et immobilier.



Activités financières	Attijariwafa bank : 29,7%	ONA Courtage : 51,0%
Agroalimentaire	Centrale Laitière : 55,1%	Sotherma : 30%
	Lesieur Cristal : 55,0%	Cosumar : 55,5%
	Marona : 98,7%	Bimo : 50,0%
Distribution	Marjane : 100 %	Optorg : 100 %
	Acima : 100 %	Sopriam : 91,0 %
Mines	Managem : 78,2%	
Relais de croissance	Onapar : 100%	Wana : 51,0%
	Nareva : 100%	

Activités financières

ONA opère dans la banque à travers Attijariwafa Bank, premier groupe bancaire et financier du Maghreb et disposant du premier réseau bancaire marocain avec 624 agences. Attijariwafa Bank maintient son leadership avec une part de marché de près de 26,5 % dans les dépôts et 25,4 % dans les crédits à l'économie.

En outre, le Groupe occupe une position de premier plan dans l'assurance par l'intermédiaire de ses participations dans la compagnie d'assurance Wafa Assurance (21 % de part de marché) et dans Agma Lahlou-Tazi, leader marocain du courtage en assurance.

Par ailleurs, le Groupe ONA s'est désengagé au cours du premier trimestre 2007 de sa participation de 49 % dans le capital d'AXA-ONA, holding de contrôle d'AXA Assurance Maroc.

Les activités financières contribuent à près de 739 millions de dirhams au résultat net part du groupe d'ONA 2007.

Agroalimentaire

ONA est présent dans le secteur de l'agroalimentaire, notamment sur les marchés du lait, de l'huile, du sucre et des eaux minérales.

Avec plus de 59,8 % de part de marché sur le lait à travers Centrale Laitière, ONA est le premier acteur marocain dans les secteurs du lait et des produits laitiers. Le partenariat stratégique avec Danone associé à une forte implantation sur toute la chaîne de valeur permet à l'ONA de maintenir son leadership sur le marché.

De plus, à travers Cosumar, ONA est devenu l'unique acteur de la filière de transformation du sucre au Maroc en rachetant en 2005 les quatre sucreries publiques.

ONA est également présent dans les corps gras par l'intermédiaire de Lesieur Cristal (64 % de part de marché). Il est à noter que Lesieur Cristal intervient sur différents maillons de la chaîne de valeur : trituration, raffinage, conditionnement et distribution.

Par ailleurs, le Groupe opère dans les secteurs de la biscuiterie via Bimo (37,5% de part de marché) en partenariat avec Kraft Foods à la suite de la cession par Danone de sa branche Biscuits en octobre 2007 et de l'eau minérale via Sotherma (plus de 30 % de part de marché) en partenariat avec Danone.

Le Groupe est enfin présent dans la pêche hauturière à travers Marona, filiale spécialisée dans la commercialisation de poissons composés de céphalopodes et principalement destinés à l'export. L'ONA s'est par ailleurs désengagé de sa filiale spécialiste du thon CCO (Conserverie des Cinq Océans) au cours du premier semestre 2007.

Au cours de l'année 2007, l'ONA a également cédé la Monégasque Maroc (leader de la semi-conserve d'anchois) au Groupe Sanam. Les activités agroalimentaires contribuent à hauteur de 13,9 milliards de dirhams au chiffre d'affaires consolidé d'ONA en 2007 et de 588 millions de dirhams au résultat net part du groupe.

Distribution

ONA est leader dans la grande distribution avec 17 hypermarchés sous l'enseigne Marjane et 25 supermarchés sous l'enseigne Acima.

L'année 2007 a été marquée par le rachat par ONA, en août 2007, des parts de Auchan dans les deux sociétés Marjane et Acima (49 % du capital).

Par ailleurs, ONA est numéro deux dans la distribution automobile par l'intermédiaire de Sopriam, distributeur exclusif des marques Peugeot et Citroën avec une part de marché de 18,2 %. ONA est également présent dans la distribution de biens d'équipement, voitures et utilitaires en Afrique de l'Ouest et Afrique centrale à travers Optorg, distributeur des marques Caterpillar, Mercedes-Benz, Manitou et Mazda.

Avec une contribution de 15,3 milliards de dirhams au chiffre d'affaires consolidé d'ONA en 2007, l'activité Distribution représente aujourd'hui 46,6 % du chiffre d'affaire du groupe. Elle continue d'afficher une forte croissance sur des marchés en pleine expansion.

Mines

L'exploitation minière fait partie des métiers historiques d'ONA. A travers Managem, le groupe est impliqué dans l'exploitation de mines d'or, d'argent, de zinc, de plomb, de cuivre, de fluorine et de cobalt, ainsi que dans l'hydrométallurgie et les services (exploration, R&D, ingénierie...).

Les activités minières contribuent pour près de 2,2 milliards de dirhams au chiffre d'affaires consolidé en 2007 et 140 millions de dirhams au résultat net part du groupe 2007.

Relais de croissance

Au cours de l'année 2007, ONA a affirmé son engagement et ses ambitions dans le secteur des télécommunications en procédant au lancement de Wana en tant qu'opérateur global intégré, sur le fixe et le mobile et Internet à destination des marchés Résidentiel et Entreprise.

ONA opère également dans l'Immobilier à travers Onapar, présente dans l'immobilier de loisir, le résidentiel et l'immobilier d'entreprise. Onapar compte parmi ses réalisations le développement des projets Amelkis de Marrakech (450 ha), Cabo Negro, au nord du Maroc (240 ha), Bahia de Bouznika (530 ha) ainsi que la réalisation du Casablanca Twin Center, d'une dizaine d'hypermarchés Marjane et du parc industriel de Sapino.

Enfin, ONA est présent dans le secteur de l'énergie, l'environnement et les services aux collectivités locales par l'intermédiaire de Nareva.

III.3.2. Lafarge Maroc

Activité

SNI est actionnaire à hauteur de 50 % dans le groupe Lafarge Maroc au côté du groupe Lafarge, leader mondial du ciment. A travers ses cinq activités (ciment, béton, plâtre, granulats et chaux industrielle), Lafarge Maroc est le leader national des matériaux de construction.

Ciment

Premier cimentier marocain avec une part de marché de 42 % en 2007, Lafarge Ciments dispose d'une capacité de production d'environ 5 600 000 tonnes par an répartie sur quatre sites de production : l'usine de Bouskoura (capacité de production : 3 200 000 T/an), l'usine de Meknès (capacité de production : 1 300 000 T/an), l'usine de Tétouan (capacité de production : 1 100 000 T/an) et l'usine de Tanger (capacité de broyage : 500 000 T/an).

En outre, Lafarge Ciments a signé en 2007 un contrat avec Kawasaki pour la réalisation de la deuxième ligne de cuisson de la cimenterie de Tétouan, destinée à porter la capacité de l'usine de 1 à 2 millions de tonnes de clinker équivalent ciment par an, un investissement qui comprend également l'extension de la capacité de broyage de l'usine de Tétouan.

Plâtre

Deuxième producteur marocain de plâtre, Lafarge Plâtres produit et commercialise une large gamme de produits à base de plâtre, allant du plâtre en poudre aux produits préfabriqués pour cloisons et plafonds. Basé à Safi, le site de production dispose d'une capacité de 160 000 tonnes par an. Ce site est en cours de rénovation et d'extension afin de garantir au client un produit de qualité maximale.

Béton et Granulats

Destinée à la fabrication et la vente du Béton Prêt à l'Emploi (BPE), Lafarge Bétons dispose de 21 Centrales à béton pour une capacité de production de 1 100 000 m³ par an.

Gravel Maroc dispose pour sa part d'une unité industrielle de granulats à Berrechid et vient en appui au dispositif bétonnier de Lafarge Maroc. Sa capacité de production s'élève à 510 000 m³ par an.

Chaux industrielle

Depuis 2004, Lafarge Chaux produit et commercialise différents types de chaux : chaux vive en roche, chaux vive moulue et chaux hydratée. Située à Tétouan, l'usine dispose d'une capacité de production de 80 000 tonnes par an, ce qui en fait la première unité de production de chaux industrielle du Maroc.

Faits marquants

Ciment

- Renforcement du dispositif industriel dans le Nord.

L'année 2007 a été marquée par la conduite de trois chantiers principaux :

- Doublement de la capacité de cuisson de la cimenterie de Tétouan, devant être portée à 2 millions de tonnes.
- Extension de la capacité de broyage de l'usine de Tétouan pour la porter à 1 million de tonnes.
- Extension et modernisation de l'usine de Tanger afin de doubler la capacité de broyage pour la porter à 1 million de tonnes.
- Optimisation notable de l'exploitation de l'outil industriel et améliorations significatives de la productivité.

Béton

- Acquisition de plusieurs chantiers (Borj Nadim à Asilah, viaducs de l'autoroute Fès - Taza, complexe Mazagan à El Jadida, éoliennes au Nord...).

- Accroissement de la capacité de production dans les villes avec l'installation d'une nouvelle centrale à bétons à forte capacité à Aïn Atiq, l'augmentation de la capacité de malaxage à la ville de Tanger et l'implantation d'une centrale à bétons à Kénitra. Le nombre total des centrales à béton est ainsi porté à 21 et la capacité du dispositif à 1 100 000 m³.
- Lafarge Bétons prévoit d'élargir sa couverture géographique en implantant de nouvelles centrales à bétons dans le Nord, à Casablanca, Rabat et Kenitra.

III.3.3. Sonasid

Activité

Avec 75,8 % de part de marché et plus de 1 million de tonnes vendues, Sonasid est le leader sidérurgique marocain. Maillon essentiel dans le développement du secteur du BTP, Sonasid produit et distribue trois types d'aciers longs :

- Le rond à béton, utilisé généralement pour les armatures des constructions en béton armé, qui représente environ 89 % de l'activité de la société en 2007.
- Le fil machine (utilisé pour fabriquer ressorts, câbles, barbelés, vis, clous, etc.), qui représente environ 11 % des ventes de Sonasid en 2007.
- Les laminés marchands, utilisés notamment pour les constructions mécaniques et les structures en charpente métallique, qui représentent en 2007 une part négligeable des ventes de la société.

L'outil de production est constitué de deux laminoirs et, depuis 2005, d'une aciérie électrique :

- Le laminoir de Nador, mis en service en 1984, dispose aujourd'hui d'une capacité nominale de 600 000 T/an.
- Le laminoir de Jorf Lasfar, mis en service en 2002, dispose d'une capacité de 400 000 T/an.
- L'aciérie électrique, mise en service en 2005 et ayant nécessité un investissement de 1,035 milliard de dirhams, vise l'intégration en amont de l'activité laminage en assurant la production de billettes à partir de ferraille de substitution. L'aciérie permettra d'assurer à terme une capacité de production de billettes de l'ordre de 750 000 T/an.

Faits marquants

En 2007, une amélioration significative des performances opérationnelles a été réalisée au niveau de l'outil de production de Sonasid : l'aciérie électrique a en effet atteint une production de 511 896 tonnes de billettes, représentant une croissance de 63 % par rapport à 2006. Les laminoirs de Nador et Jorf Lasfar ont pour leur part enregistré une hausse de volume respectivement de +5,4 % et +7,1 % par rapport à 2006.

Au niveau national, l'année 2007 a été caractérisée par une forte croissance de la consommation d'acier (+12 % par rapport à 2006) en raison d'une excellente conjoncture du BTP. Sonasid a ainsi concentré sa production sur le marché national en dépit d'un environnement de plus en plus concurrentiel et libéralisé.

L'année 2007 a été marquée pour NSI par une réduction de capital de 200 Mdh afin de disposer de la trésorerie excédentaire à la suite du non-aboutissement de l'OPA de NSI sur Sonasid en 2006.

III.3.4. Wana

Activité

Troisième opérateur global de télécommunications au Maroc, Wana est détenteur d'une licence fixe à mobilité restreinte depuis septembre 2005 et d'une licence 3G depuis juin 2006. Aujourd'hui, l'opérateur se positionne sur les marchés résidentiel et entreprise, tant pour le fixe ou le mobile que pour l'Internet.

Sur le marché résidentiel, Wana a opté pour le CDMA 2000, une technologie de type 3G adaptée au fixe sans fil permettant le transfert de la voix mais aussi de l'Internet.

Pour le marché entreprise Wana a choisi d'autres technologies, notamment la boucle locale radio et la fibre optique. L'entreprise a privilégié les nouvelles technologies sans fil permettant un déploiement rapide et a signé un accord avec l'ONE (l'Office National de l'Electricité) pour l'exploitation de son réseau de fibre optique.

Faits marquants

L'année 2007 a été marquée par le lancement de l'activité opérateur télécom sous l'enseigne de Wana et par le lancement, le 20 mars 2007, des offres de services 3G. Wana a été ainsi le premier opérateur à lancer les offres de service 3G au Maroc et en Afrique du Nord.

L'année 2007 a surtout été marquée par le lancement des nouvelles offres Voix Prépayé Bayn et Internet Bayn. Depuis, sous le nom de Bayn, Wana propose des offres commerciales destinées au marché résidentiel dans le but de démocratiser les télécoms au Maroc en levant les barrières existantes, telles que l'engagement d'abonnement et le contrôle des dépenses.

- Voix : lancées le 7 février les offres Voix Prépayée Bayn ont immédiatement connu un franc succès, avec 1 234 702 activations réalisées avant fin décembre 2007.
- Internet : Wana a lancé en mars 2007 sa première offre Internet bas débit, Internet Bayn, une offre innovante qui se distingue non seulement par la mobilité qu'elle autorise à travers toutes les villes couvertes par le réseau Wana, mais aussi en étant la première offre internet prépayée au Maroc (offre sans engagement et ne nécessitant pas d'accès à une ligne téléphonique).

Cette même année, Wana a poursuivi son développement en obtenant l'exclusivité sur l'aménagement et la fourniture de services télécoms aux standards internationaux dans les zones franches Casanearshore et Technopolis à Rabat. Ainsi, Wana a créé OTEO SA en juin 2007, une filiale dédiée à la gestion de l'activité offshoring.

Pour accompagner son développement, Wana a par ailleurs signé un contrat de crédit syndiqué de 3 milliards de DH avec les principales institutions financières. Ses actionnaires, ONA et SNI, ont affirmé leur soutien à la croissance de Wana en apportant 2,6 milliards de DH de capitaux propres.

En 2007, Wana a réalisé un chiffre d'affaires de 791 Mdh, une nette hausse de 605 % par rapport à l'année précédente en liaison avec le lancement de l'activité opérateur global de télécommunication.

Malgré la croissance du chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation s'établit à -1 655 Mdh en raison des dépenses liées au lancement des nouvelles offres de service (subvention des terminaux, commissionnement des distributeurs, dépenses de communication, de consulting), de l'impact des dotations aux amortissements liées aux investissements engagés et des frais de personnel.

III.3.5. Attijariwafa bank

Activité

Premier groupe bancaire maghrébin avec un total bilan de 212 milliards de dirhams, Attijariwafa Bank concentre l'essentiel de ses activités au Maroc. Le groupe est également présent en Tunisie depuis l'achat de la Banque du Sud (devenue Attijari Bank) ainsi qu'au Sénégal à travers la Banque Sénégal-Tunisienne, cinquième banque du pays.

Avec son réseau de 624 agences (premier réseau national), Attijariwafa Bank a confirmé en 2007 sa position de leader national dans la banque de détail. La banque est numéro 1 sur le segment du crédit à la consommation par le biais de sa filiale Wafasalaf comme sur le marché du leasing à travers Wafabail. Elle a également confirmé sa position d'opérateur de premier plan sur le segment des crédits immobiliers.

Attijariwafa Bank est par ailleurs leader au Maroc sur les activités de banque d'investissement. Elle est ainsi premier IVT (Intermédiaire en Valeurs du Trésor) sur les marchés primaire et secondaire de la dette, leader sur le marché de change, acteur de référence sur le marché du conseil en fusions-acquisitions et leader sur l'activité intermédiation boursière.

Enfin, la banque est également présente dans le secteur de l'assurance à travers sa filiale Wafa Assurance, dont elle détient 79,3 % et qui fait partie des deux leaders nationaux de l'assurance (21 % de part de marché en 2007, en progression de 5 points par rapport à 2006).

Faits marquants

En 2007, Attijariwafa Bank a réalisé un produit net bancaire de 8 793 Mdh soit un accroissement de 18,6 %. Cette évolution tire profit de la bonne performance de la marge d'intérêt (+20,9 %) et de la marge sur commissions (+18,9 %). Le résultat brut d'exploitation s'est inscrit en hausse de 18,8 % à 4 600 Mdh de dirhams et le résultat d'exploitation s'est établi à 3 909 Mdh. Le résultat net consolidé ressort à 2 750 Mdh (+15 %). Le résultat net part du groupe est de 2 454 Mdh, en progression de 8,2 % par rapport à 2006.

III.3.6. Lesieur Cristal

Activité

L'activité de Lesieur Cristal porte sur la trituration des graines oléagineuses, la production et le conditionnement des huiles et la production des tourteaux et s'étend aussi à la production et à la commercialisation de produits d'entretien ménager (savons et détergents).

Avec une part de marché de 64 % dans les huiles de table, 16 % dans les huiles d'olive, 87 % dans les savons et 45 % dans les tourteaux, Lesieur Cristal est le leader incontesté des corps gras sur le marché marocain.

Faits marquants

L'année 2007 a été marquée par une envolée des cours des oléagineux (+31 % par rapport à 2006 sur les huiles brutes de soja) et par une pression sur les prix de vente au début de l'année, freinant la répercussion de la hausse des prix d'achat. Cette année s'est aussi caractérisée par une faible campagne nationale d'huile d'olive, avec une production nationale n'excédant pas les 40 000 tonnes, et par la poursuite du démantèlement douanier sur les tourteaux de soja d'origine USA (droits de douane de 10 % contre 12,5 % en 2006). Dans ce contexte difficile et en dépit d'une concurrence très vive sur le marché des huiles, Lesieur Cristal continue d'occuper une position de leader sur le marché marocain des corps gras.

Le chiffre d'affaires de Lesieur Cristal affiche en 2007 une évolution de +2,7 % par rapport à 2006, tiré par l'huile de table, dont les prix de vente ont augmenté à la suite du renchérissement des cours à l'international. Le résultat d'exploitation courant consolidé s'établit à 191 Mdh en nette progression par rapport à l'année 2006 grâce notamment à l'amélioration de la marge de l'huile de table. Le résultat net part du groupe est de 126 Mdh, en progression de 96,3 % par rapport à 2006.

III.3.7. Cosumar

Activité

Cosumar produit, raffine et commercialise le sucre sous quatre formes : pain de sucre (39,3 %), lingot/morceau (13 %) et granulé (49,7 %).

Depuis l'opération d'acquisition des quatre sucreries publiques en 2005, Cosumar est l'unique opérateur industriel du secteur sucrier national. Il a pour responsabilité de contribuer au développement de l'ensemble de la filière sucrière et de poursuivre la mise à niveau de l'amont agricole au bénéfice des 80000 familles qui vivent de la production de la canne et de la betterave.

Ainsi, dans le cadre de la mise à niveau du secteur sucrier et en vue de l'entrée en vigueur des différents engagements du Maroc avec ses partenaires internationaux, Cosumar a, en mai 2007, introduit auprès du ministère de l'Agriculture un projet de contrat programme devant lier l'Etat, les producteurs des plantes sucrières et le Groupe Cosumar.

Ce programme vise à améliorer le niveau de performance de la filière sucrière et à adapter son cadre réglementaire pour en assurer la conformité avec les règles de l'OMC.

Faits marquants

L'année 2007 a été marquée, pour Cosumar, par la poursuite de la rationalisation de son activité industrielle et l'amélioration des synergies de raffinage avec ses filiales dans le cadre du projet INDIMAGE 2012.

En 2007, Cosumar a enregistré un chiffre d'affaires de 5 463 Mdh soit un accroissement de 6,9 %.

Cette croissance résulte de la progression du volume des ventes et du plein effet de la révision des prix, intervenue en août 2006 et destinée à la revalorisation des revenus des agriculteurs. Le résultat d'exploitation courant ressort à 824 Mdh en nette progression de 65,4 % par rapport à 2006 grâce à la croissance du chiffre d'affaires et à l'amélioration des performances industrielles du groupe induite par le projet INDIMAGE 2012. Enfin, le résultat net consolidé s'établit au terme de l'année 2007 à 436 Mdh, contre 164 Mdh en 2006.

III.3.8. Centrale Laitière

Activité

Pionnière de l'industrie laitière marocaine et créée dans les années 1940, Centrale Laitière a pour activité la fabrication et la distribution de produits laitiers. Avec des parts de marché de 59,8 % dans le Lait et 60,7 % dans les produits laitiers frais, elle est l'incontestable leader de l'industrie laitière au Maroc.

Faits marquants

Dans ce secteur, l'année 2007 a été marquée par le renchérissement et la rareté des matières premières stratégiques - notamment la poudre de lait - sur le marché international ainsi que par la baisse des droits de douane sur la poudre de lait (de 60 % en 2006 à 17,5 % en 2007).

Pour sa part, Centrale Laitière a connu deux lancements majeurs en 2007 : celui de la nouvelle gamme Yawmy, référence leader en nutrition quotidienne, et celui de la gamme Centrale, vecteur de naturalité et d'essentialité nutritionnelle quotidienne.

Au terme d'une année 2007 marquée par une forte croissance des ventes, le chiffre d'affaires consolidé de Centrale Laitière s'établit à 4 484 Mdh, en progression de 14,9 % par rapport à 2006. Le résultat d'exploitation consolidé évolue lui aussi favorablement, avec une croissance de 14 %, pour s'établir à 632 Mdh au 31 décembre 2007. Enfin, le résultat net consolidé s'établit au terme de l'année 2007 à 462 Mdh, contre 373 Mdh en 2006.

III.3.9. Longométal Afrique

Activité

Longométal Afrique est un des leaders marocains de la distribution et du négoce de produits métallurgiques. Il est spécialisé dans la distribution de produits destinés aux secteurs du bâtiment et de l'industrie, avec une activité qui s'articule essentiellement autour de trois familles de produits : distribution de ronds à béton, importation et distribution d'acier (poutrelles, produits plats, laminés...) et distribution de tôles Nervesco.

Faits marquants

En 2007, Longométal Afrique a réalisé un chiffre d'affaires historique dépassant les 500 Mdh contre 395 Mdh 2006. Le résultat d'exploitation s'est établi à 41,6 Mdh, enregistrant ainsi une progression de 46 % par rapport à 2006. Cette performance s'explique principalement par la forte augmentation de l'activité et par la bonne tenue de la marge commerciale.

III.3.10. Leader Food

Activité

Leader sur le marché des produits de grignotage, Leader Food décline son savoir faire dans trois segments : chips, snacks et graines. Avec un site de production à Casablanca et un réseau de distribution réparti sur les principales villes du Maroc, la part de marché de Leader Food dépasse les 30 %.

Faits marquants

En 2007, Leader Food a réalisé un chiffre d'affaires de 62,6 Mdh, en progression de 10 % par rapport à 2006 et un résultat d'exploitation de -3,7 Mdh, en amélioration nette de 770 KDH par rapport à l'année précédente, bénéficiant ainsi de la progression du chiffre d'affaires et de la baisse des autres charges externes.

Le Résultat net s'est établi en 2007 à -6,1 Mdh, contre 5 Mdh enregistré en 2006. Cette baisse du résultat s'explique essentiellement par la non récurrence du résultat non courant enregistré en 2006.

III.3.11. Renault Maroc

Activité

Renault Maroc détient en exclusivité la distribution des produits et services de Renault, Dacia et Nissan au Maroc par l'intermédiaire d'un réseau composé d'une succursale, de 14 concessions et de 20 agents répartis sur tout le territoire.

Faits marquants

A fin 2007, Renault Maroc a totalisé la vente de 30 151 véhicules, soit une progression de 12,6 %, dont 17 515 véhicules neufs Renault et 12 636 Logan, voiture la plus vendue au Maroc.

La part de marché cumulée de Renault et Dacia était de 29,1 % à fin 2007.

En 2007, Renault Maroc a réalisé un chiffre d'affaires de 3 471 Mdh et un résultat d'exploitation de 130,3 Mdh, en nette progression par rapport à 2006. Cette progression de la marge opérationnelle s'explique par l'amélioration du coût des ventes et de la logistique ainsi que par l'optimisation des moyens commerciaux et frais généraux.

III.4. Organisation

La gestion de SNI S.A. est assurée par les différentes directions de ONA S.A. Une équipe de support restreinte est dédiée à SNI S.A. et est chargée de diverses tâches administratives. Il convient toutefois de noter qu'à partir de 2007 le suivi des opérations d'investissements/désinvestissements et le suivi des participations est effectué par les propres équipes de SNI S.A.

III.4.1. Moyens humains

L'évolution de l'effectif de SNI S.A. au cours des trois derniers exercices se présente de la manière suivante :

Effectifs de SNI S.A.	2005	2006	2007
Total	9	8	11

Source : SNI S.A.

■ Fonctions de développement et suivi des participations

SNI S.A. a constitué une équipe propre pour assumer les fonctions de développement et de suivi des participations. Cette équipe comprend quatre personnes et est appelée à s'élargir. Elle couvre les fonctions qui constituent le cœur de métier de SNI S.A. : à savoir : le sourcing d'opportunités d'investissement fortement créatrices de valeurs ; la structuration de projets d'investissement autour de ces opportunités ; la mise en place de partenariats ; la définition et le suivi de stratégies de développement ambitieuses ; la gestion dynamique des participations.

Une direction en charge de la stratégie et du développement propre à SNI S.A. est en place depuis 2007. M. Aymane TAUD et M. Mohamed LAMRANI sont en charge de cette direction.

■ Fonctions de support

Fonctions financières

Les fonctions comptables et financières sont regroupées au niveau de SNI S.A. qui dispose d'une direction financière propre. Cette dernière est responsable de l'établissement des comptes de SNI S.A. et de leur consolidation au sein d'une cellule dédiée. Un directeur supervise le travail de l'équipe comptable chargée de la tenue des comptes SNI S.A..

La direction financière est aussi chargée du suivi budgétaire. Ceci permet de suivre les réalisations des filiales, d'expliquer les écarts entre les prévisions et les réalisations et de réagir en cas d'écart significatifs.

La gestion de trésorerie est quant à elle effectuée par les équipes de ONA S.A. qui s'occupent du financement, du cash pooling et de la couverture des engagements de change.

L'ensemble des fonctions financières est placé sous la supervision de la Direction en charge de la Stratégie Financière d'ONA S.A. dirigée par M. Hassan OURIAGLI.

Fonctions non-financières

Ces fonctions comprennent essentiellement la Communication, la Gestion des Ressources Humaines, le Juridique et les Systèmes d'Informations. L'ensemble de ces fonctions de supports non-financières est pris en charge par les équipes de ONA S.A. sous la supervision de M. Hassan OURIAGLI.

III.4.2. Moyens techniques

Néant.

III.5. Stratégie de développement

III.5.1. Grandes lignes de la stratégie de développement

« La SNI est un holding d'investissement gérant de manière dynamique des participations significatives dans des industries et des projets de grande taille, à fort potentiel de valorisation ou à fort rendement ».

SNI S.A. a vocation à opérer comme un véritable fonds d'investissement :

- identifiant les opportunités d'investissement fortement créatrices de valeur pour ses actionnaires ;

- structurant des projets d'investissements autour de ces opportunités ;
- attirant des partenaires de qualité pour accompagner le développement de ces projets ;
- participant à la création de valeur à travers la mise en place de stratégies de développement ambitieuses ;
- gérant de façon dynamique ses participations.

Par ailleurs, le principe d'intervention est basé sur le partage des rôles avec un partenaire industriel qui assure la gestion opérationnelle de la filiale. SNI S.A. assume une fonction de pilotage et de suivi stratégique. Cette interaction crée une dynamique propice au développement des participations et à la création de valeur.

III.5.2. Politique d'investissement

SNI S.A. cible en priorité les industries et les projets de grande taille, à fort potentiel de création de valeur ou à fort rendement. Le premier critère d'investissement est ainsi un critère de taille. SNI a choisi de se concentrer sur des opportunités d'investissement de taille significative. Le second critère est lié au potentiel de création de valeur. SNI cible des investissements dans des industries ou projets qui recèlent d'importants gisements de croissance et/ou qui se caractérisent par l'importance et la pérennité de leurs cash-flows.

Investissements réalisés en Kdh	2005	2006	2007
Incorporelles	-	-	3,2
Corporelles	25,0	0,1	0,3
Financières	1 646,3	1 173,0	1 464,4
Total	1671,3	1 173,1	1 467,9

Source : SNI S.A.

En 2007, l'investissement réalisé s'explique principalement par un investissement de 1 274 Mdh dans Wana dans le cadre de l'augmentation de son capital de 2 600 Mdh et ONA pour 74,7 Mdh, portant la participation de SNI de 33,54% à 33,82%.

▪ PARTIE V : SITUATION FINANCIERE DE SNI S.A.

IMPORTANT :

Tel que prévu par la circulaire n°06/05 du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM), le groupe SNI a opté pour le passage progressif de ses comptes consolidés aux normes IFRS pour l'exercice clos au 31 décembre 2007.

La consolidation des comptes 2005 et 2006 est effectuée actuellement selon les normes françaises CRC 99 022. La consolidation des comptes a été effectuée en 2006 et 2007 selon les normes IAS-IFRS.

Les comptes sociaux 2005, 2006 et 2007 ont fait l'objet d'une certification par les Commissaires aux Comptes.

La production des comptes consolidés proforma est effectuée par SNI S.A.

Les comptes consolidés 2005, 2005 proforma et 2006 (bilan et CPC) ont fait l'objet d'un audit par les auditeurs indépendants.

Afin de rendre comparables les agrégats consolidés du groupe SNI, il a été indispensable d'établir des comptes proforma à fin décembre 2005 pour tenir compte des variations de périmètre intervenues entre 2005 et 2006. L'objectif des comptes proforma étant de présenter les comptes consolidés à périmètres constants.

De ce fait, toutes les opérations sur le portefeuille du groupe SNI de l'exercice 2006 ont été reproduites dans les comptes consolidés à fin décembre 2005, comme si ces opérations avaient eu lieu au cours de l'exercice 2005.

Par ailleurs, les augmentations/réductions de capital effectuées au pair (sans aucun impact sur les capitaux propres Groupe) n'ont pas été retranscrites en raison de leur impact neutre sur les comptes consolidés du Groupe.

A titre d'information, les opérations sur le périmètre groupe SNI ayant été retraitées au niveau du proforma décembre 2005 sont les suivantes :

- Entrée dans le périmètre de consolidation de NSI (Nouvelles Sidérurgies Industrielles) et augmentation de son capital ;
- Echange de titres Sonasid contre des titres NSI et du cash (apporté par Arcelor) : Dilution du Groupe SNI dans Sonasid, dont la participation passe de 20,57% au 31 décembre 2005 à 16,21% au 31 décembre 2006.
- Cession par ONA de 49% des titres Wana à SNI S.A ;
- Acquisition par SNI de 42 500 titres ONA au hors groupe.
- Cession par SNI de 125 524 titres Berliet entraînant sa sortie du périmètre du Groupe SNI.

Il n'y a pas eu d'opérations sur le périmètre du groupe SNI réalisées en 2007 ayant été retraitées au niveau des comptes au 31 décembre 2006.

ANALYSE DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

III.6. Groupe SNI (comptes consolidés - normes CRC 99 022)

En millions de dirhams	2005	2005 proforma	2006	Var 05P-06
Chiffre d'affaires	1 924	1 924	2 420	25,8%
Autres produits d'exploitation	35	35	24	-31,4%
Produits d'exploitation	1 959	1 959	2 444	24,8%
Achats et autres charges externes	994	995	1 310	31,7%
Impôts et taxes	26	26	27	3,8%
Charges de personnel	167	167	171	2,4%
Dotations aux amortissements et provisions	197	196	204	4,1%
Charges d'exploitation	1 384	1 384	1 712	23,7%
Résultat d'exploitation	575	575	732	27,3%
Résultat financier	3	3	-9	NA
Résultat courant	578	578	724	25,3%
Résultat non courant	14	139	19	-86,3%
Résultat avant impôts	592	717	743	3,6%
Impôt sur les bénéfices	-168	-169	-306	-81,1%
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	377	329	406	23,4%
Dotations nettes aux amortissements des écarts d'acquisition	-119	-121	-76	-37,2%
Résultat net consolidé	682	756	767	1,5%
Résultat net Part du Groupe	552	627	619	-1,3%
<i>Dont ONA</i>	<i>128</i>	<i>119</i>	<i>270</i>	<i>15,6%</i>
<i>Dont Lafarge Maroc</i>	<i>308</i>	<i>308</i>	<i>337</i>	<i>9,4%</i>
<i>Dont NSI/Sonasid</i>	<i>115</i>	<i>91</i>	<i>107</i>	<i>18,2%</i>
<i>Dont Wana</i>	<i>-</i>	<i>-16</i>	<i>-87</i>	<i>NS</i>
<i>Dont SNI SA</i>	<i>-11</i>	<i>113</i>	<i>-84</i>	
<i>Dont Participations cotées</i>	<i>57</i>	<i>57,9</i>	<i>23,5</i>	
<i>Dont Participations non cotées</i>	<i>-45</i>	<i>-45,7</i>	<i>53</i>	

Source : SNI S.A

Revue analytique 2005-2006

- Le **chiffre d'affaires consolidé du Groupe à périmètre comparable** enregistre une hausse de 25,8% entre 2005 et 2006. Cette croissance se répartit comme suit entre les différents métiers du groupe :
 - **Lafarge Maroc** : + 18,4% :
 - ✓ Lafarge Maroc a ainsi vu son chiffre d'affaires progresser de 18,4% (1 904 millions de dirhams en 2006 vs 1 608 millions de dirhams en 2005). Les ventes de ciment se sont établies à 4 709 KT en 2006 vs 4 195 KT en 2005, soit une progression de 12,3%. Lafarge Maroc a surperformé la croissance du marché de 1,9 pts en raison de la croissance de la demande du marché du Nord-Ouest et où Lafarge Maroc a pu capter l'essentiel de la croissance de ce marché ;
 - **Longométal Afrique** : +59,3% :

Cette progression traduit la flambée des prix des aciers, le développement des activités commerciales à Agadir et Tanger et le dynamisme du secteur du BTP en général.
 - **Autres participations** : + 79,4%

Cette progression s'explique par :

 - ✓ la progression de +24,2% du chiffre d'affaires de Leader Food, suite à la mise en place d'une seconde ligne de production, au re-packaging de ses principaux produits et au lancement d'un nouveau produit « l'épelette » ;
 - ✓ l'augmentation de près de 43 millions de dirhams du chiffre d'affaires de SNI S.A. suite à l'augmentation des prestations de service fournis aux filiales.
- La croissance du **résultat d'exploitation consolidé à périmètre comparable en 2006** résulte de :
 - l'amélioration de 90,0 millions de dirhams du résultat d'exploitation de **Lafarge Maroc** en raison de la hausse des ventes de Ciments et de la qualité des performances industrielles de la cimenterie de Tétouan (parc éolien de la cimenterie de Tétouan) ;
 - la hausse de près de 24,0 millions de dirhams du résultat d'exploitation de **Longométal Afrique** en 2006 ;
- Les éléments ayant joué un rôle moteur dans l'évolution du **Rnpg SNI** (-1,3%), sont les suivants :
 - la hausse de la contribution du **Groupe ONA** de 151 millions de dirhams à 270 millions de dirhams en 2006 qui s'explique par :
 - ✓ la baisse du Rnpg du **DAS Mines** qui s'établit à 32 Mdh en baisse de -110 Mdh par rapport à 2005. En effet, en 2005, le résultat non courant consolidé tenait compte d'une plus value avant impôt sur Semafo de 285 Mdh.
 - ✓ la baisse du Rnpg du **DAS Agroalimentaire** à 199 millions de dirhams, en baisse de 3,5% par rapport à l'exercice 2005 pro forma suite à la baisse du Rnpg de Lesieur Cristal de 29,2% à 27 Mdh par rapport à 2005, puis à la baisse du Rnpg de Marona de -31,4% à -92 Mdh par rapport à 2005.
 - ✓ la hausse du Rnpg de 2006 du **DAS distribution** qui s'élève à 292 millions de dirhams en hausse de 28,3% par rapport à 2005 pro forma en raison de la hausse du Rnpg de Marjane de +38,8% à 82 Mdh en 2006, de la hausse du Rnpg de Optorg de +43,3% à 143,9 Mdh en 2006, de la hausse du Rnpg de Sopriam de +2,8% à 76,9 Mdh en 2006.
 - ✓ la hausse du Rnpg comparable du **DAS Activités Financières** qui s'élève à 798 millions de dirhams en hausse de 26,0% par rapport à 2005. Cette évolution s'explique notamment par
 - o la hausse de la contribution au Rnpg d'Attijariwafa bank qui ressort à 539,7 Mdh à fin décembre 2006, en progression de +37,7% par rapport à fin 2005 ;
 - o la hausse de la contribution d'AXA-ONA au RNPG qui s'établit en 2006 à 251,3 Mdh contre 233,3 Mdh en 2005.

- ✓ la baisse de la contribution du **DAS Relais de Croissance** au Rnpg de Groupe ONA de -136 Mdh par rapport à 2005 (-128,0 Mdh) en raison notamment des frais de démarrage de Wana.
- ✓ la hausse de la contribution du **DAS Holding et Divers** de +299 Mdh par rapport à 2005 s'explique notamment par la réception de dividendes de sociétés non consolidées en 2006 (+26 Mdh), à la non récurrence de l'apurement des impôts différés en 2005 (+416 Mdh), à la constatation d'un IDA de 96 Mdh sur les déficits fiscaux de ONA S.A.
- la progression de la contribution de **Lafarge Maroc** de 29 millions de dirhams à 337 millions de dirhams en 2006 (croissance des activités ciment et béton, hausse du prix du coke et des frais fixes) ;
- la hausse de la contribution de **Longométal Afrique** de 27 Mdh en raison de la progression de la marge commerciale.
- la baisse de la contribution de **Wana** de 70 Mdh ;
- la baisse de la contribution de l'activité **Autres participations** au Rnpg SNI qui s'explique par celle de la contribution de SNI S.A. de près de 198 Mdh en raison de
 - ✓ l'effet de l'impôt sur la plus-value de cession des titres Sonasid et Berliet ;
 - ✓ la constatation de provisions supplémentaires sur la garantie de passif de la Société des Brasseries du Maroc et de la Société Métallurgique d'Imiter pour 65,8 Mdh.

III.7. Groupe SNI (comptes consolidés - normes IFRS-IAS)

En millions de dirhams	2006	2007	Var 07-06
Chiffre d'affaires	2 419,2	2 877,0	18,9%
Autres produits de l'activité	5,0	9,9	98,0%
Produits des activités ordinaires	2 424,2	2 886,9	19,1%
Achats	-1 057,6	-1 216,9	15,1%
Autres charges externes	-248,7	-250,5	0,7%
Frais de personnel	-176,5	-209,1	18,5%
Impôts et taxes	-27,0	-27,3	1,1%
Amortissements et provisions d'exploitation	-203,9	-112,6	-44,8%
Autres produits et charges d'exploitation nets	-1,3	-1,8	38,5%
Charges d'exploitation courantes	-1 715,0	-1 818,2	6,0%
Résultat d'exploitation courant	709,2	1 068,7	50,7%
Cessions d'actifs	-6,3	-20,8	>100%
Cessions de filiales et participations	77,0	0,0	Ns
Résultats sur instruments financiers	0,3	2,8	>100%
Autres produits et charges d'exploitation non courants	13,0	-49,6	Ns
Résultat des activités opérationnelles	767,2	1 001,1	30,5%
Résultat financier	9,5	309,5	3157,9%
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	776,7	1 310,6	68,7%
Impôts sur les bénéfices	-281,7	-268,1	-4,8%
Impôts différés	-49,5	-61,6	24,4%
Résultat net des entreprises intégrées	445,5	980,9	>100%
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	330,3	28,0	-91,5%
Résultat net des activités poursuivies	775,8	1 008,9	30,0%
Résultat de l'ensemble consolidé	775,8	1 008,9	30,0%
Dont Intérêts minoritaires	156,3	220,0	40,8%
Dont Résultat net - Part du Groupe	619,5	788,9	27,3%
ONA	314,2	584,4	86%
Lafarge Maroc	368,5	516,1	40,1%
Wana	-171,9	-797,5	NS
NSI/Sonasid	121,7	128,9	5,9%
Autres participations cotées	47,1	90,2	91,5%
Autres participations non cotées	39,9	-13,6	NS
SNI SA	-99,9	280,5	NS

Mdh- Source : SNI S.A

Revue analytique 2006-2007

- Le **chiffre d'affaires consolidé du Groupe** enregistre une hausse de 18,9% entre 2006 et 2007. Cette croissance se répartit comme suit entre les différents métiers du groupe :
 - **Lafarge Maroc**: + 16,7% :
 - ✓ Lafarge a ainsi vu son chiffre d'affaires progresser de 319 Mdh (2 223 millions de dirhams en 2007 vs 1 904 millions de dirhams en 2006). Cette hausse s'explique notamment par une évolution favorable des ventes de ciment sur les gros marchés naturels du groupe (Nord, Casablanca). Cette progression s'est traduit par une amélioration de la part de marché de Lafarge Maroc qui s'établit à 42,0% en 2007 contre 41,5% en 2006 ;
 - **Longométal Afrique**: +29,2% :
 - ✓ le réaménagement de la plateforme de Casablanca permettant d'augmenter significativement la capacité de stockage au niveau de Longométal Afrique accompagné par le lancement de nouveaux produits à partir de septembre suite à la revue stratégique ;
 - **Autres métiers** : +19,4%

Cette progression s'explique par les performances des filiales en co-investissement avec le Groupe ONA sur le marché des mines, agroalimentaire, distribution, banque, immobilier et utilities.
- La croissance du **résultat des activités opérationnelles consolidé en 2007** résulte essentiellement de l'augmentation du résultat de **Lafarge Maroc** de +37,3% par rapport à 2006, qui s'explique par :
 - la signature d'un contrat entre Lafarge Ciments et Kawasaki pour la réalisation de la deuxième ligne de cuisson de la cimenterie de Tétouan ;
 - la poursuite du renforcement du maillage en BPE (béton prêt à l'emploi) avec l'acquisition de nouvelles centrales à béton
- Le **Rnpg de SNI** enregistre une hausse de 27,3% entre 2006 et 2007. Cette croissance se répartit comme suit entre les différents métiers du groupe :
 - **ONA** : +86,0%
 - ✓ la hausse du Rnpg des **Holdings et Autres** de +716,2 Mdh (liée essentiellement à la plus-value réalisée sur la cession de Axa-ONA).
 - ✓ la progression du Rnpg de l'**Agroalimentaire** de +208 Mdh ;
 - ✓ la progression du Rnpg de la **Distribution** de +192 Mdh ;
 - ✓ l'amélioration du Rnpg des **Activités Financières** de +52 Mdh%;
 - ✓ la progression du Rnpg des **Mines** de 14 Mdh ;
 - **Lafarge Maroc** : + 40,1%:
 - ✓ la contribution de Lafarge Maroc au Rnpg de la SNI s'élève à 516 Mdh, en hausse de +147,6 Mdh par rapport à fin décembre 2006, grâce à l'amélioration du résultat des performances opérationnelles liée au maintien de la dynamique de l'activité ciment.
 - **Sonasid** : + 5,9% :
 - ✓ la contribution au Rnpg de SNI s'établit à 129 Mdh, en hausse de 7,2 Mdh par rapport à fin décembre 2006 grâce à l'amélioration des performances de Sonasid.
 - **Wana** affiche un Rnpg de -797,5 Mdh en baisse de -625,5 Mdh par rapport à l'exercice précédent liée au démarrage de l'activité (coût d'acquisition de la clientèle et poids des amortissements liés aux investissements) ;
 - **les autres participations cotées de SNI** ont une contribution au Rnpg de 90,2 Mdh en forte amélioration de 43,2 Mdh par rapport à fin 2006 reflétant l'amélioration des performances opérationnelles de Cosumar (+26,5 Mdh), de Lesieur Cristal (+11,3 Mdh) et de Centrale Laitière (+5,3 Mdh) ;
 - La contribution des **autres participations non cotées de SNI** s'élève à -13,6 Mdh en baisse de 53,5 Mdh par rapport à fin décembre 2006. Ce recul s'explique par la baisse de la contribution

de Leader Food (-58,3 Mdh) et de OHIO (-6,8 Mdh), limitée par l'amélioration des performances opérationnelles de Longométal Afrique (+4,1 Mdh) et de Renault (+7,5 Mdh) ;

- La contribution au Rnpg de **SNI S.A.** augmente de 380,4 Mdh par rapport à fin décembre 2006 pour s'établir à 280,5 Mdh. Cette évolution s'explique essentiellement par :
 - la hausse des rémunérations de gestion (+43,2%) ;
 - la progression des plus values de cession sur les titres non consolidés, liée principalement à la cession de 0,9% d'Attijariwafa bank ;
 - la non récurrence de la plus value de cession réalisée sur Sonasid en 2006 pour 87,6 Mdh.

III.8. SNI S.A (comptes sociaux)

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var.06/05	Var.07/06
Vente de biens et services	37	81	102	NA	26,4%
Chiffres d'affaires	37	81	102	NA	26,4%
Autres produits d'exploitation	1	1	1	-	-
Reprises d'exploitation transferts de charges	-	-	-	-	-
Produits d'exploitation	38	82	103	>100%	25,8%
Achats consommés de matières	0	0	0	-	-
Autres charges externes	35	41	31	17,1%	-24,6%
Impôts et taxes	2	1	1	-50,0%	-21,3%
Charges de personnel	7	8	12	14,3%	44,1%
Autres charges d'exploitation	1	1	1	-	-
Dotations d'exploitation	2	2	2	-	-
Charges d'exploitation	47	54	47	14,9%	-13,1%
Résultat d'exploitation	-9	29	56	NA	94,0%
Produits des titres de participation	713	425	480	-40,4%	12,9%
Gains de change	-	-	-	-	-
Intérêts et autres produits financiers	28	24	30	-14,3%	24,2%
Reprises financières	135	84	4	-37,8%	-95,6%
Produits financiers	875	533	513	-39,1%	-3,7%
Charges d'intérêts	103	109	141	5,8%	29,8%
Pertes de change	-	-	-	-	-
Autres charges financières	-	-	4	-	-
Dotations financières	184	0	6	NA	NA
Charges financières	288	109	151	-62,2%	38,6%
Résultat financier	588	424	362	-27,9%	-14,6%
Résultat courant	578	453	418	-21,6%	-7,6%
Produits de cession d'immobilisations	1051	1 137	1 083	8,2%	-4,7%
Autres produits non courants	1	-	-	-	-
Reprises non courantes	40	-	50	-	-
Produits non courants	1092	1 137	1 133	4,1%	-0,4%
V.N.A des immobilisations cédées	132	319	603	>100%	89,1%
Autres charges non courantes	1,3	0	44	NA	NA
Dotations non courantes	-	70	122	NA	74,5%
Charges non courantes	134	389	770	>100%	97,9%
Résultat non courant	959	748	363	-22,0%	-51,4%
Résultat avant impôt	1537	1 201	782	-21,9%	-34,9%
Impôt sur les sociétés	3	128	41	NA	-67,9%
Résultat net	1534	1 072	741	-30,1%	-30,9%

Source : SNI S.A.

Revue analytique 2005-2006

- **Le chiffre d'affaires** correspond aux rémunérations des prestations fournies par SNI S.A. à ses filiales. Son montant s'établit à 81,4 Mdh au 31 décembre 2006 contre 37,0 Mdh lors de la clôture du précédent exercice, soit une hausse de 44,5 Mdh. Cette hausse est consécutive à l'appréciation des rémunérations de gestion perçues de NSI et Lafarge Maroc.
- **Le résultat d'exploitation** s'établit à 28,6 Mdh au 31 décembre 2006 contre un solde négatif de 9,3 Mdh au 31 décembre 2005. Cette hausse s'explique par l'augmentation significative des produits d'exploitations consécutive à l'appréciation de la rémunération des prestations reçues de Sonasid. La hausse du poste autres charges externes de 6,9 Mdh est contenue et concerne le poste honoraires (+9,5 Mdh).

- **Le résultat financier** baisse de 27,9% durant l'exercice 2006 pour s'établir à 424 Mdh. Cette évolution s'explique par :
 - la baisse des **produits des titres de participation** ayant totalisé 425,3 Mdh en 2006 contre 713,1 Mdh en 2005. Ce repli s'explique essentiellement par la non distribution des dividendes exceptionnels servis en 2005 (essentiellement par Lafarge Maroc).
 - la hausse des **charges d'intérêt** ayant totalisé 108,9 Mdh en 2006 contre 103,3 Mdh en 2005. Cette hausse reflète le coût des investissements opérés au titre de l'exercice 2005 et poursuivis en 2006.
 - la baisse des **dotations financières** ayant totalisé moins de 0,1 Mdh en 2006 contre 184,5 Mdh en 2005. Cette dotation concerne la participation de SNI S.A. dans la Financière de Prises de Participations (nouvelle raison sociale de la Financière d'Emballage). Les dotations de 2005 comprenaient des provisions complémentaires sur titres Longometal Afrique pour 115,4 Mdh, Leader Food pour 40,1 Mdh et La Financière d'Emballage pour 29,0 Mdh.
- **Le résultat non courant** en 2006 s'établit à 747,7 Mdh et se caractérise principalement par des plus values nettes sur cessions des titres Sonasid (798,9 Mdh), Berliet Maroc (24,8 Mdh), et des moins values sur cessions des titres Managem (-6,3 Mdh).
- **Le résultat net** s'établit à 1 072,2 Mdh en 2006 et enregistre une baisse de 462,0 Mdh par rapport à l'exercice 2005.

Revue analytique 2006-2007

- **Le chiffre d'affaires** correspond à la rémunération des prestations fournies par SNI S.A. à ses filiales. Il passe de 71,5 Mdh en 2006 à 102,4 Mdh en 2007 en relation avec la progression du CA de Lafarge Maroc et de Sonasid.
- **Le résultat d'exploitation** augmente de 27,6 Mdh en 2007 par rapport à l'exercice 2006. Cette évolution s'explique par :
 - la baisse de 6,8 Mdh des **honoraires et prestations** ayant totalisé 18,3 Mdh en 2007 contre 25,1 Mdh en 2006 ;
 - la baisse de 4,5 Mdh des **autres charges externes** ayant totalisé 10,4 Mdh en 2007 contre 14,9 Mdh en 2006.
- La détérioration à hauteur de 62,2 Mdh **du résultat financier** qui s'établit à 362,1 Mdh en 2007 contre 424,4 Mdh en 2006, en raison des facteurs suivants :
 - **Les produits de participation** affichent un montant de 479,7 Mdh en 2007 contre 425,3 Mdh en 2006, soit une augmentation de 54,4 Mdh. Cette évolution résulte exclusivement de la distribution de dividendes ordinaires ;
 - **Les charges d'intérêt** qui s'établissent à 141,4 Mdh en 2007 contre 108,9 Mdh en 2006, soit une hausse de 32,4 Mdh. Cette hausse résulte principalement de l'augmentation de l'endettement net. Cette augmentation s'explique essentiellement par l'augmentation des dettes de financement (recours un emprunt obligataire pour 1 200 Mdh et remboursement des billets de trésorerie pour 400 Mdh), la hausse des comptes courants créditeurs nets de 372 Mdh principalement vis-à-vis de NSI, et la hausse des comptes courants débiteurs nets de 718 Mdh principalement vis-à-vis de ONA.
 - **Les dotations financières** totalisent 5,9 Mdh contre 0,1 Mdh au 31 décembre 2006. Ces dotations concernent la participation de SNI dans Leader Food et la Financière de Prise de Participations pour un montant de 5,8 MDH et 0,1 MDH, respectivement.
 - L'année 2006 intégrait principalement **les reprises de provisions** sur les titres Longométal Afrique (68,0 Mdh), Managem (10,4 Mdh) et Leader Food (6,1 Mdh).

Le résultat non courant qui s'établit à 363,4 Mdh en 2007 contre 747,7 Mdh en 2006. Cette baisse s'explique par :

- **des plus-values nettes sur cessions de titres** de 337,3 Mdh intégrant en 2007 les plus values réalisées sur la revalorisation du titre Lesieur Cristal (109,2 Mdh) et la cession de titres Attijariwafa bank (370,9 Mdh) ;
- augmentation **des autres éléments non courants** de 47,0 Mdh. En 2007, ils intègrent principalement une provision pour restructuration de Leader Food pour 90,0 Mdh et une provision pour investissement pour 31,0 Mdh. L'exercice 2006 comprenait essentiellement la garantie de passif liée à la cession des Brasseries du Maroc (65,8 Mdh).
- **Le résultat net** s'établit à 740,7 Mdh en 2007 contre 1 072,3 Mdh en 2006, et est en baisse de 331,4 Mdh en raison essentiellement de la baisse des produits financiers et du résultat non courant.

Tableau de distribution des dividendes

Valeurs	2005		2006		2007	
	Dividendes ordinaires en Kdh	Dividendes extraordinaires en Kdh	Dividendes ordinaires en Kdh	Dividendes extraordinaires en Kdh	Dividendes ordinaires en Kdh	Dividendes extraordinaires en Kdh
Lesieur	34 276,7	57 127,9	17 138,4	-	11 400,0	-
NSI	-	-	52 430,4	-	60 600,0	-
Sonasid	52 144,9	12 033,4	-	-	-	-
Cosumar	16 762,7	25 144,1	16 762,7	-	16 800,0	-
Longométal Afrique	-	-	-	-	-	-
Berliet Maroc	376,6	-	-	-	-	-
Centrale Laitière	2 546,6	6 508,1	17 771,5	-	11 200,0	-
ONA	141 246,2	-	146 437,4	-	175 700,0	-
Lafarge Maroc	333 686,6	-	144 546,3	-	171 500,0	-
Renault Maroc	1 600,0	-	2 000,0	-	-	-
Financière d'Emballages	9 504,0	-	-	-	-	-
Ohio	-	-	4 022,6	-	2 200,0	-
Leader Food	-	-	-	-	-	-
Attijariwafa bank	20 196,2	-	24 238,3	-	30 300,0	-
Total	612 340,50	100 813,50	425 344,50	-	479 700,0	-

Source : SNI S.A.

IV. ANALYSE BILANTIELLE

IV.1. Groupe SNI (comptes consolidés - normes CRC 99 022)

En millions de dirhams	2005	2005 proforma	2006	Var.06/05 proforma
ACTIF				
Actif immobilisé	8 414	8 583	8 818	2,70%
Immobilisations incorporelles	18	18	16	-11,10%
Ecart d'acquisitions	1 273	1 304	1 230	-5,70%
Immobilisations corporelles	1 556	1 556	1 670	7,30%
Immobilisations financières	927	932	911	-2,30%
Titres mis en équivalence	4 641	4 773	4 992	4,60%
Ecart de conversion	-	-	-	-
Actif circulant	2 514	3 158	2 293	-27,40%
Stocks	191	191	229	19,90%
Créances de l'actif circulant	440	1 069	610	-42,90%
Créances diverses	1 072	802	536	-33,20%
Titres et valeurs de placement	757	757	862	13,90%
Trésorerie Actif	54	338	57	-83,10%
Total ACTIF	10 927	11 741	11 111	-5,40%
Financement permanent				
Capitaux propres	7 252	7 167	7 672	7,00%
<i>Dont part du Groupe</i>	6 632	6 548	6 983	6,60%
Capitaux propres assimilés	-	-	-	-
Dettes de financement	1 263	1 263	1 658	31,30%
Provisions durables pour risques et charges	111	111	151	36,00%
Dettes du passif circulant	1 794	2 693	1 513	-43,80%
Ecart de conversion	-	-	-	-
Trésorerie passif	508	508	118	-76,80%
Total PASSIF	10 927	11 741	11 111	-5,40%

Mdh- Source : SNI S.A.

Revue analytique 2005-2006

Actif immobilisé

- En 2006, l'évolution de l'actif immobilisé consolidé en hausse de 2,7% par rapport à l'exercice 2005 à périmètre comparable, s'explique par l'effet combiné de :
 - la hausse des immobilisations corporelles relative aux investissements physiques pour 308 Mdh, essentiellement due aux investissements opérés par Lafarge Maroc (extension à 3 MT de la capacité de production à Bouskoura et modernisation et extension à 1 MT de la capacité de l'usine de Tanger Ville) ;
 - la hausse des titres mis en équivalence avec l'entrée dans le périmètre du Groupe SNI des sociétés NSI et Wana dont la valeur des titres s'élève respectivement à 53 Mdh et 118 Mdh, et l'appréciation de la valeur des titres ONA de 255 Mdh suite à l'amélioration des performances opérationnelles du groupe.

Actif circulant

- L'actif circulant a baissé de 27,4% en 2006 et s'élève à 2,3 milliards de dirhams contre 3,2 milliards en 2005, en raison principalement de la baisse des créances d'exploitation de près de 460 Mdh entre 2005 et 2006 et des créances diverses qui passent de 802 Mdh en 2005 à 536 Mdh en 2006.

Financement permanent

- Les capitaux propres consolidés du groupe SNI s'élèvent à 7 672 Mdh en 2006 contre 7 167 Mdh en 2005, soit une hausse de 7,0%, consécutive à la hausse des réserves consolidées du groupe de 442 Mdh soit 9,8%.
- L'augmentation des dettes de financement de près de 395 Mdh en 2006, s'explique essentiellement par l'émission de billets de trésorerie pour un montant de 400 Mdh.

IV.2. Groupe SNI (comptes consolidés - normes IFRS-IAS)

En millions de dirhams	2 006	2 007	Var 07/06
ACTIF			
Goodwill	28,8	28,8	0,0%
Immobilisations incorporelles, net	13,2	12,9	-2,3%
Immobilisations corporelles, net	2 493,5	2 702,1	8,4%
Participations dans les entreprises associées	6 840,8	7 888,3	15,3%
Autres actifs financiers	1 659,5	1 651,7	-0,5%
<i>Prêts et créances, net</i>	<i>44,5</i>	<i>43,2</i>	<i>-2,9%</i>
<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	<i>1 615,0</i>	<i>1 608,5</i>	<i>-0,4%</i>
Impôts différés actifs	23,1	8,4	-63,6%
Autres débiteurs non courants	0,0	11,8	NS
Actif non-courant	11 058,9	12 304,0	11,3%
Stocks et en-cours net	228,7	289,3	26,5%
Créances clients, net	441,6	409,9	-7,2%
Autres débiteurs courants, net	666,8	1 408,6	>100%
Trésorerie et équivalent de trésorerie	914,6	752,3	-17,7%
Actif courant	2 251,7	2 860,1	27,0%
Total actif	13 310,6	15 164,1	13,9%
PASSIF			
Capital	1 090,0	1 090,0	0,0%
Primes d'émission et de fusion	375,0	375,0	0,0%
Réserves	6 355,2	6 789,1	6,8%
Résultat net part du Groupe	619,5	788,9	27,3%
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère	8 439,7	9 043,0	7,1%
Intérêts minoritaires	819,6	853,6	4,1%
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	9 259,6	9 896,6	6,9%
Provisions	39,0	36,7	-5,9%
Avantages du personnel	80,5	89,1	10,7%
Dettes financières non courantes	1 651,9	2 446,4	48,1%
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	<i>451,9</i>	<i>46,4</i>	<i>-89,7%</i>
<i>Dettes représentées par un titre</i>	<i>1 200,0</i>	<i>2 400,0</i>	<i>100,0%</i>
Impôts différés passifs	612,1	654,1	6,9%
Autres créditeurs non courants	0,6	0,5	-16,7%
Passif non courant	2 384,1	3 226,8	35,3%
Provisions	107,8	41,2	-61,8%
Dettes financières courantes	123,3	151,7	23,0%
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	<i>123,3</i>	<i>151,7</i>	<i>23,0%</i>
Dettes fournisseurs courantes	377,4	386,9	2,5%
Autres créditeurs courants	1 058,4	1 460,9	38,0%
Passif courant	1 666,9	2 040,7	22,4%
Total passif	4 051,0	5 267,5	30,0%
Total capitaux propres et passif	13 310,6	15 164,1	13,9%

Mdh- Source : SNI S.A.

Revue analytique 2006-2007

Actif non courant

- En 2007, l'évolution de l'actif non courant consolidé en hausse de 11,3% par rapport à l'exercice 2006 à périmètre comparable, s'explique par l'effet combiné de :
 - la hausse des immobilisations corporelles qui s'explique principalement par les investissements physiques engagés pour 384 Mdh, dont 303 Mdh au niveau de Lafarge Ciments concernant essentiellement le dédoublement de la ligne de production de l'usine de Tétouan et 62 Mdh au niveau de Lafarge Cementos relatifs à l'installation d'une station de broyage au niveau de l'usine de Tanger ;
 - la hausse des titres mis en équivalence suite à un investissement dans Wana pour 1 274 Mdh dans le cadre de l'augmentation de capital de 2 600 Mdh et l'acquisition de titres ONA pour 74,7 Mdh.

Actif courant

- L'actif courant augmente de 27% en 2007 et s'élève à 2,9 milliards de dirhams contre 2,3 milliards en 2006, en raison principalement de la forte hausse du poste Autres débiteurs courants de près de 741 Mdh entre 2006 et 2007 du fait de l'augmentation significative des comptes d'associés débiteurs qui s'élèvent à 1 215,4 Mdh en progression de 717,6 Mdh qui sont comptabilisés au niveau de SNI S.A.

Passif non courant

- Les capitaux propres consolidés du groupe SNI s'élèvent à 9 897 Mdh en 2007 contre 9 260 Mdh en 2006, soit une hausse de 6,9%, consécutive à l'amélioration du Rnpg de 169,4 Mdh soit 27,3% suite aux bonnes performances du groupe.
- L'augmentation des dettes de financement de près de 795 Mdh en 2007, s'explique par l'action combinée d'une émission par SNI S.A d'un nouvel emprunt obligataire d'un montant de 1 200 Mdh et un remboursement auprès des établissements de crédits de billets de trésorerie pour 400 Mdh.

Passif courant

- Le passif courant augmente de 22,4% en 2007 et s'élève à 2 milliards de dirhams contre 1,7 milliard en 2006, en raison principalement de :
 - l'augmentation des dettes financières d'exploitation auprès des établissements de crédit de 23% s'établissant à 151,7 Mdh en 2007 ;
 - la hausse du poste Autres créditeurs courants de près de 402 Mdh entre 2006 et 2007 du fait de l'augmentation des comptes d'associés créditeurs au niveau de SNI.

IV.3. SNI S.A (comptes sociaux)

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var.06/05	Var.07/06
ACTIF					
Actif immobilisé	8 112,3	9 048,6	9 904,9	11,5%	9,5%
Immobilisations en non valeurs	2,9	1,9	3,5	-34,5%	86,3%
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	30,7	29,9	29,5	-2,3%	-1,4%
Immobilisations financières	8 078,7	9 016,8	9 871,9	11,6%	9,5%
Ecart de conversion	-	-	-	-	-
Actif circulant	1 083,3	548,8	1 292,1	-49,3%	>100%
Stocks	-	-	-	-	-
Créances de l'actif circulant	1 082,5	548,0	1 291,2	-49,4%	>100%
<i>Dont CCA</i>	<i>630,2</i>	<i>497,8</i>	<i>1 215,4</i>	<i>-21,0%</i>	<i>>100%</i>
Titres et valeurs de placement	0,8	0,8	0,9	-	9,3%
Trésorerie Actif	5,7	0,6	0,6	-89,5%	4,8%
Total ACTIF	9 201,3	9 598,0	11 197,7	4,3%	16,7%
PASSIF					
Financement permanent	7 531,0	8 698,0	10 032,7	15,5%	15,3%
Capitaux propres	6 331,0	7 098,0	7 511,7	12,1%	5,8%
Capitaux propres assimilés	-	-	31,0	-	-
Dettes de financement	1 200,0	1 600,0	2 400,0	33,3%	50,0%
Provisions durables pour risques et charges	-	-	90,0	-	-
Dettes du passif circulant	1 248,6	813,3	1 127,0	-34,9%	38,6%
<i>Dont CCA</i>	<i>745,9</i>	<i>656,6</i>	<i>1 028,3</i>	<i>-12,0%</i>	<i>56,6%</i>
Autres provisions pour risques et charges	12,9	82,4	33,9	>100%	-58,8%
Ecart de conversion	-	-	-	-	-
Trésorerie passif	408,8	4,3	4,0	ns	-7,7%
Total PASSIF	9 201,3	9 598,0	11 197,7	4,3%	16,7%

Mdh- Source : SNI S.A.

Revue analytique 2005-2006

Actif immobilisé

Les titres de participations et les autres titres immobilisés ont essentiellement évolué comme suit durant l'exercice 2006 :

Solde au 31 décembre 2005	7 825,5
Acquisitions	+1 173
Nouvelles Sidérurgies Industrielles	+903,6
Wana	+220,5
ONA	+48,9
Cessions	-289,4
Sonasid	-284,1
Berliet Maroc	-5,3
Solde au 31 décembre 2006	8 709,1

Mdh - NB : non exhaustivité du détail des mouvements entre le solde d'ouverture et de clôture.

Actif circulant

En millions de dirhams	2005	2006	Var.06/05
Actif circulant	1 083,3	548,8	-49,3%
Stocks	-	-	NA
Créances de l'actif circulant	1 082,5	548,0	-49,4%
<i>Fournisseurs débiteurs avances et acomptes</i>	-	-	-
<i>Clients et comptes rattachés</i>	15,3	25,6	67,3%
<i>Personnel</i>	-	-	-
<i>Etat débiteur</i>	9,5	12,6	32,6%
<i>CCA</i>	630,2	497,8	-21,0%
<i>Autres débiteurs</i>	427,6	11,8	NS
<i>Comptes de régularisation Actif</i>	-	0,2	NS
Titres et valeurs de placement	0,8	0,8	0,0%

- En 2006, l'actif circulant enregistre un recul de l'ordre de 49,3%, s'établissant à 549 Mdh en 2006 contre 1 083 Mdh en 2005. Cette baisse est due principalement à une diminution de l'ordre de 49,3% des créances de l'actif circulant pour 535 Mdh et des comptes courants d'associés sur la même période de 21,0% soit 132,4 Mdh.

Financement permanent

- Les **réserves** ont évolué de 3 706,8 Mdh en 2005 à 4 935,8 Mdh en 2006, suite à l'affectation du résultat de l'exercice 2005 pour 1 534,2 Mdh décidée par l'AGO du 24 mai 2006, ayant donné lieu à une distribution de dividendes de 305,2 Mdh et à l'inscription au report à nouveau pour un montant de 1 267,7 Mdh.
- Les **dettes de financement** totalisent 1 600,0 Mdh à fin 2006 et concernent d'une part l'emprunt obligataire lancé au cours de l'exercice 2004 pour 1 200,00 Mdh, et d'autre part les billets de trésorerie émis pour un montant de 400,0 Mdh en octobre 2006.

Passif circulant

Les dettes du passif circulant enregistrent une baisse de 34,9%, affichant un montant de 813,3 Mdh en 2006 contre 1 248,6 Mdh en 2005, suite à la diminution de l'ordre de 12% des comptes courants d'associés sur la même période, soit 89,3 Mdh.

Les **provisions pour risques et charges** passent de 12,9 Mdh à 82,40 Mdh, et sont ventilés somme suit :

- provision pour garantie de passif de Société des Brasseries du Maroc pour 65,8 Mdh ;
- provision CNSS pour 0,2 Mdh ;
- provision pour droits d'enregistrement du terrain Longometal pour 3,5 Mdh ;

Revue analytique 2006-2007

Actif immobilisé

Les titres de participations et les autres titres immobilisés ont essentiellement évolué comme suit durant l'exercice 2007 :

Solde au 31 décembre 2006		8 709,1
Augmentation / Réduction de capital		+874,0
Wana	+1 274,0	
Lafarge Maroc	-400,0	
Acquisitions		+75,0
ONA	+75,0	
Réévaluation de titres		+109,0
Lesieur Cristal	+109,0	
Cessions		+197,0
Attijariwafa bank	+147,0	
NSI	+50,0	
Solde au 31 décembre 2007		9 964,1

Mdh - NB : non exhaustivité du détail des mouvements entre le solde d'ouverture et de clôture.

Actif circulant

En millions de dirhams	2006	2007	Var.07/06
Actif circulant	548,8	1 292,1	>100%
Stocks	-	-	-
Créances de l'actif circulant	548,0	1 291,2	>100%
<i>Fournisseurs débiteurs avances et acomptes</i>	-	-	-
<i>Clients et comptes rattachés</i>	25,6	23,6	-7,8%
<i>Personnel</i>	-	-	-
<i>Etat débiteur</i>	12,6	42,2	>100%
<i>CCA</i>	497,8	1 215,4	>100%
<i>Autres débiteurs</i>	11,8	9,9	-16,0%
<i>Comptes de régularisation Actif</i>	0,2	0,0	-75,6%
Titres et valeurs de placement	0,8	0,9	9,3%

- En 2007, l'actif circulant enregistre une hausse de 743,2 Mdh, s'établissant à 1 292,1 Mdh en 2007 contre 548,8 Mdh en 2006. Cette hausse est due principalement à une augmentation des **comptes courants d'associés** sur la même période de 717,6 Mdh.

Financement permanent

- Les **réserves** sont passées de 4 935,8 Mdh au 31/12/2006 à 5 681,0 Mdh au 31/12/2007 suite à l'affectation du résultat de l'exercice 2006 pour 1 072,2 Mdh décidée par l'AGO du 24 Mai 2007, ayant donné lieu à distribution de dividendes pour 327,0 Mdh et à l'inscription au report à nouveau pour un montant de 2 012,9 Mdh
- Les **dettes de financement** totalisent 2 400,0 Mdh au 31 décembre 2007 et concernent d'une part l'emprunt obligataire d'un montant de 1 200,0 Mdh de l'exercice 2004 au taux de 4,65% l'an qui sera remboursé le 10/12/2009, et d'autre part le deuxième emprunt lancé en juillet 2007 pour 1 200,0 Mdh au taux de 4,70% l'an qui sera remboursé le 20/07/2017.
- Les **provisions pour risques et charges** de 90,0 Mdh, concernent le risque lié à la participation de SNI S.A. dans Leader Food reprise en 2008.

Passif circulant

Les dettes du passif circulant enregistrent une hausse de 38,6%, affichant un montant de 1 127,1 Mdh en 2007 contre 813,3 Mdh en 2006 à, suite à l'augmentation de l'ordre de 56,6% des comptes courants d'associés sur la même période, soit 371,7 Mdh.

V. ANALYSE DU TABLEAU DE FINANCEMENT

V.1. Groupe SNI (comptes consolidés - normes CRC 99 022)

En millions de dirhams	2005	2006
EMPLOIS		
Dividendes versés	349	384
Acquisitions et augmentation d'immobilisations	893	637
Remboursement des dettes	6	5
Impact des écarts de change sur la variation du fonds de roulement	-	-
TOTAL I	1 248	1 026
RESSOURCES		
Capacité d'autofinancement	906	758
Cessions ou réductions d'immobilisations	31	309
Remboursements des créances immobilisées	-	-
Augmentation des capitaux propres	-	-
Augmentation des dettes financières	1	400
TOTAL II	938	1 467
Variation du fonds de roulement (emploi net)	-309	441
Variation du besoin en fonds de roulement (ressource nette) (1)	-226	56
Reclassement de trésorerie et variation de périmètre (ressource nette)	-	-
Variation de trésorerie (2)	-535	497

Mdh- Source : SNI S.A.

(1) Après neutralisation des comptes courants de trésorerie retraités du BFR de 963 Mdh au 31/12/2004

(2) Il s'agit principalement des reclassements liés aux changements de méthodes de consolidation et aux variations de périmètre.

Revue analytique 2005

Emplois

- Les emplois s'établissent à 1 248 Mdh en 2005 et comprennent principalement :
 - les dividendes versés pour 349 Mdh ;
 - les investissements pour 893 Mdh dont :
 - ✓ des investissements physiques de 448 Mdh essentiellement pour Lafarge ciment, relativement au projet d'extension de la capacité de production à Bouskoura ;
 - ✓ des investissements financiers de 443 Mdh liés essentiellement à l'acquisition par SNI S.A. de titres Centrale Laitière et ONA et de la participation au tour de table de AM Invest Morocco.

Ressources

- Les ressources s'établissent à 938 Mdh et sont majoritairement relatives à l'amélioration de la capacité d'autofinancement qui s'établit à 906 Mdh en 2005 grâce à :
 - l'amélioration de la capacité d'autofinancement des sociétés intégrées qui passe à 566 Mdh en 2005 ;
 - la hausse des dividendes reçus des sociétés mises en équivalence qui s'établissent à 340 Mdh en 2005.

Revue analytique 2006

Emplois

- Les emplois totalisent 1 026 Mdh en 2006 et incluent notamment :
 - les dividendes versés en 2006 pour 384 Mdh en hausse par rapport à 2005 ;
 - les investissements pour 637 Mdh dont :
 - ✓ des investissements physiques, réalisés essentiellement au niveau du groupe Lafarge Maroc ;
 - ✓ des investissements financiers, liés essentiellement au renforcement des participations dans le groupe ONA et à l'acquisition de 49% de Wana.

Ressources

- Les ressources s'établissent à 1 467 Mdh en 2006 et sont constituées principalement par :
 - les fonds levés à travers l'opération d'émission de billets de trésorerie pour un montant de 400 Mdh ;
 - la capacité d'autofinancement de 758 Mdh.

V.2. Groupe SNI (comptes consolidés - normes IFRS-IAS)

En millions de dirhams	2006	2007	Var 07-06
Résultat net de l'ensemble consolidé	775,8	1 008,9	30,0%
Ajustements pour			
Dotations aux amortissements et provisions, pertes de valeur	185,9	121,1	-34,9%
Résultats des sociétés mises en équivalence	-330,3	-28,0	-91,5%
Résultats de cession et des pertes et profits de dilution	-54,7	-199,2	>100%
Profits/pertes de réévaluation (juste valeur)	-20,3	0,0	NS
Produits des dividendes	-17,6	-30,3	72,2%
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	538,8	872,5	61,9%
Élimination de la charge (produit) d'impôts	331,2	329,7	-0,5%
Élimination du coût de l'endettement financier net	112,6	146,0	29,7%
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	982,6	1 348,2	37,2%
Incidence de la variation du BFR	-61,5	-371,4	NA
Impôts payés	-281,7	-268,1	-4,8%
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles	639,4	708,7	10,8%
Incidence des variations de périmètre	-40,2	-74,7	85,8%
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-309,4	-414,3	33,9%
Acquisition d'actifs financiers	0,0	-0,8	-
Augmentation de capital dans les entreprises associées	0,0	-1 274,0	-
Variation des autres actifs financiers	0,3	1,4	>100%
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	17,0	0,9	-94,7%
Cessions d'actifs financiers	28,9	370,9	NS
Dividendes reçus	261,3	306,0	17,1%
Intérêts financiers versés	-112,6	-146,0	29,7%
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	154,7	-1 230,6	NS
Dividendes payés aux actionnaires de la société mère	-305,2	-327,0	7,1%
Dividendes payés aux minoritaires	-77,0	-186,4	>100%
Émission de nouveaux emprunts	400,0	1 205,5	>100%
Remboursement d'emprunts	-5,2	-410,9	NS
Autres flux liés aux opérations de financement	-108,6	50,0	NA
Flux net de trésorerie provenant des activités de financement	-96,0	331,2	NA
Incidence de la variation des taux de change	0,0	0,0	-
Incidence de changement des méthodes et principes comptables	108,6	0,0	-
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	497,3	-190,7	-138,3%
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à l'ouverture	299,8	797,1	>100%
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à la clôture	797,1	606,4	-23,9%
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE	497,3	-190,7	NA

Mdh- Source : SNI S.A.

Revue analytique 2007

Activités opérationnelles

- Le flux net de trésorerie lié aux activités opérationnelles s'établit à près de 709 Mdh en 2007 contre 639 Mdh en 2006, soit une hausse de 11% et comprend principalement :
 - la capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt pour 1 348 Mdh ;
 - l'incidence du BFR pour 371 Mdh et des impôts payés pour 268 Mdh.

Activités d'investissement

- Le flux de trésorerie liés aux activités d'investissement présente un solde négatif de 1 231 Mdh en 2007 contre 155 Mdh en 2006. Cette évolution s'explique principalement par :
 - l'augmentation de capital opérée au profit de Wana pour 1 274 Mdh (montant souscrit par la SNI) ;
 - les dividendes reçus en 2007 pour 306 Mdh contre 261 Mdh en 2006 ;
 - la cession d'actif financier pour 371 Mdh en 2007 contre 29 Mdh en 2006.

Activités de financement

- Le flux de trésorerie liés aux activités de financement s'établit à 331 Mdh en 2007 contre -96 Mdh en 2006. Cette évolution s'explique principalement par :
 - l'émission d'un emprunt obligataire pour 1 200 Mdh ;
 - le remboursement du programme de billet de trésorerie pour 400 Mdh ;
 - le versement des dividendes pour 513 Mdh dont 186 Mdh pour les minoritaires.

V.3. SNI S.A. (comptes sociaux)

En millions de dirhams	2005	2006	2007
EMPLOIS			
Acquisitions et augmentations d'immobilisations	1 671,3	1 173,2	1 467,9
. <i>Incorporelles</i>	-	-	3,2
. <i>Corporelles</i>	25,0	0,0	0,3
. <i>Financières</i>	1 646,3	1 173,1	1 464,4
. <i>Augmentation des créances immobilisées</i>	-	0,1	-
. <i>Reclassement de titres</i>	-	-	-
Remboursement des capitaux propres	-	-	-
Remboursement des dettes de financement	-	-	400,0
Emplois en non-valeur	-	-	-
TOTAL I	1 671,3	1 173,2	1 867,9
RESSOURCES			
Autofinancement	470,7	-132,9	62,8
<i>Capacité d'autofinancement</i>	754,1	172,3	389,8
<i>Distribution</i>	283,4	305,2	327,0
Cessions ou réductions d'immobilisations	1 485,9	1 136,8	1 083,5
. <i>Cessions des immobilisations corporelles</i>	-	-	-
. <i>Réduction de capital</i>	434,8	-	450,0
. <i>Récupération sur créances immobilisées</i>	-	0,3	0,0
. <i>Cessions des immobilisations financières</i>	1 051,1	1 136,5	633,4
Augmentation des dettes de financement	-	400,0	1 200,0
TOTAL II	1 956,6	1 403,9	2 346,2
Variation du besoin en fond de roulement	694,4	-168,7	-478,0
Variation de la trésorerie	-409,1	399,4	0,3

Mdh. Source : SNI

Revue analytique 2005

Emplois

Les emplois s'établissent à 1 671,3 Mdh et comprennent principalement :

- des réévaluations de titres pour 919 Mdh concernant Renault Maroc, Lafarge Maroc, Cosumar et Lesieur Cristal ;
- des augmentations de capital pour 115,4 Mdh au titre de Longométal Afrique et 40,2 Mdh au titre de Leader Food ;

- des acquisitions de titres pour 199 Mdh concernant Centrale laitière et 162 Mdh concernant ONA.
- de nouvelles acquisitions de participations relatives à AM Invest Morocco pour 60 Mdh.

Ressources

- Les ressources s'établissent à 1 956,6 Mdh et sont majoritairement relatives à :
 - l'autofinancement pour 470,7 Mdh qui se décompose comme suit :
 - ✓ capacité d'autofinancement pour 754,1 Mdh ;
 - ✓ distribution de dividendes pour 283,4 Mdh.
 - les cessions ou réductions d'immobilisations pour 1 485,9 Mdh qui incluent principalement :
 - ✓ la réduction de capital concernant la Financière d'emballages pour 434,8 Mdh ;
 - ✓ les cessions d'immobilisations financières pour 1 051,1 Mdh qui s'expliquent essentiellement par la réévaluation de titres pour 918 Mdh.

Revue analytique 2006

Emplois

- Les emplois totalisent 1 173,2 Mdh et incluent notamment :
 - l'acquisition de titres NSI pour 903,6 Mdh ;
 - l'acquisition de titres Wana pour 220,5 Mdh ;
 - l'acquisition de titres ONA pour un montant de 48,9 Mdh ;

Ressources

- Les ressources s'établissent à 1 403,9 Mdh et sont relatives principalement à :
 - l'émission de billets de trésorerie pour un montant de 400 Mdh ;
 - la cession de titres Sonasid pour 281,1 Mdh ;
 - la cession de titres Berliet Maroc pour 5,3 Mdh ;
 - la cession de titres Managem pour 29,7 Mdh.

Revue analytique 2007

Emplois

- Les emplois totalisent 1 867,9 Mdh et incluent notamment :
 - l'augmentation de capital de Wana pour 1 274,0 Mdh ;
 - l'acquisition des titres ONA pour 74,7 Mdh ;
 - l'opération de revalorisation sur les titres Lesieur Cristal pour 109,0 Mdh ;
 - le remboursement de dettes de financement (billets de trésorerie) pour un montant de 400,0 Mdh ;

Ressources

- Les ressources s'établissent à 2 346,2 Mdh et sont relatives principalement à :
 - la réduction de capital de Lafarge Maroc pour 400 Mdh ;
 - la cession de titres NSI pour 50 Mdh ;
 - la cession de titres Attijariwafa bank pour 147 Mdh ;
 - l'augmentation de dettes de financement suite au recours à un emprunt obligataire pour 1 200 Mdh.

PARTIE VI : PERSPECTIVES

AVERTISSEMENT :

Les prévisions ci-après sont fondées sur des hypothèses dont la réalisation présente par nature un caractère incertain.

Les résultats et les besoins de financement réels peuvent différer de manière significative des informations présentées.

Ces prévisions ne sont fournies qu'à titre indicatif, et ne peuvent être considérées comme un engagement ferme ou implicite de la part de SNI.

I. EVENEMENTS POST-CLOTURE

L'année 2008 ont été marqués par les principaux événements suivants :

- **Acquisition de la Somed :** acquisition de 32,88% du capital de la société Maroc-Emirats Arabes Unis de développement (Somed), pour un montant de 1,23 milliard Dhs. Avec un chiffre d'affaires consolidé de 1 914 Mdh en 2007, Somed est un groupe présent dans plusieurs secteurs, à savoir le tourisme, la métallurgie, l'immobilier et l'agroalimentaire. Le Groupe a réalisé un Rnpg de 369 Mdh en 2007. Les deux autres actionnaires de la Somed sont le Trésor public (33,25%) et le Fonds d'Abu Dhabi pour le développement économique et social (33,87%).
- **Obtention par le consortium formé par SNI, PSA et Marsa Maroc, de la concession du terminal à conteneurs n° 4 du port Tanger Med :** la concession, d'une durée de 30 ans, porte sur un terminal à conteneurs d'une capacité supérieure à 2,2 millions d'EVPs¹. Le développement de ce nouveau terminal, dont la mise en service est programmée en 2012, mobilisera un investissement initial de l'ordre de 2,7 milliards de dirhams.

Grâce à l'expertise mondialement reconnue de l'opérateur portuaire singapourien PSA, en charge de la gestion opérationnelle du terminal, et au savoir faire local de l'opérateur portuaire historique marocain Marsa Maroc, le partenariat SNI/PSA/Marsa Maroc est à même de garantir le succès du terminal et de fournir des prestations selon les normes et pratiques internationales, de nature à améliorer la connectivité du Maroc à l'économie mondiale.
- **Cession de Leader Food en juillet 2008 :** à la date du 3 juillet, SNI a cédé sa participation dans Leader Food.

¹ EVP : équivalent vingt pieds.

II. ORIENTATIONS A MOYEN TERME

L'année 2008 sera marquée par les orientations stratégiques suivantes :

GROUPE ONA

- **Activité Mines :**
 - réussite du développement à l'international des mines et pérennisation des ressources et réserves au Maroc en terme de qualité et de quantité.
- **Activité Agroalimentaire :**
 - poursuite de la défense des parts de marchés et de la fidélisation des consommateurs, à travers l'innovation, l'amélioration continue de la qualité et l'optimisation des circuits de distribution.
- **Activité Distribution :**
 - poursuite du développement des enseignes Marjane et Acima et renforcement des synergies entre ces derniers.
- **Activités financières :**
 - consolidation de la position de la banque au Maroc par l'ouverture d'agences et poursuite du développement de la banque à l'international (notamment au Maghreb et en Afrique Sub-Saharienne).
- **Relais de croissance :**
 - diversification du portefeuille des projets d'Onapar en misant sur l'immobilier d'habitation et en sécurisant le foncier pour les cinq prochaines années (2008-2013) ;
 - constitution du portefeuille de gisements et de contrats éoliens et réussir le lancement du projet Amensouss par Nareva ;
 - Accélération du développement de Wana notamment à travers le lancement de la mobilité totale.

GROUPE LAFARGE :

- Accroissement de la capacité de production de 3 millions de tonnes dont 1 million de tonnes à Tétouan en complément de l'extension déjà en cours, portant ainsi la capacité globale à plus de 8,6 tonnes pour Lafarge Maroc dont 3 millions de tonnes sur le site de Tétouan.

SONASID :

- Identifications des augmentations de capacité réalisables pour accompagner la croissance du marché ;
- Sécurisation de l'approvisionnement en ferraille locale ;
- Amélioration des indicateurs de performance opérationnelle de l'aciérie et des laminoirs ;
- Préparation de l'entreprise à l'intensification du contexte concurrentiel au niveau commercial et distribution.

III. ETATS PREVISIONNELS

III.1. Le compte de produits et charges prévisionnel simplifié

Le compte de résultats prévisionnel (2008P-2010P) de SNI S.A. se présente de la manière suivante :

En millions de dirhams	2007R	2008P	2009P	2010P	TCAM 2007-2010
Chiffres d'affaires	102	151	161	172	19%
Excédent Brut d'exploitation	59	106	115	125	28%
Dotations aux amortissements	(2)	(3)	(3)	(3)	14%
Autres charges externes	(1)	(1)	(1)	(1)	NS-
Résultat d'exploitation	56	103	112	122	30%
Dividendes reçus	480	1 152	983	936	25%
Charges financières nettes	(115)	(193)	(319)	(306)	39%
Autres	(2)	-	-	-	NS-
Résultat financier	362	959	664	630	20%
Plus-values de cession	480	(61)	0	0	NS
Autres éléments non courants	(117)	329	0	0	NS
Résultat non courant	363	267	0	0	NS
Résultat net	741	1 276	775	750	0,4%

Source : SNI S.A.

Eléments remarquables du compte de produits et charges prévisionnel

- Le chiffre d'affaires affiche une hausse annuelle moyenne de 19% sur la période 2007-2010. Ce chiffre d'affaires intégrera à partir de 2008 une rémunération de gestion de Longométal Afrique.
- Les dividendes reçus marquent une hausse annuelle moyenne de 25% sur la période 2007-2010 grâce à l'amélioration des dividendes versés par Lafarge Maroc, NSI et ONA principalement.
- Les charges financières accusent un TCAM de 39% sur la période 2007-2010 en raison de la hausse de l'endettement net qui passe de 2 215 Mdh à 5 442 Mdh.
- Par ailleurs, en 2008, le business plan prévoit la cession des 121 910 titres Cosumar et celle de Leader Food. Cette cession est effective depuis le mois de juillet.
- Le résultat net passe de 741 Mdh en 2007 à 750 Mdh en 2010, soit une hausse moyenne annuelle de 0,4%.

III.2. Analyse bilantielle prévisionnelle

En millions de dirhams	2007R	2008P	2009P	2010P	TCAM 2007-2010
Actif Immobilisé	9 905	12 950	13 951	14 699	14%
Besoin de fonds de Roulement	(23)	(23)	(23)	(23)	0%
Capitaux employés	9 882	12 927	13 928	14 676	14%
Capitaux Propres	7 543	8 459	8 853	9 200	7%
Provisions pour Risques & Charges	124	34	34	34	-35%
Endettement net	2 215	4 435	5 042	5 442	35%
Actif économique	9 882	12 927	13 928	14 676	14%

Source : SNI S.A

Eléments remarquables du bilan prévisionnel

- Les capitaux propres augmentent suite à l'augmentation du report à nouveau, à l'amélioration des résultats et à la stabilité des dividendes distribués.
- L'augmentation de l'endettement financier net correspond à un effort d'investissement sur la période. Il passe de 2 215 Mdh à 5 442 Mdh.
- Les provisions pour risques et charges baissent en 2008 suite à la reprise de la provision pour restructuration de Leader Food (90 Mdh) en raison de sa cession.

III.3. Le tableau de flux de trésorerie prévisionnel simplifié

En millions de dirhams	2007R	2008P	2009P	2010P	TCAM 2007-2010
Capacité d'autofinancement	390	1 011	778	753	24,5%
Variation du BFR hors comptes courants	132	-	-	-	-
Flux généré par l'exploitation	258	1 011	778	753	43%-
Investissement	(1 468)	(3 164)	(1 003)	(750)	-20%-
Cessions	1 084	293	-	-	NS-
Flux généré par les investissements	(384)	(2871)	(1 003)	(750)	-25%-
Augmentation de capital	-	-	-	-	-
Augmentation des dettes de financement	1 200	2 050	2 350	400	-30,7%
Remboursement de dettes de financement	(400)	-	(1 750)	-	NS-
Distribution de dividendes	(327)	(360)	(382)	(403)	7,2%
Flux générés par les financements	473	1 690	218	(3)	NS-
Variation de la trésorerie y compris comptes courants	346	(170)	(7)	0	NS-

Source : SNI S.A

Eléments remarquables du tableau de flux simplifié

L'évolution de la CAF sur la période 2007 – 2010 est corrélée à l'évolution du résultat net sur cette période.

Le programme d'investissement correspond aux projets de développement de SNI. Il s'explique pour l'année 2008 principalement par :

- Augmentation de capital de Wana pour 980Mdh ;
- Augmentation de capital/Acquisition de titres de AWB pour 518Mdh ;
- Acquisition CBAO pour 182Mdh ;
- Acquisition SOMED pour 1 240Mdh ;
- Acquisition de titres ONA pour 74 Mdh ;
- Cession de titres Cosumar pour une VNC de 211Mdh
- Une croissance annuelle moyenne des dividendes de 7% entre 2007 et 2010.

PARTIE VII : FACTEURS DE RISQUES

I. LE RISQUE DE MARCHE

La SNI peut être confrontée aux facteurs de risque suivants :

- évolution des marchés sur lesquels interviennent les participations de SNI, en particulier le secteur des BTP qui conditionne deux participations majeures de SNI : Lafarge Maroc et Sonasid ;
- effets liés aux parités MAD/USD pour les activités importatrices et exportatrices et à la cyclicité des cours de matières premières importées (acier, coque de pétrole, ...).

Néanmoins, SNI atténue son exposition à de tels risques grâce :

- la diversification de son portefeuille ;
- mise en œuvre de stratégies de couverture des risques liés aux devises et aux cours internationaux de matières. .

II. LE RISQUE DE CONCURRENCE

Sur le plan concurrentiel, la SNI peut être confrontée aux facteurs de risque suivants :

- risque d'intensification de la concurrence liée à l'arrivée de nouveaux entrants, notamment dans les secteurs du ciment, de la sidérurgie et de l'agro-alimentaire;
- problématique de démantèlement douanier affectant certaines activités de SNI : sidérurgie, agro-alimentaire ;

Ces risques peuvent toutefois être relativisés eu égard aux positions de leadership occupées par les participations de SNI sur leurs marchés respectifs et à la stratégie de partenariats avec des leaders mondiaux, rendant possible une meilleure résistance aux évolutions du paysage concurrentiel.

III. LE RISQUE DE PORTEFEUILLE

En tant que société d'investissement, SNI est confrontée au risque de dévalorisation de son portefeuille en cas de baisse significative du marché boursier.

Elle est également confrontée au risque inhérent au lancement de toute activité nouvelle (à l'instar des télécom) ou au retournement d'activités existantes.

Néanmoins, SNI atténue son exposition à de tels risques grâce à un portefeuille d'activité diversifié permettant un équilibre entre pôles d'activité pourvoyeurs de croissance et d'autres, davantage pourvoyeurs de cash-flows ;

PARTIE VIII : FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

A la date d'établissement du présent dossier d'informations, SNI S.A. ne connaît pas de faits exceptionnels, ni de litiges susceptibles d'affecter sa situation financière

PARTIE IX : DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES

I. COMPTES CONSOLIDES

I.1. Règles et méthodes comptables

I.1.1. Référentiel comptable

En application de l'avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 26/05/2005 et conformément aux dispositions de l'article 6, paragraphe 6.2 de la circulaire n°06/05 du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) du 13 octobre 2005, les états financiers consolidés du Groupe SNI sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales adoptées au sein de l'Union Européenne au 31 décembre 2007 et telles que publiées à cette même date.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations (Standards Interpretations Committee et International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les principes et méthodes comptables du Groupe sont décrits ci-après.

Le bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2006 a été retraité conformément aux dispositions de la norme IFRS 1 - Première adoption des IFRS, sur la base des normes et interprétations applicables au 31 décembre 2007 et telles que publiées à cette même date.

En tant que premier adoptant des IFRS, les règles spécifiques à une première adoption, telles que définies dans IFRS 1 ont été appliquées. Les options retenues, à la date de transition (1^{er} Janvier 2006), sont les suivantes:

- les regroupements d'entreprises antérieurs à la date de transition aux IFRS n'ont pas été retraités,
- le montant cumulé des différences de conversion à la date de transition aux IFRS a été remis à zéro,
- la majorité des immobilisations corporelles n'a pas fait l'objet de réévaluation à la juste valeur. Seuls quelques terrains ont fait l'objet d'une réévaluation au 1^{er} janvier 2006,
- aucune filiale, entreprise associée et coentreprise du Groupe n'a adopté les IFRS à une date différente de la société mère,
- application, conformément aux dispositions de IFRS 1, des interprétations IFRIC 1 (variation des passifs existants relatifs au démantèlement, à la remise en état et similaires).

Le Groupe a suivi les dernières publications de l'IASB et de l'IFRIC. Parmi ces dernières normes et interprétations publiées mais non encore adoptées par l'Union européenne (UE) :

- L'amendement d'IAS 23, Coûts d'emprunt applicable à compter du 1^{er} janvier 2009 ne devrait pas avoir d'impact sur les comptes consolidés du Groupe puisque le traitement comptable proposé par cette norme correspond au principe comptable actuellement retenu par le Groupe;
- La révision d'IAS 1 applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 devrait avoir une incidence sur la présentation des états financiers du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe estime que l'application de la norme IFRS 8 ne devrait pas modifier de façon significative son information sectorielle par rapport à celle présentée conformément à IAS 14, sous réserve, évidemment, de l'évolution de la structure du Groupe d'ici à l'application de la norme. La norme IFRS 8 sera appliquée au plus tard au 1^{er} janvier 2009 ;

I.1.2. Bases d'évaluation

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux principes édictés par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans la note 4.3.1 §B.

I.1.3. Utilisation d'estimations et hypothèses

L'établissement des états financiers consolidés, en conformité avec les normes comptables internationales en vigueur, a conduit le Groupe à faire des estimations et formuler des hypothèses ayant une incidence sur les états financiers et les notes les accompagnant.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui seront publiés dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur l'évolution des engagements envers les salariés, les goodwill, les immobilisations incorporelles et les provisions.

I.1.3.1. Dépréciation des stocks

Les stocks et en-cours de production industrielle sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Le calcul de dépréciation des stocks est fondé sur une analyse des changements prévisibles de la demande, des technologies ou du marché afin de déterminer les stocks obsolètes ou en excès.

Les dépréciations sont comptabilisées parmi les charges d'exploitation courantes ou en charges de restructuration, le cas échéant, suivant la nature des montants concernés.

I.1.3.2. Dépréciation des créances clients et des prêts

Une dépréciation des créances clients et des prêts est comptabilisée si la valeur actualisée des encaissements futurs est inférieure à la valeur nominale. Le montant de la dépréciation prend en compte la capacité du débiteur à honorer sa dette et l'ancienneté de la créance. Un taux de recouvrabilité plus faible que celui estimé ou la défaillance de nos principaux clients peut avoir un impact négatif sur nos résultats futurs.

I.1.3.3. Frais de développement capitalisés, goodwill, immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles

Les conditions de capitalisation des frais de développement sont énoncées ci-dessous. Une fois capitalisés, ces frais sont amortis sur la durée de vie estimée des produits concernés.

Le Groupe doit en conséquence évaluer la faisabilité commerciale et technique de ces projets et estimer les durées de vie des produits en résultant. S'il s'avérait qu'un produit n'était pas en mesure de satisfaire les attentes initiales, le Groupe pourrait être dans l'obligation de déprécier dans le futur tout ou partie des frais capitalisés ou de modifier le plan d'amortissement initial.

Le Groupe a par ailleurs à son actif des immobilisations incorporelles acquises en espèces ou par le biais d'opérations de regroupement d'entreprises ainsi que les goodwill en résultant.

Outre les tests de dépréciation annuels relatifs aux goodwill, il est procédé à des tests ponctuels en cas d'indice de perte de valeur des actifs incorporels détenus. Les dépréciations éventuelles sont déterminées à partir de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus qui sont obtenus à partir des budgets et prévisions et/ou de valeurs de marché des actifs concernés. Une évolution des conditions de marché ou des perspectives attendues peuvent avoir une incidence sur les flux de trésorerie initialement estimés et peuvent donc conduire à revoir et à modifier la dépréciation comptabilisée précédemment.

Pour les immobilisations corporelles, les principales hypothèses et estimations qui sont prises en compte dans la détermination de la valeur recouvrable sont les perspectives de marché, l'obsolescence et la valeur de réalisation en cas de cession ou de liquidation. Toute modification de ces hypothèses peut avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable et pourrait conduire à revoir la valeur des pertes de valeur comptabilisées.

I.1.3.4. Provisions

Le montant des provisions comptabilisé par le Groupe est basé sur la meilleure estimation de la sortie d'avantages économiques futurs à la date où le Groupe a comptabilisé cette obligation. Le montant des provisions est ajusté à chaque date de clôture en tenant compte de l'évolution éventuelle de l'estimation de la sortie d'avantages futurs attendue.

Lorsque l'effet temps est significatif sur l'évaluation d'une obligation de sortie d'avantages futurs, les provisions sont actualisées, l'effet de désactualisation étant comptabilisé ultérieurement en charges financières.

I.1.3.5. Impôts différés

Les impôts différés actifs comptabilisés résultent pour l'essentiel des déficits fiscaux reportables et des différences temporelles déductibles entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs. Les actifs relatifs au report en avant des pertes fiscales sont reconnus s'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales pourront être imputées.

Les estimations de bénéfices futurs sont réalisées à partir des budgets et prévisions de résultats comptables, ajustés des ajustements fiscaux. Ces estimations sont réalisées sur la base d'hypothèses de marché qui pourraient ne pas être confirmées dans le futur.

I.1.3.6. Provision pour retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Le Groupe participe à des régimes de retraites à cotisations définies. Par ailleurs, certains autres avantages postérieurs à l'emploi tels que la couverture médicale, les indemnités de départ en retraite et les médailles de travail font l'objet de provisions. L'ensemble de ces engagements est calculé sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, le taux d'inflation médicale, les augmentations de salaires futurs, le taux de rotation du personnel et les tables de mortalité. Ces hypothèses (note 26) sont généralement mises à jour annuellement.

I.1.3.7. Comptabilisation des revenus

Les revenus sont comptabilisés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété du bien.

I.1.3.8. Juste valeur des dérivés et des autres instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée à l'aide des techniques d'évaluation. Le Groupe sélectionne les méthodes et retient les hypothèses qui lui paraissent les plus adéquates en se basant principalement sur les conditions de marché existant à la date de chaque clôture.

I.1.4. Principes de consolidation

I.1.4.1. Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif de fait ou de droit sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir les avantages de ses activités. Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

Le contrôle est présumé exister lorsque la mère détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote d'une entité, sauf si dans des circonstances exceptionnelles où il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas le contrôle.

Pour déterminer si une entité du Groupe exerce un contrôle sur une autre, il est tenu compte également de l'existence et de l'effet des droits de vote potentiels exerçables à la date d'arrêté des comptes. Cependant, la répartition entre le pourcentage d'intérêt du groupe et les intérêts minoritaires est déterminée sur la base du pourcentage actuel d'intérêt.

La quote-part de résultat net et de capitaux propres leur revenant est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

Les acquisitions d'intérêts minoritaires sont comptabilisées en utilisant la "parent entity extension method", par laquelle la différence entre le prix payé et la valeur comptable de la quote-part des actifs nets acquis est comptabilisée en goodwill.

I.1.4.2. Participations dans les entreprises associées et coentreprises

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :

- le Groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes; ou
- le Groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

Le Groupe a fait le choix, comme autorisé par la norme IAS 31 « Participations dans des coentreprises », de consolider selon la méthode l'intégration proportionnelle les entités sur lesquelles il exerce un contrôle conjoint.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer un contrôle conjoint ou une influence notable, ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées conformément aux dispositions de IAS 39.

Les participations dans des filiales, des coentreprises et des entreprises associées qui sont classées comme détenues en vue de la vente (ou incluses dans un Groupe destiné à être cédé qui est classé comme détenu en vue de la vente) selon IFRS 5 sont comptabilisées conformément aux dispositions de cette norme (i.e. les entités sont consolidées mais présentées sur une seule ligne de l'actif et du passif).

I.1.4.3. Exclusions du périmètre de consolidation

Conformément aux dispositions des IFRS, il n'y a pas d'exemption au périmètre de consolidation du Groupe. Les participations non significatives sont traitées en tant que titres AFS.

I.1.4.4. Retraitements de consolidation

Toutes les transactions intragroupes, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale ou intégration proportionnelle sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

I.1.4.5. Date de clôture

Toutes les sociétés du Groupe SNI sont consolidées à partir de comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2007, à l'exception de NSI qui clôture ses comptes annuels au 30 juin 2007.

I.1.5. Conversion des états financiers et des opérations en monnaies étrangères

La monnaie fonctionnelle de la société ONA est le dirham, c'est également la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe.

I.1.5.1. Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Le Groupe SNI ne compte aucune participation étrangère parmi ses entités.

I.1.5.2. Conversion des opérations en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères (c'est-à-dire dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité) sont converties au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs libellés en devises étrangères sont évalués au cours en vigueur à la date de clôture.

Les différences de change correspondantes sont enregistrées au compte de résultat, les variations de juste valeur des instruments de couverture sont enregistrées conformément au traitement décrit dans la note 3.16.3 « Instruments dérivés ci-après ».

I.1.6. Regroupements d'entreprises

Règles spécifiques à la première adoption : les regroupements d'entreprises antérieurs à la date de transition (1^{er} janvier 2006) n'ont pas été retraités conformément à l'option offerte par IFRS 1.

Regroupements postérieurs au 1^{er} janvier 2006 :

Les acquisitions de filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :

- la juste valeur, à la date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés ;
- les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise ;
- les autres coûts éventuellement directement attribuables au regroupement d'entreprises.

Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.

Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Le goodwill ou « écart d'acquisition » correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe « 2.7 Goodwill ».

I.1.7. Goodwill

Le goodwill est évalué dans la monnaie fonctionnelle de l'entité acquise. Il est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet de test de pertes de valeur annuel ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entité contrôlée conjointement, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Pour les acquisitions ayant eu lieu avant le 1^{er} janvier 2006, le goodwill est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains (avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité - CNC). Le classement et le traitement des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1^{er} janvier 2006 n'ont pas été modifiés à l'occasion de l'adoption des normes IFRS au 1^{er} janvier 2006 conformément aux dispositions de la norme IFRS 1.

I.1.8. Immobilisations incorporelles

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont essentiellement des frais de développement capitalisés, des brevets et des logiciels.

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est indéfinie, ne sont pas amorties mais font l'objet, tous les ans, de tests de perte de valeur ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Le cas échéant, une perte de valeur est enregistrée.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est définie sont amorties selon le mode linéaire, sur les périodes suivantes :

- Logiciels :	de 3 à 7 ans
- Frais de développement :	5 ans
- Brevets :	de 2 à 30 ans
- Autres immobilisations incorporelles :	5 ans

I.1.9. Immobilisations corporelles

Règle spécifique à la première adoption : Dans le cadre de la première application des normes IFRS et conformément aux dispositions de la norme IFRS 1, le Groupe a procédé à l'évaluation à la juste valeur au 1^{er} janvier 2006 de certains de ses actifs (essentiellement des terrains par ONA et des constructions et installations par Sonasid), et a retenu cette valorisation comme coût présumé. Les évaluations à la juste valeur ont été réalisées par des experts indépendants.

Principes applicables depuis le 1^{er} janvier 2006 :

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique ou de fabrication initial, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les intérêts financiers des capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période précédant leur mise en exploitation, font partie intégrante du coût historique. Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées d'utilisation (durée d'utilité) suivantes :

- Immeubles et constructions :

	F 1*	F 2*	F 3*	F 4*	F 5*	F 6*	F 7*
Gros œuvres – Charpente métallique	50 ans	50 ans	50 ans	25 ans	33 ans	40 ans	
Etanchéité, toiture et autres	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans		
Agencements et aménagements	15 ans	15 ans	15 ans	15 ans	15 ans		20 ans
Installations techniques fixes	25 ans	25 ans	25 ans	20 ans	20 ans		
Menuiserie intérieure & extérieure	15 ans	15 ans	15 ans	15 ans	15 ans		

*

F1 : constructions en dur $\leq R+2$

F2 : constructions en dur $> R+2$

F3 : Bâtiment industriel en dur (entrepôt, magasins, etc)

F4 : Bâtiment industriel- construction légère- structure métallique

F5 : Bâtiment industriel- construction lourde- structure métallique

F6 : Bâtiment en copropriété

F7 : Aménagements extérieurs/terrains non construits.

- installations techniques, matériel et outillage : de 3 à 30 ans
- matériel de transport : de 4 à 15 ans
- Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers : de 3 à 10 ans
- Autres immobilisations corporelles : de 3 à 10 ans

Le mode d'amortissement retenu par le Groupe est le mode linéaire. L'ensemble des dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

A chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des immobilisations corporelles et adapte les plans d'amortissement de façon prospective en cas de variation par rapport à l'exercice précédent.

I.1.10. Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, pour valoriser le capital ou les louer, plutôt que pour les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40, les immeubles de placement sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Dans le cadre de la première application des normes IFRS et conformément aux dispositions de la norme IFRS 1, le Groupe a procédé à l'évaluation à la juste valeur au 1^{er} janvier 2006 de certains immeubles de placement (terrains présentés en immeubles de placement), et a retenu cette valorisation comme coût présumé. Les évaluations à la juste valeur ont été réalisées par des experts indépendants.

I.1.11. Contrats de location

Conformément à la norme IAS 17 « Contrats de location », les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur. Tous les autres contrats de location sont classés en location simple.

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement sont comptabilisés en tant qu'actifs au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de leur juste valeur, déterminée au commencement du contrat de location. Le passif correspondant dû au bailleur

est enregistré au bilan en tant qu'obligation issue du contrat de location financement, en passifs financiers.

Ces immobilisations sont amorties sur la durée la plus courte entre la durée d'utilité des actifs et la durée du contrat de location financement, lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'il n'y aura pas de transfert de propriété au terme du contrat.

Pour les contrats de location simple où le Groupe est preneur, les paiements effectués au titre de contrats de location simple (autres que les coûts de services tels que l'assurance et la maintenance) sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

Les contrats de locations signés par le Groupe (bailleur) avec ses clients englobent des contrats de location financement et de location simple. Dans ces derniers contrats, les produits des loyers sont enregistrés de manière linéaire sur les durées fermes des baux. En conséquence, les dispositions particulières et avantages définis dans les contrats de bail (franchises, paliers, droits d'entrée) sont étalés sur la durée ferme du bail, sans tenir compte de l'indexation. La période de référence retenue est la première période ferme du bail. Les frais directement encourus et payés à des tiers pour la mise en place d'un contrat de location sont inscrits à l'actif, dans le poste « immeubles de placement » ou autres postes d'immobilisations concernées, et amortis sur la durée ferme du bail.

I.1.12. Test de dépréciation et pertes de valeur des actifs

Concernant les tests de dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles, la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs » précise que lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de dépréciation de ces immobilisations, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable (la plus élevée de la valeur d'utilité et de la juste valeur (diminuée des coûts de vente) pouvant conduire à la comptabilisation d'une perte de valeur. La valeur d'utilité est estimée en calculant la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs. La juste valeur repose sur les informations disponibles jugées les plus fiables (données de marché, transactions récentes ...).

La fermeture planifiée de certains sites, des réductions d'effectifs complémentaires ainsi que la révision à la baisse des perspectives de marché peuvent, dans certains cas, être considérées comme des indices de perte de valeur.

Ainsi, conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

Les goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.

Le Groupe a déterminé que le plus petit niveau auquel les actifs pouvaient être testés pour perte de valeur étaient les différentes entités appartenant aux différents domaines d'activités stratégiques telles que définis par le Groupe.

Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu sur la valeur au bilan du goodwill. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leur valeur comptable.

La valeur recouvrable d'une UGT correspond au montant le plus élevé entre sa valeur d'utilité (flux de trésorerie futurs actualisés) et sa juste valeur sur le marché.

Ainsi, pour une filiale non cotée, la valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation, sur une durée de trois ans extrapolée pour trois autres années et d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs et le coût moyen pondéré du capital diffèrent en fonction des UGT et des secteurs d'activités dans lesquels elles

interviennent. Ces taux varient entre 7.69 % et 12 % pour les tests effectués au 1^{er} janvier 2006 ; entre 7,08% et 11,64% au 31 décembre 2006 et entre 6.29% et 12.06% au 31 décembre 2007.

Pour une filiale cotée, la valeur recouvrable de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) retenue est sa capitalisation boursière.

I.1.13. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activité abandonnées

Les actifs ou groupes d'actifs non courants destinés à être cédés, satisfont aux critères d'une telle classification si leur valeur comptable sera principalement recouvrée par le biais d'une transaction de vente plutôt que par leur utilisation continue. Cette condition est considérée comme remplie lorsque la vente est hautement probable et que l'actif (ou le groupe d'actifs destiné à être cédé) est disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel. La direction doit s'être engagée envers un plan de vente, et dont on s'attend à ce que la vente soit conclue dans un délai de douze mois à compter de la date où l'actif ou groupe d'actifs a été qualifié d'actif non courant destiné à être cédé.

Le Groupe évalue à chaque date d'arrêté s'il est engagé dans un processus de sortie d'actif ou d'activité et présente ces derniers, le cas échéant, en « actifs non courants destinés à être cédés ».

Ces actifs non courants détenus en vue de la vente sont présentés séparément des autres actifs au bilan. Les éventuels passifs liés à ces actifs non courants destinés à être cédés sont également présentés sur une ligne distincte au passif du bilan.

Les actifs détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

Une activité abandonnée représente une activité ou une zone géographique significative pour le Groupe faisant soit l'objet d'une cession soit d'un classement en actifs détenus en vue de la vente. Les résultats des activités abandonnées sont présentés, au compte de résultat, distinctement du résultat des activités poursuivies.

I.1.14. Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient ou de leur valeur nette de réalisation.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou aux coûts de production encourus pour amener les stocks dans l'état et à l'endroit où ils se trouvent. Ces derniers comprennent, sur la base d'un niveau normal d'activité, les charges directes et indirectes de production. Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation des stocks correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés pour achever les produits et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

I.1.15. Titres d'autocontrôle et actions propres

Les titres d'autocontrôle et actions propres détenus par le Groupe sont enregistrés en diminution des capitaux propres consolidés pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

I.1.16. Actifs financiers

Les actifs financiers doivent être classés selon les quatre catégories suivantes :

- Actifs évalués à la juste valeur en résultat : juste valeur avec variations de juste valeur en résultat ;
- Actifs détenus jusqu'à l'échéance : coût amorti, les provisions pour dépréciation éventuelles sont constatées en résultat. Cette catégorie n'est pas utilisée par le Groupe ;
- Prêts et créances : coût amorti, les provisions pour dépréciation éventuelles sont constatées en résultat ;
- Actifs disponibles à la vente : juste valeur avec variations de juste valeur en capitaux propres, ou en résultat pour provisionner une dépréciation objective durable (six mois) ou significative (baisse

supérieure à 20%) et dans ce cas toute baisse ultérieure sera portée en résultat tandis que toute hausse ultérieure sera portée en capitaux propres.

I.1.16.1. Evaluation des créances clients et actifs financiers non courants

Les créances clients, prêts et autres actifs financiers non courants sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise et sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti. Ils peuvent, par ailleurs, faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. Une provision pour dépréciation des créances est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité ou une partie des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. Le montant de la provision représente la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés actualisés le cas échéant. Le montant de la perte est comptabilisée en dépréciation des comptes de créances et contrepartie d'une dotation pour dépréciation de l'actif circulant.

I.1.16.2. Titres de participation des sociétés non consolidées et autres titres immobilisés

Les titres de participation des sociétés non consolidées et les autres titres immobilisés sont qualifiés d'actifs disponibles à la vente (AFS) et figurent au bilan pour leur juste valeur. Les pertes et gains latents sont enregistrés dans une composante séparée des capitaux propres. Pour les titres cotés, la juste valeur correspond au cours de bourse. Pour les autres titres, si la juste valeur n'est pas estimable de façon fiable, elle correspond au coût d'acquisition net des dépréciations éventuelles.

Une dépréciation est constatée en cas de signes objectifs de dépréciation des actifs autres que ceux classés en transaction. Sauf exception, le Groupe considère qu'une baisse significative ou durable est présumée lorsque l'instrument de capitaux propres a perdu 20 % au moins de sa valeur sur une période de 6 mois consécutifs.

Ce critère de baisse significative ou durable de la valeur du titre est une condition nécessaire mais non suffisante pour justifier l'enregistrement d'une dépréciation. Cette dernière n'est constituée que dans la mesure où la dépréciation se traduira par une perte probable de tout ou partie du montant investi. La reprise de cette perte de valeur par le compte de résultat ne peut intervenir qu'au moment de la cession des titres, toute reprise antérieure étant comptabilisée en capitaux propres.

I.1.16.3. Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur sur les lignes instruments dérivés en actifs financiers courants ou non courants ou passifs financiers courants ou non courants. L'impact comptable des variations de juste valeur de ces instruments dérivés peut se résumer de la manière suivante :

Application de la comptabilité de couverture :

- pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants au bilan, la partie couverte de ces éléments est évaluée à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en résultat et compensée pour la part efficace par les variations symétriques de juste valeur des instruments dérivés ;
- pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la part efficace de la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée directement en capitaux propres et la part inefficace impacte les autres produits et charges financiers ;
- pour la couverture d'investissement net à l'étranger, le gain ou la perte résultant de la couverture sera différé en capitaux propres jusqu'à la cession totale ou partielle de l'investissement.

Dans le cas où la comptabilité de couverture n'est pas appliquée, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en résultat.

I.1.17. Valeurs mobilières de placement

Conformément à la norme IAS 39 « Instruments financiers: comptabilisation et évaluation », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Pour les placements considérés comme détenus à des fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat (en autres produits et charges financiers). Pour les placements disponibles à la vente, les variations de juste valeur sont comptabilisées directement dans les capitaux propres ou en résultat (en autres produits et charges financiers) dans le cas d'indication objective d'une dépréciation plus que temporaire de la valeur mobilière ou en cas de cession.

I.1.18. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Conformément à la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie », la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant au bilan, comprend la trésorerie (fonds en caisse et dépôts à vue) ainsi que les équivalents de trésorerie (placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur). Les placements dans des actions cotées, les placements dont l'échéance initiale est à court ou moyen terme sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) autres que celles liées à des réglementations propres à certains pays ou secteurs d'activités (contrôle des changes, etc.) sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie du tableau des flux de trésorerie.

Les découverts bancaires liés à des opérations de financement sont également exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

I.1.19. Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 "Instruments financiers: informations à fournir et présentation » est sorti du bilan en tout ou partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

I.1.20. Impôts différés

Le Groupe comptabilise les impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux votés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice en fonction des juridictions fiscales.

Le montant d'impôts différés est déterminé pour chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit imposable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Une entité du Groupe doit compenser les actifs et passifs d'impôt exigible si, et seulement si, cette entité :

- (a) a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés ; et
- (b) a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Les actifs et passifs d'impôts différés, quelque soit leur échéance, doivent être compensés lorsqu'ils sont prélevés par la même autorité fiscale et concernent une même entité fiscale qui dispose du droit de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles. Ainsi, chaque entité du Groupe a procédé à la compensation des ces impôts différés actifs et passifs.

I.1.21. Avantages du personnel

Les engagements du Groupe au titre des régimes de couverture maladie à prestations définies et des indemnités de fin de carrière sont déterminés, conformément à la norme IAS 19, sur la base de la méthode des unités de crédit projetées, en tenant compte des conditions économiques propres à chaque pays (essentiellement le Maroc pour le Groupe). Les engagements sont couverts par des provisions inscrites au bilan au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés. Les provisions sont déterminées de la façon suivante :

- la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés (« projected unit credit method ») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs...
- la méthode dite du corridor est appliquée. Ainsi, seuls les écarts actuariels représentant plus de 10% du montant des engagements sont comptabilisés et amortis sur l'espérance de durée résiduelle moyenne de vie active des salariés du régime (DVAR).

A compter du 1^{er} janvier 2007, les gains et pertes résultant des changements d'hypothèses actuarielles ne sont reconnus que lorsqu'ils excèdent 10% de la valeur de l'engagement actualisé. La fraction excédant 10% est alors étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle des salariés.

Les primes versées à l'occasion de la remise des médailles du travail pendant toute la période de travail des salariés font l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte des probabilités que les salariés atteignent l'ancienneté requise pour chaque échelon et est actualisée.

Les indemnités de départ en retraite font également l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte de la probabilité de la présence des salariés dans le Groupe, à leur date de départ en retraite. Cette provision est actualisée.

I.1.22. Provisions

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées dès lors que le Groupe a établi un plan formalisé et détaillé dont l'annonce a été faite aux parties concernées.

Lorsqu'une obligation légale, contractuelle ou implicite rend nécessaire le réaménagement de sites, une provision pour frais de remise en état est comptabilisée en autres charges d'exploitation. Elle est comptabilisée sur la durée d'exploitation du site en fonction du niveau de production et d'avancement de l'exploitation dudit site.

Les coûts engagés pour limiter ou prévenir des risques environnementaux et engendrant des avantages économiques futurs, tels que l'allongement des durées de vie des immobilisations, l'accroissement de la capacité de production et l'amélioration du niveau de sécurité, sont immobilisés. Lorsque le Groupe estime qu'il a une obligation légale ou implicite liée à un risque environnemental dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressource, une provision correspondant aux coûts futurs estimés est comptabilisée sans tenir compte des indemnités d'assurance éventuelles (seules les indemnités d'assurance quasi certaines sont comptabilisées à l'actif du bilan). Lorsque le Groupe ne dispose pas d'un échéancier de reversement fiable ou lorsque l'effet temps est non significatif, l'évolution de ces provisions se fait sur la base des coûts non actualisés. Les autres coûts environnementaux sont comptabilisés en charges de la période où ils sont encourus.

I.1.23. Frais d'émission d'emprunt et frais d'augmentation de capital

Les frais d'augmentation de capital sont imputés sur les primes d'émission, de fusion ou d'apport.

I.1.24. Passifs financiers

I.1.24.1. Dettes financières

Les emprunts et autres passifs financiers porteurs d'intérêt sont évalués selon la méthode du coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif de l'emprunt. Les frais et primes d'émission viennent impacter la valeur à l'entrée et sont étalés sur la durée de vie de l'emprunt via le taux d'intérêt effectif.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Lorsque le Groupe a pris l'engagement de racheter les actions détenues par des intérêts minoritaires dans une filiale consolidée, le Groupe, conformément aux dispositions d'IAS 32, constate une dette financière égale à la valeur actuelle du prix d'acquisition. En l'absence de dispositions spécifiques prévues par les IFRS, le Groupe a choisi d'enregistrer la contrepartie de cette dette en Goodwill.

I.1.24.2. Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers concernent essentiellement les dettes fournisseurs et les autres créiteurs. Ces passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti.

I.1.25. Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires du Groupe sont composés principalement des natures suivantes de chiffre d'affaires :

- ventes de marchandises ;
- ventes de biens et services produits ;
- revenus locatifs.

Un produit est comptabilisé en produits des activités ordinaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens.

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les produits des loyers sont comptabilisés de façon linéaire sur les durées fermes des baux. En conséquence, les dispositions particulières et avantages définis dans les contrats de bail (franchise, droit d'entrée...) sont étalés sur la durée ferme du bail.

Les remises commerciales ou rabais pour quantité sont comptabilisées en déduction du revenu à l'exception des actions commerciales prenant la forme d'attribution de produits gratuits qui sont comptabilisés dans le coût des ventes et provisionnés conformément aux dispositions d'IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels ».

Les produits des activités ordinaires relatifs à la vente de biens et d'équipements sont comptabilisés lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au Groupe.

I.1.26. Autres produits de l'activité

Les autres produits liés à l'activité incluent des produits à caractère non récurrent ou non directement liés aux opérations décrites dans le paragraphe « chiffre d'affaires ».

I.1.27. Coût de l'endettement net

Il inclut les charges et produits d'intérêts sur les emprunts bancaires, les emprunts obligataires et les autres dettes financières (y compris dettes sur contrat de location financement).

Les coûts d'emprunts qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif sont incorporés dans le coût de cet actif.

I.1.28. Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

A ce jour, le Groupe n'a pas émis d'instrument financier ayant un effet dilutif. Dès lors, le résultat de base par action est équivalent au résultat dilué par action.

I.1.29. Liste des normes et interprétations non applicables au Groupe

I.1.29.1. Liste des principales normes et interprétations non applicables au groupe au 31 décembre 2007

IFRS 2, Paiement fondé sur des actions
 IAS 11, Contrats de construction
 IAS 26, Comptabilité et rapports financiers des régimes de retraite
 IAS 41, Agriculture
 IFRIC 2, Parts sociales des entités coopératives et instruments similaires
 IFRIC 7, Modalités pratiques de retraitement des états financiers selon IAS 29
 IFRIC 8, Champ d'application de la norme IFRS 2 – Paiements fondés sur des actions
 IFRIC 9, Réexamen des dérivés incorporés
 IFRIC 11, Actions propres et transactions intragroupes
 SIC 7, Introduction de l'Euro

I.1.29.2. Liste des normes appliquées au 31 décembre 2007 mais non publiées lors de la préparation du bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2006

- Amendement de IAS 1, Informations à fournir concernant le capital entrant en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2007 ;
- IFRS 7, Informations à fournir sur les instruments financiers, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2007 ;
- IFRIC 10, Dépréciation de certains actifs et comptes intermédiaires, interprétation entrée en vigueur pour les exercices annuels ouverts à compter du 1^{er} novembre 2006.

I.1.29.3. Liste des normes non appliquées à ce jour par anticipation

IFRS 8, Segments opérationnels

I.1.29.4. Liste des normes et interprétations publiées par l'IASB/IFRIC mais non encore approuvées par l'Union Européenne

IAS 23 révisée 2007, Coûts d'emprunts
 Révision d'IAS 1, Présentation des états financiers (révision 2007) : cette norme pourrait avoir un impact sur la présentation des états financiers du Groupe
 Révision d'IFRS 3, Regroupement d'entreprises
 Amendement d'IAS 27, Etats financiers consolidés et individuels
 Amendement d'IFRS 2
 IFRIC 12, Accords de concession de services
 IFRIC 13, Programme de fidélisation des clients
 IFRIC 14, IAS 19 – Limitation d'un actif au titre de prestations définies, obligation de financement minimum et leur interaction

I.2. Note de transition IFRS

Cette note détaille d'une part, les principes retenus pour la préparation du bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2006 et, d'autre part, les divergences avec les principes comptables marocains antérieurement appliqués. Sont également présentés dans cette note, leurs impacts chiffrés sur le bilan d'ouverture et sur le compte de résultat de l'exercice 2006.

I.2.1. Contexte de la publication

En application de la circulaire N°06/05 relative à la publication et à la diffusion d'informations financières par les personnes morales faisant appel public à l'épargne, les comptes consolidés du Groupe qui sont publiés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007 ont été établis selon les normes comptables internationales en vigueur à cette date telles qu'approuvées par l'Union européenne. Les premiers comptes consolidés publiés selon les normes internationales sont ceux du 1^{er} semestre 2007 présentés avec un comparatif au titre de l'exercice 2006, établi selon le même référentiel.

En vue de la publication de ces états financiers comparatifs pour l'exercice 2007, le Groupe a préparé des informations financières 2006 sur la transition aux normes IAS/IFRS présentant à titre d'information l'impact chiffré attendu du passage aux IFRS sur :

- Les capitaux propres à la date de transition, soit le 1^{er} janvier 2006 ;
- Le bilan à la date de transition ;
- Les capitaux propres à fin décembre 2006 ;
- Le Compte de Résultat à fin décembre 2006.

Ces informations financières 2006 sur l'impact chiffré du passage aux IFRS ont été préparées en appliquant aux données 2006 les normes et interprétations IFRS que le Groupe a appliqué pour la préparation de ses comptes consolidés comparatifs au 31 décembre 2007. La base de préparation de ces informations financières correspond donc à celle décrite dans la note 3 ci avant.

I.2.2. Organisation du projet de conversion

Le Groupe a débuté son projet de transition aux IFRS en juillet 2005. La première phase du projet a consisté en des travaux de diagnostic et de formations des équipes opérationnelles, financières et comptables.

La deuxième phase du projet de conversion a donné lieu au chiffrage des impacts du bilan d'ouverture par les filiales du Groupe, la préparation de comptes consolidés IFRS au 30 juin 2006 et 31 décembre 2006.

Certains chiffres présentés au titre de l'exercice 2006 ne correspondent pas à ceux présentés dans les états financiers publiés au 30 juin 2007 et prennent en compte l'incidence de la reprise de provision sur dépréciation de la marque Oléor et des changements des intérêts minoritaires opérés dans les filiales minières.

Les Commissaires aux Comptes ont été impliqués dans chacune des étapes du projet.

Enfin, le calendrier du projet avait été établi de façon à permettre au Groupe d'aborder l'exercice 2007 avec des règles comptables et de reporting conformes aux IFRS et des systèmes d'information homogènes et compatibles avec ces nouvelles dispositions.

I.2.3. Présentation des normes et interprétations appliquées pour l'établissement de ces premières informations chiffrées IFRS

I.2.3.1. Modalités de première application des IFRS

a) Principe général

Le Groupe a appliqué rétrospectivement sur toutes les périodes présentées et sur son bilan d'ouverture les principes comptables qui sont en vigueur à la date de clôture des premiers états financiers IFRS.

En conséquence, le bilan d'ouverture IFRS au 1er janvier 2006 intègre les divergences suivantes par rapport au bilan au 31 décembre 2005 présenté selon les normes marocaines de consolidation :

- élimination des actifs et passifs comptabilisés sous le précédent référentiel qui ne répondent pas aux définitions ou critères de comptabilisation des IFRS ;
- comptabilisation et évaluation selon les IFRS de tous les actifs et passifs qui répondent aux définitions et critères de comptabilisation de ces normes, y compris ceux qui n'étaient pas comptabilisés sous le précédent référentiel ;
- reclassement éventuel de certaines rubriques du bilan conformément aux IFRS ;
- l'incidence de ces ajustements est comptabilisée directement en contrepartie des capitaux propres d'ouverture. Par exception, l'identification ou l'élimination d'incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises trouvent leur contrepartie en Goodwill.

- Description des options comptables facultatives liées à la première adoption des IFRS retenues par le Groupe

Selon les dispositions et options prévues par la norme IFRS 1, le Groupe a retenu les choix suivants quant au retraitement rétrospectif des actifs et des passifs selon les normes IFRS :

- Regroupements d'entreprises

Le Groupe a choisi de ne pas retraiter rétrospectivement les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2006 conformément aux dispositions de IFRS 3.

- Evaluation de certains actifs corporels à la juste valeur

Le Groupe a choisi d'utiliser l'option offerte par la norme IFRS 1 autorisant à évaluer à la date de transition l'ensemble ou seulement une partie des immobilisations corporelles à la juste valeur. A la date de préparation du bilan d'ouverture, le Groupe a fait le choix d'appliquer cette option à certains terrains principalement (dont quelques terrains présentés en immeubles de placement) et à quelques constructions et installations techniques pour les sociétés industrielles.

Pour toutes les autres normes IFRS applicables au Groupe, le retraitement des valeurs d'entrée des actifs et des passifs au 1/01/2006 a été effectué de façon rétrospective comme si ces normes avaient toujours été appliquées.

I.2.3.2. Rapprochement des capitaux propres au 1er janvier 2006 – Normes comptables marocaines/ normes IAS-IFRS

Capitaux propres de l'ensemble consolidé – normes marocaines **7 251,8**
(publié au 1^{er} janvier 2006)

Dont part du Groupe **6 632,3**
Dont intérêts minoritaires 619,5

Ajustements de passage aux normes IAS-IFRS :

Valorisation des immobilisations corporelles	a 1 463,8
Engagements de retraite	b (261,9)
Valorisation du stock	c (5,8)
Retraitement des contrats de location financement	d 28,3
Dépréciation d'actifs	e (70,7)
Comptabilisation des subventions d'investissement	f (23,0)
Effets de variations des cours des monnaies étrangères	g 14,1
Provisions passifs	h 73,8
Valorisation des immobilisations incorporelles	i (15,2)
Retraitement des instruments financiers	j (38,1)
Autres retraitements	k 184,9
Impôts différés sur les retraitements ci-dessus	l (199,5)

Capitaux propres de l'ensemble consolidé – normes IAS-IFRS au **8 402,5**
1^{er} janvier 2006

Dont part du Groupe **7 663,1**
Dont intérêts minoritaires 739,4

Impacts de la première application des normes d'information financière internationale :

(a) Valorisation des immobilisations corporelles :

Les impacts sont issus principalement du retraitement des immobilisations corporelles selon les dispositions de la norme IAS 16 à hauteur de :

- 820 MMAD issus de la revue des amortissements des immobilisations corporelles selon les nouvelles durées d'utilité IFRS, essentiellement sur le groupe Lafarge ;
- 76 MMAD issus de la réévaluation de certains terrains du Groupe SNI ;
- 552 MMAD pour le palier ONA, répartis en quote-part comme suit :
 - Retraitement des amortissements suite à l'application des durées d'utilité économiques qui s'est traduite par un rallongement des durées d'amortissement par rapport aux normes marocaines : 284 MMAD ;
 - La réévaluation sélective des terrains conformément à l'option permise par la norme IFRS 1 : 247 MMAD (plus-value nettes) ;
 - L'augmentation de la valeur des immobilisations corporelles des frais d'acquisition, des coûts d'emprunt y afférents et de l'ensemble des frais engagés pour mettre l'immobilisation dans le lieu de destination et en état de marche : 31 MMAD ;
 - La décomptabilisation des immobilisations corporelles ne générant plus d'avantages économiques futurs : -10 MMAD ;

(b) Engagements de retraite

Il s'agit de l'engagement des entités du Groupe au titre des avantages à long terme et post-emploi accordés au personnel, en l'occurrence :

- Les régimes de frais de santé : 117 MMAD;
- L'indemnité de départ en retraite : 17,6 MMAD;
- Les médailles du travail : 0,4 MMAD.

L'engagement de retraite du palier ONA s'élève à 126 MMAD répartis en quote-part entre :

- Les régimes de frais de santé : 103 MMAD ;
- L'indemnité de départ en retraite : 16 MMAD ;
- Les médailles du travail : 7 MMAD

(c) Valorisation du stock

Le retraitement correspond essentiellement à la dépréciation des stocks au niveau du palier Cosumar pour : -5,2 MMAD.

(d) Retraitement des contrats de location financement

Les impacts correspondent notamment au retraitement des contrats de location financement du palier ONA dont 35 MMAD de retraitement des dits contrats en position preneur ,14 MMAD en position bailleur et -21 MMAD de linéarisation des loyers intégrant des pas de porte.

(e) Dépréciation d'actifs

Il s'agit principalement des pertes de valeur d'actifs constatées au niveau des entités Lesieur Cristal à hauteur de -28,2 MMAD et sur le palier ONA à hauteur de -32,8 MMAD.

En outre, des dépréciations ont été constatées sur les fonds commerciaux dont le montant était inférieur à 4 millions de Dirhams ou ceux ne répondant pas à la définition d'un actif au sens IFRS (pas d'avantages économiques futurs attendus).

(f) Comptabilisation des subventions d'investissement

Cet impact correspond principalement au retraitement des subventions d'investissement en tant que produits différés repris sur la durée d'utilité des actifs financés à hauteur de -18,7 MMAD par la société Lafarge Ciments et de -3,2 MMAD au niveau de Sonasid.

(g) Effets de variations des cours des monnaies étrangères

Cet impact correspond à l'annulation des écarts de conversion actifs et passifs et la constatation des pertes et gains de changes latents principalement au niveau de AGM dans le palier ONA pour 13 MMAD.

(h) Provisions passifs

Il s'agit principalement de l'impact de la décomptabilisation des provisions ne répondant pas aux critères de la norme IAS 37.

(i) Valorisation des immobilisations incorporelles

Certaines dépenses (à l'exception des frais de premier établissement qui étaient passés en charges) étaient historiquement inscrites en immobilisations incorporelles, au titre de la première application

des IFRS, elles ont été décomptabilisées (notamment au niveau de Cosumar palier avec un montant de -2,3 MMAD, Renault avec -5,1 MMAD, SNI avec -2,9 MMAD et ONA palier avec -11,6 MMAD).

(j) Retraitement des instruments financiers

Il s'agit principalement des impacts de comptabilisation à la juste valeur des dérivés de change et des dérivés matières, notamment au niveau d'ONA palier à hauteur de -269,5 MMAD. En outre, le reclassement des titres de participations non consolidés en titres disponibles à la vente à la juste valeur par SNI dégage un impact positif de 237,6 MMAD.

Les retraitements selon les dispositions des normes IAS 32-39 au niveau du palier ONA sont en quote-part des impacts suivants :

- Comptabilisation à la juste valeur des dérivés matières en Cash Flow Hedge : -291,2 MMAD ;
- Valorisation des actifs financiers à la juste valeur, à savoir les titres de participations non consolidés, les autres titres immobilisés et les titres et valeurs de placement : 102,8 MMAD ;
- Dépréciation des comptes de créances : -64,4 MMAD (dont -61,8 MMAD sur les créances du Groupe AWB) ;
- Comptabilisation à la juste valeur de change à terme en Trading : -5,4 MMAD ;
- Comptabilisation à la juste valeur des dérivés matières en Trading : -3,2 MMAD ;
- Comptabilisation à la juste valeur des options de change en Trading : 1,3 MMAD ;
- L'actualisation des actifs et passifs financiers : -1,8 MMAD.

(k) Autres retraitements

Les autres retraitements comprennent divers impacts, à savoir principalement :

- Un impact de 125,3 MMAD de ONA palier relatif aux retraitements des paliers AWB et AXA assurance ainsi que l'assainissement des plus-values de cessions internes et fusions opérées lors du passage en IFRS ;
- Un impact de 72,8 MMAD au niveau de la société SNI correspondant à la revue des plus-values sur cession interne des immobilisations corporelles ;
- Un impact de 54,1 MMAD au niveau de Sonasid correspondant à la réévaluation des immobilisations corporelles selon l'option permise par IAS 1 ;
- Un impact de -43,5 MMAD au niveau du palier Lesieur correspondant à l'obligation de rachat des minoritaires dans le cadre du partenariat avec Banchereau ;
- Un impact de -21 MMAD au niveau de Lafarge Ciments correspondant à la prise en compte de la participation croisée entre Lafarge Ciments et Lafarge Cementos ;

(l) Impôts différés

Il s'agit des impôts différés issus des éléments suivants :

- Différences temporelles taxables et déductibles : 143 MMAD ;
- Impôts différés actifs sur les déficits fiscaux reportables : 56 MMAD.

Réconciliation du résultat et des capitaux propres au 31 décembre 2006

Le tableau ci-dessous présente les incidences des retraitements IAS-IFRS sur le résultat de l'exercice 2006 et une réconciliation des capitaux propres entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2006.

<i>En millions de dirhams</i>	1er janvier 2006	Résultat décembre	Autres variations		31 décembre
Capitaux propres de l'ensemble consolidé – normes marocaines	7 251,8	765,9	(346,1)	<i>Note</i>	7 671,6
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>6 632,3</i>	<i>619,2</i>	<i>(268,7)</i>		<i>6 982,8</i>
<i>Dont intérêts minoritaires</i>	<i>619,5</i>	<i>146,7</i>	<i>(77,4)</i>		<i>688,8</i>
Ajustements de passage aux normes IAS-IFRS :					
Valorisation des immobilisations corporelles	1 463,8	113,0	(2,1)		1 574,7
Engagements de retraite	(261,9)	(18,3)	(0,1)		(280,3)
Valorisation du stock	(5,8)	(2,9)	0,0		(8,7)
Retraitement des contrats de location financement	28,3	0,1	0,0		28,4
Dépréciation d'actifs	(70,7)	(3,7)	0,0		(74,4)
Comptabilisation des subventions d'investissement	(23,0)	(1,3)	0,1		(24,2)
Effets de variations des cours des monnaies étrangères	14,1	(13,0)	0,0		1,1
Provisions passifs	73,8	83,0	1,9		158,8
Valorisation des immobilisations incorporelles	(15,2)	(110,0)	(8,3)		(133,5)
Retraitement des instruments financiers	(38,1)	124,3	595,7	a	681,9
Autres retraitements	184,9	(73,1)	101,7	b	213,5
Impôts différés sur les retraitements ci-dessus	(199,5)	(88,3)	(261,4)	c	(549,2)
Capitaux propres de l'ensemble consolidé – normes IAS-IFRS	8 402,5	775,8	81,4		9 259,6
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>7 663,1</i>	<i>619,5</i>	<i>157,1</i>		<i>8 439,7</i>
<i>Dont intérêts minoritaires</i>	<i>739,4</i>	<i>156,3</i>	<i>(75,8)</i>		<i>819,9</i>

Les principales autres variations concernent :

(a)- Retraitement des instruments financiers

Le traitement des instruments financiers via les capitaux propres d'un montant de 595,7 MMAD concerne essentiellement :

- la réévaluation à la juste valeur des titres disponibles à la vente détenus par la société SNI pour un montant de 694,6 MMAD (essentiellement Attijariwafa bank) ;
- les différents retraitements des dérivés de change et de matières ainsi que les réévaluations des titres disponibles à la vente du palier ONA pour un montant de -99 MMAD.

(b)- Autres retraitements

Les autres retraitements concernent essentiellement :

Les retraitements impactant les réserves du palier ONA pour un montant de 95,8 MMAD. Il s'agit essentiellement des impacts spécifiques aux activités d'Attijariwafa Bank (IFRS 3 Regroupement d'entreprises et IFRS 4 Contrats d'assurances) ne pouvant être classés dans aucune des catégories précédentes en plus de l'impact réserves intégrant la décomptabilisation d'un put (engagement de rachat de minoritaires) pour 39 MMAD, car devenu non exerçable.

(c)- Impôts différés sur les retraitements

Le montant de -261,4 MMAD concerne la valeur des impôts différés constatés suite à la réévaluation à la juste valeur des titres disponibles à la vente. Il est essentiellement réparti entre :

- SNI pour un montant de -243,1 MMAD ;
- ONA palier pour un montant de -17,4 MMAD.

I.2.3.3. Rapprochement du bilan au 1er janvier 2006 - Principes comptables marocains/ normes IAS-IFRS

ACTIF	Notes	Comptes publiés 2005	IAS 2	IAS 12	IAS 16	IAS 19	IAS 32/39	IAS 36	IAS 37	IAS 38	Reclassement	Divers	Bilan IFRS 1er janvier 2006
Goodwill	a	1 272,7									(1 237,0)	(7,0)	28,8
Immobilisations incorporelles, net	b	17,6								(4,2)			13,4
Immobilisations corporelles, net	c	1 555,8			736,0							4,6	2 311,4
Immeubles de placement, net	d										15,0		8,4
Participations dans les entreprises associées	e	4 640,8	(5,7)	129,2	721,3	(186,3)	(277,8)	(64,4)	81,5	(10,5)	1 237,0	313,4	6 578,4
Autres actifs financiers		919,9					55,7						975,6
- Prêts et créances, net		33,7											33,7
- Actifs financiers disponibles à la vente	f	886,2					55,7						941,8
Impôts différés actifs	g	2,2	24,7										26,9
Actif non courant		8 409,1	19,0	129,2	1 457,3	(186,3)	(222,1)	(64,4)	81,5	(14,7)	23,4	311,0	9 942,9
Prêts et créances, net		6,9											6,9
Stocks et en-cours, net		191,2											191,0
Créances clients, net		299,3											299,3
Autres débiteurs courants, net	h	1 209,9					1,6				(23,4)		1 188,1
Trésorerie et équivalent de trésorerie		811,0										(3,6)	807,4
Actif courant		2 518,3	0,0	0,0	0,0	0,0	1,6	0,0	0,0	0,0	(23,4)	(3,6)	2 492,7
TOTAL ACTIF		10 927,4	19,0	129,2	1 457,3	(186,3)	(220,5)	(64,4)	81,5	(14,7)	0,0	307,4	12 435,6
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF													
Capital		1 090,0											1 090,0
Primes d'émission et de fusion		375,0											375,0
Réserves		5 167,4	(5,8)	(152,1)	1 245,1	(240,5)	(37,9)	(67,7)	77,8	(15,1)		226,9	6 198,1
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère		6 632,4	(5,8)	(152,1)	1 245,1	(240,5)	(37,9)	(67,7)	77,8	(15,1)	0,0	226,9	7 663,1
Intérêts minoritaires		619,5	(0,0)	(47,5)	218,8	(21,2)	(0,3)	(3,0)	(3,9)	(0,1)		(23,0)	739,4
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		7 251,9	(5,8)	(199,5)	1 463,9	(261,7)	(38,1)	(70,7)	73,8	(15,2)	0,0	203,9	8 402,5
Provisions	i	42,0							11,5				53,5
Avantages du personnel	j					75,4							75,4
Dettes financières non courantes		1 257,6											1 257,6
- Dettes envers les établissements de crédit		37,6											37,6
- Dettes représentées par un titre	l	1 200,0											1 200,0
Impôts différés passifs		80,2		242,0									322,2
Autres créditeurs non courants		0,0									(18,7)	18,7	0,0
Passif non courant		1 379,7	0,0	242,0	0,0	75,4	0,0	0,0	11,5	0,0	(18,7)	18,7	1 708,6
Provisions		31,7							(3,5)				28,2
Dettes financières courantes		512,8											512,8
- Dettes envers les établissements de crédit		512,8											512,8
Dettes fournisseurs courantes		292,9											292,9
Autres créditeurs courants	k	1 458,4					2,0				18,7	11,6	1 490,6
Passif courant		2 295,8	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	(3,5)	0,0	18,7	11,6	2 324,6
TOTAL PASSIF		3 675,5	0,0	242,0	0,0	75,4	2,0	0,0	8,0	0,0	0,0	30,3	4 033,1
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF		10 927,4	(5,8)	42,5	1 463,9	(186,3)	(36,1)	(70,7)	81,8	(15,2)	0,0	234,2	12 435,6

a) Goodwill

La variation des écarts d'acquisition s'explique principalement par :

- Le reclassement des écarts d'acquisitions sur les sociétés mises en équivalence au niveau des titres mis en équivalence pour 1 237 MMAD ;
- La dépréciation pour 7 MMAD des écarts d'acquisition dont le montant net est inférieur à 4 MMAD.

b) Immobilisations incorporelles

Certaines dépenses (à l'exception des frais de premier établissement qui étaient passés en charges) étaient historiquement inscrites en immobilisations incorporelles, au titre de la première application des IFRS, elles ont été décomptabilisées pour un montant de 4,2 MMAD.

c) Immobilisations corporelles

L'augmentation des immobilisations corporelles s'explique principalement par :

- La diminution des amortissements pour +736 MMAD ;
- Le reclassement des terrains de carrières enregistrés en comptes courants débiteurs opéré au niveau de Lafarge Ciments en terrains pour +23 MMAD; ces comptes courants servaient à enregistrer les opérations faites avec les sociétés immobilières considérées comme entités ad hoc en IFRS.
- Le reclassement en immeubles de placement de certains terrains et constructions pour -8 MMAD enregistré au niveau de Longométafrique.

d) Immeuble de placement

Il s'agit du reclassement des immeubles répondant à la définition de placement dans une catégorie dédiée à l'actif du bilan. Ces immeubles étaient présentés en immobilisations corporelles en normes marocaines.

e) Participations dans les entreprises associées

L'augmentation du poste « Participations dans les entreprises associées » s'explique par :

- Le reclassement des écarts d'acquisitions sur les sociétés mises en équivalence au niveau des titres mis en équivalence pour 1 237 MMAD ;
- Les retraitements IFRS effectués au niveau des sociétés mises en équivalence pour 701 MMAD (impact des retraitements des immobilisations corporelles essentiellement)

f) Actifs financiers disponibles à la vente

L'évolution enregistrée correspond principalement au reclassement des titres immobilisés en titres AFS et à leur évaluation à la juste valeur.

g) Impôts différés actifs

L'augmentation des impôts différés actif est une résultante de l'ensemble des retraitements IFRS.

h) Autres débiteurs - courant

La baisse au niveau du compte courant débiteur est due au reclassement des terrains de carrières enregistrés en comptes courants débiteurs opéré au niveau de Lafarge Ciments en terrains pour -23 MMAD;

i) Provisions non courantes

La constatation d'une provision pour démantèlement par la société Lafarge Ciments d'un montant de 12,5 MMAD constitue le principal élément expliquant la hausse des provisions non courantes.

j) Avantage du personnel

Il s'agit de la constatation de l'engagement au titre des avantages post emploi et long terme accordés au personnel.

k) Autres créditeurs courants

L'augmentation du poste « autres créditeurs courants » est essentiellement expliquée par le reclassement de la subvention d'investissement du compte « autres créditeurs non courants » vers « autres créditeurs courants » d'un montant de 18,7 MMAD.

I.2.3.4. Présentation du compte de résultat IFRS au 31 décembre 2006

Le compte de résultat IFRS au 31 décembre 2006 se décompose de la manière suivante :

<i>En millions de dirhams</i>	Note	Comptes publiés 2006	Retraitement	Reclassement	Résultat IFRS
Chiffre d'affaires		2 420,0	0,2	(1,0)	2 419,2
Autres produits de l'activité		4,8	0,2		5,0
Produits des activités ordinaires		2 424,8	0,4	(1,0)	2 424,2
Achats		(1 057,6)			(1 057,6)
Autres charges externes		(249,0)	0,2		(248,7)
Frais de personnel	(a)	(171,3)	(5,2)		(176,5)
Impôts et taxes		(27,0)			(27,0)
Amortissements et provisions d'exploitation	(b)	(261,7)	141,7	(84,0)	(203,9)
Autres produits et charges d'exploitation net		(2,3)		1,0	(1,3)
Charges d'exploitation courantes		(1 768,9)	137,0	(83,0)	(1 715,0)
Résultat d'exploitation courant		656,1	137,4	(84,0)	709,2
Cession d'actifs	(c)	1,1	(7,4)		(6,3)
Cessions de filiales et participations	(d)	118,2	(12,3)	(28,9)	77,0
Résultats sur instruments financiers			0,3		0,3
Autres produits et charges d'exploitation non courants	(e)	(100,3)	3,3	84,0	(13,0)
Résultat des activités opérationnelles		675,0	121,2	(29,0)	767,2
Produits d'intérêts		65,8			65,8
Charges d'intérêts		(112,6)			(112,6)
Autres produits et charges financiers	(f)	38,2	(10,7)	28,9	56,3
Résultat financier		(8,6)	(10,7)	28,9	9,5
Résultat avant impôts des entreprises intégrées		666,3	110,4	0,0	776,7
Impôts sur les bénéfices		(281,7)			(281,7)
Impôts différés	(g)	(24,5)	(24,9)		(49,5)
Résultat net des entreprises intégrées		360,1	85,4	0,0	445,5
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	(h)	405,8	(75,5)		330,3
Résultat net des activités poursuivies		766,0	9,8	0,0	775,8
Résultat net des activités abandonnées					
Résultat de l'ensemble consolidé		766,0	9,8	0,0	775,8
Dont Intérêts minoritaires		146,7	9,6		156,3
Dont Résultat net - Part du groupe		619,3	0,2	0,0	619,5

a) Frais de personnel

L'augmentation des frais de personnel correspond principalement à la constatation de la variation de la provision au titre des avantages post emploi et long terme accordés au personnel pour -5,1 MMAD.

b) Amortissements et provisions d'exploitation

La baisse du poste « amortissements et provisions d'exploitation » s'explique principalement par :

- l'impact du retraitement des dotations aux amortissements sur la base des durées d'utilité IFRS pour +56 MMAD ;
- l'annulation des dotations aux amortissements de l'immobilisation en non valeurs pour +1 MMAD.
- La non constatation en IFRS des dotations aux amortissements des écarts d'acquisition à hauteur de 76 MMAD ;
- Le reclassement des provisions non courantes en part courante à hauteur de -84 MMAD ;

- L'annulation des dotations aux provisions non conformes aux exigences de la norme IAS 37 à hauteur de 12 MMAD.

c) Cession d'actifs

La diminution des cessions d'actifs correspond principalement à la variation des valeurs nettes comptables des immobilisations corporelles cédées suite à l'application des normes IFRS (-6 MMAD).

d) Cessions de filiale et participations

La diminution s'explique par l'impact de la prise en compte des retraitements IFRS pour la détermination des valeurs nettes comptables des titres cédés ainsi qu'au reclassement de produits de cessions de titres non consolidés auparavant classés en titres disponibles à la vente, vers gains ou pertes réalisés sur titres disponibles à la vente pour 29 MMAD.

e) Autres produits et charges non courants

L'augmentation de ce poste s'explique par le reclassement des provisions courantes en part non courante à hauteur de 84 MMAD.

f) Autres produits et charges financiers

L'augmentation du poste « autres produits financiers » s'explique par :

- Le reclassement de 29 MMAD en gains et pertes réalisés sur des titres disponibles à la vente ;
- La neutralisation des dividendes du palier Centrale Laitière non consolidé dans l'ancien référentiel à hauteur de -9 MMAD.

g) Impôts différés

La variation des impôts différés est une résultante de l'ensemble des retraitements IFRS.

h) Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

L'évolution du résultat des sociétés mises en équivalence correspond à :

- L'impact des retraitements IFRS sur les sociétés consolidées par mise en équivalence pour -91,7 MMAD ;
- L'intégration du résultat du palier Centrale Laitière non consolidé dans l'ancien référentiel pour +17,4 MMAD.

I.3. Evolution du périmètre de consolidation

I.3.1. Cessions

Aucune cession de titres significative n'a eu lieu dans le Groupe SNI durant l'exercice 2007.

I.3.2. Activités abandonnées

Durant l'exercice 2007, il n'y a pas eu d'abandon d'activités au niveau du Groupe SNI.

I.3.3. Acquisitions complémentaires

Acquisition par SNI S.A. de 48 391 actions ONA S.A. pour un montant de 74,7 MMAD. Cette opération donne lieu à la constatation d'un écart d'acquisition de 42,0 MMAD et à une augmentation de 0,28% du pourcentage d'intérêt de SNI dans ONA.

I.4. Bilans consolidés IFRS 2006-2007

ACTIF (en millions de dirhams)	2006	2007
Goodwill	28,8	28,8
Immobilisations incorporelles nettes	13,2	12,9
Immobilisation corporelles nettes	2 493,5	2 702,1
Participations dans les entreprises associées	6 840,8	7 888,3
Autres actifs financiers	1 659,5	1 651,7
<i>Prêts et créances nets</i>	44,5	43,2
<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	1 615,0	1 608,5
Impôts différés actifs	23,1	8,4
Autres débiteurs non courants	-	11,8
Actif non courant	11 058,9	12 304,0
Stocks et en-cours nets	228,7	289,3
Créances clients	441,6	409,9
Autres débiteurs courants	666,8	1 408,6
Trésorerie et équivalent de trésorerie	914,6	752,3
Actif courant	2 251,7	2 860,1
TOTAL ACTIF	13 310,6	15 164,1

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF (en millions de dirhams)	2006	2007
Capital	1 090,0	1 090,0
Primes d'émission et de fusion	375,0	375,0
Réserves	6 355,2	6 789,1
Résultat net part du groupe	619,5	788,9
Capitaux propres	8 439,7	9 043,0
Intérêts minoritaires	819,9	853,6
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	9 259,6	9 896,6
Provisions	39,0	36,7
Avantages personnel	80,5	89,1
Dettes financières non courantes	1 651,9	2 446,4
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	451,9	46,4
<i>Dettes représentées par un titre</i>	1 200,0	2 400,0
Impôts différés passifs	612,1	654,1
Autres créditeurs non courants	0,6	0,5
Passif non courant	2 384,1	3 226,8
Provisions	107,8	41,2
Dettes financières courantes	123,3	151,7
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	123,3	151,7
Dettes fournisseurs courantes	377,4	386,9
Autres créditeurs courants	1 058,4	1 460,9
Passif courant	1 666,9	2 040,7
Total passif	4 051,0	5 267,5
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	13 310,6	15 164,1

Source : SNI S.A

I.5. Comptes de résultat consolidés IFRS 2006-2007

Compte de résultat consolidé (en millions de dirhams)	2006	2007
Chiffre d'affaires	2 419,2	2 877,0
Autres produits de l'activité	5,0	9,9
Produits des activités ordinaires	2 424,2	2 886,9
Achats	(1 057,6)	(1 216,9)
Autres charges externes	(248,7)	(250,5)
Frais de personnel	(176,5)	(209,1)
Impôts et taxes	(27,0)	(27,3)
Amortissements et provisions d'exploitation	(203,9)	(112,6)
Autres produits et charges d'exploitation nets	(1,3)	(1,8)
Charges d'exploitation courantes	(1 715,0)	(1 818,2)
Résultat d'exploitation courant	709,2	1 068,7
Cession d'actifs	(6,3)	(20,8)
Cession de filiales et participations	77,0	-
Résultats sur instruments financiers	0,3	2,8
Autres produits et charges d'exploitation non courants	(13,0)	(49,6)
Résultat des activités opérationnelles	767,2	1 001,1
Produits d'intérêts	65,8	56,5
Charges d'intérêts	(112,6)	(146,0)
Autres produits et charges financiers	56,3	399,0
Résultat financier	9,5	309,5
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	776,7	1 310,6
Impôts sur les bénéfices	(281,7)	(268,1)
Impôts différés	(49,5)	(61,6)
Résultat net des entreprises intégrées	445,5	980,9
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	330,3	28,0
Résultat net des activités poursuivies	775,8	1 008,9
Résultat net des activités abandonnées	-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé	775,8	1 008,9
dont intérêts minoritaires	156,3	220,0
dont part du groupe	619,5	788,9

Source : SNI S.A

I.6. Tableaux de Financement 2006-2007

Tableau de flux de trésorerie (en millions de dirhams)	2006	2007
Résultat net de l'ensemble consolidé	775,8	1 008,9
Ajustements pour		
<i>Dotations aux amortissements et provisions, pertes de valeur</i>	185,9	121,1
<i>Résultats des sociétés mises en équivalence</i>	(330,3)	(28,0)
<i>Résultats de cession et des pertes et profits de dilution</i>	(54,7)	(199,2)
<i>Profits/pertes de réévaluation (juste valeur)</i>	(20,3)	-
<i>Produits des dividendes</i>	(17,6)	(30,3)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	538,8	872,5
Elimination de la charge (produit) d'impôt	331,2	329,7
Elimination du coput de l'endettement financier net	112,6	146,0
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	982,6	1 348,2
Incidence de la variation du BFR	(61,5)	(371,4)
Impôts payés	(281,7)	(268,1)
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles	639,4	708,7
Incidence des variations de périmètre	(40,2)	(74,7)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(309,4)	(414,3)
Acquisition d'actifs financiers	-	(0,8)
Augmentation de capital dans les entreprises associées	-	(1 274,0)
Variation des autres actifs financiers	0,3	1,4
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	17,0	0,9
Cession d'actifs financiers	28,9	370,9
Dividendes reçus	261,3	306,0
Intérêts financiers versés	(112,6)	(146,0)
Flux net de trésorerie lié aux activités d'investissement	(154,7)	(1 230,6)
Dividendes payés aux actionnaires de la société mère	(305,2)	(327,0)
Dividendes payés aux minoritaires	(77,0)	(186,4)
Emission de nouveaux emprunts	400,0	1 205,5
Remboursement d'emprunts	(5,2)	(410,9)
Autres flux liés aux opérations de financement	(108,6)	50,0
Flux net de trésorerie lié aux activités de financement	(96,0)	331,2
Incidence de la variation du taux de change	-	-
Incidence de changement des méthodes et principes comptables	108,6	-
VARIATION DE LA TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE	497,3	(190,7)
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à l'ouverture*	299,8	797,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture*	797,1	606,4
VARIATION DE LA TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE	497,3	(190,7)

Source : SNI S.A

II. ETAT DES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES – COMPTES CONSOLIDES 2007

II.1. Informations par secteurs d'activité

Niveaux d'information sectorielle

Le premier niveau d'information sectorielle retenu par le Groupe SNI est le secteur d'activité.

Premier niveau d'information sectorielle : secteurs d'activité

Activité 1 : Ciments ;

Activité 2 : Sidérurgie ;

Activité 3 : Autres ; ce secteur comprend essentiellement en plus de SNI SA et ONA Palier, l'ensemble des paliers des filiales agro alimentaires (Cosumar, Lesieur, Centrale laitière) .

Deuxième niveau d'information sectorielle : secteurs géographiques

Le Groupe SNI a retenu un seul secteur géographique, à savoir le Maroc. En effet, qu'il s'agisse de l'implantation géographique de ses installations de production ou de services ou de la localisation de ses marchés et de ses clients, le seul secteur géographique identifié est le Maroc.

Informations par secteur d'activité

Les principaux agrégats du compte de résultat se décomposent comme suit entre les différents secteurs d'activité :

Au 31 décembre 2007 :

En millions de MAD	Ciments	Sidérurgie	Autres	Elimination inter-secteur	TOTAL
Externe	2222,8	509,7	164,2	-19,7	2877,0
Autres produits de l'activité	7,3	-0,1	2,9	-0,2	9,9
Chiffres d'affaires total	2230,1	509,6	167,1	-19,9	2886,9
Résultat des activités opérationnelles	956,4	38,0	6,7	0,0	1001,1
Résultat financier	24,9	-2,4	287,0	0,0	309,5
Résultat des mises en équivalence	0,0	127,5	-99,5	0,0	28,0
Impôts	-245,4	-16,0	-68,3	0,0	-329,7
Résultat net des activités poursuivies	735,9	147,1	126,0	0,0	1008,9
Résultat des activités abandonnées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Au 31 décembre 2006 :

En millions de MAD	Ciments	Sidérurgie	Autres	Elimination inter-secteur	TOTAL
Externe	1903,9	394,5	137,5	-16,8	2419,2
Autres produits de l'activité	2,5	0,6	2,1	-0,2	5,0
Chiffres d'affaires total	1906,4	395,1	139,6	-17,0	2424,2
Résultat des activités opérationnelles	696,6	24,2	46,4		767,2
Résultat financier	24,2	-1,4	-13,3	0,0	9,5
Résultat des mises en équivalence	0,0	124,3	206,0	0,0	330,3
Impôts	-196,2	-7,3	-127,7	0,0	-331,2
Résultat net des activités poursuivies	524,6	139,8	111,4	0,0	775,8
Résultat des activités abandonnées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Les principaux éléments du bilan peuvent être affectés aux différents secteurs d'activité de la façon suivante :

Au 31 décembre 2007 :

	Ciments	Sidérurgie	Autres	Elimination inter- secteur	TOTAL
En millions de MAD					
Goodwill	28,8	0,0	0,0	0,0	28,8
Immobilisations incorporelles, nettes	12,8	0,0	0,0	0,0	12,9
Immobilisations corporelles, nettes	2662,9	24,0	37,2	-22,0	2702,1
Participations dans les entreprises associées	0,0	601,1	7287,2	0,0	7888,3
Autres actifs financiers	26,8	2,3	2113,5	-491,0	1651,7
- Prêts et créances, net	42,4	0,3	0,4	0,0	43,2
- Actifs financiers disponibles à la vente	-15,6	2,0	2113,1	-491,0	1608,5
Impôts différés actifs	2,9	5,4	0,0	0,0	8,4
Autres débiteurs non courants	0,0	11,8	0,0	0,0	11,8
Actif non courant	2734,2	644,6	9437,9	-513,0	12304,0
Stocks et en-cours, net	193,5	87,3	8,4	0,0	289,2
Créances clients, net	212,2	168,6	33,4	-4,3	409,9
Autres débiteurs courants, nets	105,5	49,7	1279,9	-26,4	1408,7
Trésorerie et équivalent de trésorerie	746,4	0,9	5,0	0,0	752,3
Actif courant	1257,6	306,5	1326,7	-30,7	2860,1
TOTAL ACTIF	3991,8	951,1	10764,6	-543,7	15164,1
Provisions	36,0	0,7	0,0	0,0	36,7
Avantages au personnel	84,6	3,0	1,4	0,0	89,1
Dettes financières non courantes	0,0	0,0	2446,5	0,0	2446,4
- Dettes envers les établissements de crédit	0,0	0,0	46,5	0,0	46,4
- Dettes représentées par un titre	0,0	0,0	2400,0	0,0	2400,0
Impôts différés passifs	310,5	0,0	348,0	-4,4	654,1
Autres créditeurs non courants	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5
Passif non courant	431,1	3,7	2796,4	-4,4	3226,8
Provisions	10,5	0,0	30,7	0,0	41,2
Dettes financières courantes	108,5	33,5	9,7	0,0	151,7
- Dettes envers les établissements de crédit	108,5	33,5	9,7	0,0	151,7
Dettes fournisseurs courantes	230,6	129,2	31,5	-4,3	386,9
Autres créditeurs courants	287,3	75,1	1109,3	-10,9	1460,9
Passif courant	636,9	237,8	1181,2	-15,2	2040,7
TOTAL PASSIF	1068,0	241,5	3977,6	-19,6	5267,5
Total des investissements	408,5	4,0	1,8	-	413,3

Au 31 décembre 2006 :

	Ciments	Sidérurgie	Autres	Elimination inter- secteur	TOTAL
En millions de MAD					
Goodwill	28,8	0,0	0,0	0,0	28,8
Immobilisations incorporelles, nettes	13,2	0,0	0,0	0,0	13,2
Immobilisations corporelles, nettes	2403,6	22,1	89,8	-22,0	2493,5
Participations dans les entreprises associées	0,0	536,8	6304,1	0,0	6840,9
Autres actifs financiers	27,7	2,2	2120,5	-491,0	1659,5
- Prêts et créances, net	43,8	0,2	0,4	0,0	44,5
- Actifs financiers disponibles à la vente	-16,1	2,0	2120,1	-491,0	1615,0
Impôts différés actifs	0,0	0,0	0,0	0,0	8,4
Autres débiteurs non courants	2,2	18,9	2,0	0,0	23,1
Actif non courant	2475,5	580,0	8516,4	-513,0	11059,0
Stocks et en-cours, net	164,0	57,9	6,7	0,0	228,6
Créances clients, net	264,7	146,2	34,8	-4,1	441,6
Autres débiteurs courants, nets	101,5	57,3	533,4	-25,4	666,8
Trésorerie et équivalent de trésorerie	902,0	4,9	7,7	0,0	914,6
Actif courant	1432,2	266,3	582,6	-29,5	2251,6
TOTAL ACTIF	3907,7	846,3	9099,0	-542,5	13310,6
Provisions	38,3	0,7	0,0	0,0	39,0
Avantages au personnel	76,4	2,9	1,2	0,0	80,5
Dettes financières non courantes	0,0	0,0	1651,9	0,0	1651,9
- Dettes envers les établissements de crédit	0,0	0,0	451,9	0,0	451,9
- Dettes représentées par un titre	0,0	0,0	1200,0	0,0	1200,0
Impôts différés passifs	288,3	0,0	328,2	-4,4	612,1
Autres créditeurs non courants	0,0	0,0	0,6	0,0	0,6
Passif non courant	403,0	3,6	1981,9	-4,4	2384,1
Provisions	28,7	0,0	79,1	0,0	107,8
Dettes financières courantes	103,6	9,7	10,0	0,0	123,3
- Dettes envers les établissements de crédit	103,6	9,7	10,0	0,0	123,3
Dettes fournisseurs courantes	223,6	132,3	25,6	-4,1	377,4
Autres créditeurs courants	203,1	74,9	790,2	-9,8	1058,4
Passif courant	559,0	216,9	904,9	-13,9	1666,9
TOTAL PASSIF	962,0	220,5	2886,8	-18,3	4051,0
Total des investissements	306,0	1,3	2,1	-	309,4

II.2. Informations par secteur géographique

Le seul secteur géographique représenté dans le groupe SNI est le Maroc.

II.3. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires (produit des activités ordinaires) du Groupe SNI se décompose de la manière suivante :

En millions de MAD	2 007	2 006
-Chiffre d'affaires	2 877,0	2 419,2
-Autres produits de l'activité	9,9	5,0
Total produit des activités ordinaires	2 886,9	2 424,2

II.4. Achats et autres charges externes

Les achats et charges externes se décomposent comme suit :

En millions de MAD	2007	2006
Achats de marchandises	-402,9	-314,6
Achats de matières et fournitures	-814,0	-743,0
Achats	-1 216,9	-1 057,6
Loyers opérationnels	-24,7	-23,3
Entretien et réparations	-30,9	-38,2
Rémunération de personnel extérieur à l'entreprise	-10,0	-9,9
Charges externes diverses	-184,9	-177,3
Autres charges externes	-250,5	-248,7
Total Achats et Autres charges externes	-1 467,4	-1 306,3

II.5. Frais de personnel et effectifs

Les charges de personnel de l'exercice sont détaillées ci-dessous, par nature de coût :

En millions de MAD	2 007	2 006
Salaires et traitements	-138,3	-124,3
Autres charges sociales	-62,2	-47,1
Coût des services rendus post emploi	-8,6	-5,1
Total	-209,1	-176,5

Les effectifs moyens des entreprises consolidées par intégration (globale et proportionnelle) se ventilent comme suit :

	2 007				2 006				Var%
	Cadres	Non cadres	Intérim-aires	Autres	Cadres	Non cadres	Intérim-aires	Autres	
Autres	19	49	50	106	18	50	-	118	17%
Groupe Lafarge	70	461	-	-	72	472	-	-	-2%
Sonasid + LG Afrique	19	28	-	33	19	23	-	29	11%
Total	108	538	50	139	109	545	-	147	4%

II.6. Amortissements et provisions d'exploitation

Les variations d'amortissements et de provisions ayant un impact sur le résultat d'exploitation courant pour les exercices clos les 31 décembre 2007 et 31 décembre 2006 se décomposent comme suit :

En millions de MAD	2007	2006
Amortissements nets impactant le résultat d'exploitation courant		
Immobilisations incorporelles	-2,4	-8,2
Immobilisations corporelles	-133,9	-118,2
Actifs de l'activité minière	0,0	0,0
Immeubles de placement	0,0	0,0
Total	-136,3	-126,4
Provisions et Pertes de valeur nettes impactant le résultat d'exploitation courant		
Immobilisations	-47,9	-5,8
Stocks	1,1	-0,1
Créances	2,5	-4,8
Provisions pour risques et charges	68,0	-66,8
Total	23,7	-77,5
Total	-112,6	-203,9

Une description des variations d'amortissement et de perte de valeur des immobilisations est incluse dans les notes 17 et 18 de ces états financiers.

Le détail des variations des pertes de valeur relative aux stocks et aux créances est inclus dans les notes 22 et 23 de ces états financiers.

Les mouvements de provisions pour risques et charges sont détaillés dans la note 25 de ces états financiers.

II.7. Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation s'analysent de la façon suivante :

En millions de MAD	2007	2006
Autres produits et charges d'exploitation nets	-1,8	-1,3
Cession d'actifs	-20,8	-6,3
Cession de filiales et participations	0,0	77,0
Résultats sur dérivés de change - trading	2,8	0,3
Autres produits et charges	-49,6	-13,0
Total autres produits et charges d'exploitation	-69,4	56,7

Cessions de filiales et participations

En 2006, il s'agissait principalement de la cession de titres de participation Sonasid détenus par le Groupe SNI à la NSI dans le cadre du partenariat avec Arcelor-Mittal.

Autres produits et charges

En millions de MAD	2007	2006
Autres produits non courants	2,7	20,0
Autres charges non courantes	-52,3	-33,0
Total autres produits et charges d'exploitation non courants	-49,6	-13,0

II.8. Résultat financier

Le résultat financier au 31 décembre 2007 et 2006 se décompose de la façon suivante :

En millions de MAD	2007	2006
Produits d'intérêts	56,5	65,8
Charges d'intérêts	-146,0	-112,6
Gain réalisé JV sur titres disponibles à la vente	370,9	28,9
Autres produits financiers	5,2	14,6
Revenus des autres titres immobilisés	30,3	15,4
Autres charges financières	-7,4	-2,6
Autres produits et charges financiers	399,0	56,3
Résultat financier	309,5	9,5

Le poste gains réalisés sur la juste valeur des titres disponibles à la vente correspond à la plus value réalisée par SNI SA suite à la cession d'une partie des titres AWB comptabilisés dans la catégorie titres AFS.

II.9. Impôts

La charge d'impôt pour les exercices clos les 31 décembre 2007 et 2006, s'analyse comme suit :

En millions de MAD	2007	2006
Charges d'impôt courant		
Charge de l'exercice	-268,1	-281,6
Ajustement de la charge d'impôt provenant d'exercices antérieurs	0,0	-0,1
	-268,1	-281,7
(Charges) / produits d'impôts différés		
Variations des différences temporaires	-63,5	-41,0
Variation des taux d'imposition	16,0	0,0
Variation des déficits fiscaux antérieurs	-14,1	-8,5
	-61,6	-49,5
(Charge) / Produit total d'impôt	-329,7	-331,2

La charge d'impôt courant correspond aux montants payés ou restant à payer à court terme aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles en vigueur et des conventions spécifiques.

II.10. Impôts différés comptabilisés dans les capitaux propres

Les impôts différés comptabilisés en capitaux propres se décomposent comme suit :

En millions de MAD	31-déc-07	31-déc-06
Réserves	0,2	4,8
Gains ou pertes latentes sur titres disponibles la vente - actions	4,8	-244,3
Total	5,0	-239,5

Les actifs nets d'impôts sont limités aux capacités de chaque entité fiscale à recouvrer ses actifs dans un proche avenir.

II.11. Impôts différés comptabilisés au bilan

Les impôts différés comptabilisés au bilan se décomposent comme suit :

En millions de MAD	Actif		Passif		Net	
	31-déc-07	31-déc-06	31-déc-07	31-déc-06	31-déc-07	31-déc-06
Impôts différés						
Provenant des différences temporaires	-14,1	-13,7	654,1	612,1	-668,2	-625,8
Provenant des déficits fiscaux	22,5	36,6	0,0	0,0	22,5	36,6
Provenant des crédits d'impôt	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2
Total	8,4	23,1	654,1	612,1	-645,7	-589,0

II.12. Actifs d'impôts différés non constatés

Les impôts différés non constatés se décomposent comme suit :

En millions de MAD	31-déc-07	31-déc-06
Différences temporaires déductibles	0,0	0,0
Pertes fiscales	17,9	17,9
Total	17,9	17,9

A l'exception des déficits fiscaux indéfiniment reportables, les périodes d'expiration des autres déficits fiscaux s'étalent entre 2008 et 2011.

II.13. Preuve d'impôt

En millions de MAD	2007	2006
Résultat Net de l'ensemble consolidé	1 008,9	775,8
- Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	28,0	330,3
Résultat Net de l'ensemble consolidé (hors S.M.E)	980,9	445,5
Impôt sur les bénéfices	-268,1	-281,7
Impôts différés	-61,6	-49,5
Total charge fiscale de la période	-329,7	-331,2
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts (hors S.M.E)	1 310,6	776,7
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale / Résultat comptable avant impôts)	25%	43%
Impôts sur différences permanentes	-33,1	87,1
Impôt sur pertes fiscales	2,1	0,0
Crédits d'impôt	2,9	2,3
Ajustement des ID suite au changement du taux d'IS	-19,1	1,8
Montant de différence de taux Mère / fille	-94,1	-26,8
Montant autres différences	-6,8	-3,2
Charge fiscale recalculée	-458,7	271,8
Taux d'impôt légal au Maroc (charge fiscale recalculée / Résultat comptable avant impôts)	35%	35%

II.14. Actifs et passifs destinés à être cédés et passifs liés

Le Groupe SNI ne possède pas d'actifs destinés à être cédés à fin décembre 2007.

II.15. Résultat par action

II.16. Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat

Exercices clos le 31 Décembre	2007	2006
Nombre moyen pondéré		
- d'actions ordinaires émises	10 900 000	10 900 000
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat de base par action	10 900 000	10 900 000
Nombre d'instruments dilutifs	0	0
Nombre d'actions retenu pour la calcul du résultat dilué par action	10 900 000	10 900 000

A ce jour, le Groupe n'a pas émis d'instrument financier ayant un effet dilutif. Dès lors, le résultat de base par action est équivalent au résultat dilué par action.

Exercices clos le 31 Décembre	2007	2006
Résultat net de l'exercice imputable aux actionnaires de la société-mère	788,9	619,5
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat par action	10 900 000	10 900 000
Résultat de base par action	72 MAD	57 MAD
Résultat dilué par action	72 MAD	57 MAD

II.17. Goodwill (Ecart d'acquisition)

En millions de MAD	31-déc-07	31-déc-06
Au 1er janvier	28,8	28,8
Valeur brute	87,0	87,0
Pertes de valeur cumulées	-58,2	-58,2
Au 31 décembre	28,8	28,8
Valeur brute	87,0	87,0
Pertes de valeur cumulées	58,2	-58,2
LAFARGE CEMENTS	19,5	19,5
GRAVEL MAROC	9,3	9,3
Total	28,8	28,8

L'écart d'acquisition constaté suite à l'acquisition complémentaire des titres ONA par SNI est comptabilisé directement dans les titres mis en équivalence.

II.18. Immobilisations incorporelles

En millions de MAD	Logiciels	Concessions brevets et droits similaires	Autres	Total
Valeurs brutes				
Au 1er janvier 2006	0,1	35,4	8,9	44,4
Acquisitions	-	0,1	0,8	0,9
Autres mouvements	10,3	-7,4	-1,0	1,9
Au 31 décembre 2006	10,4	28,1	8,7	47,2
Au 1er janvier 2007	10,4	28,1	8,7	47,2
Acquisitions	-	-	1,9	1,9
Autres mouvements	6,7	-2,2	-4,4	0,1
Au 31 décembre 2007	17,1	25,9	6,2	49,2
Amortissements et pertes de valeurs				
Au 1er janvier 2006	-0,1	-30,8	-0,1	-31,0
Amortissements	-1,9	-0,7	-0,4	-3,0
Autres mouvements	-4,5	4,5	-	-
Au 31 décembre 2006	-6,5	-27,0	-0,5	-34,0
Au 1er janvier 2007	-6,5	-27,0	-0,5	-34,0
Amortissements	-1,1	-1,2	-	-2,3
Autres mouvements	-2,7	2,3	0,4	-
Au 31 décembre 2007	-10,3	-25,9	-0,1	-36,3
Valeurs nettes				
Au 31 décembre 2006	3,9	1,1	8,2	13,2
Au 31 décembre 2007	6,8	0,1	6,1	12,9

(*) « Autres mouvements » : l'impact correspond principalement au reclassement par Lafarge Ciments de logiciels précédemment classés en « autres immobilisations incorporelles » et en « concessions, brevets et droits similaires » d'une valeur de 6,5 millions de dirhams vers le compte « Logiciels ».

Les amortissements et les pertes de valeur de la période sont comptabilisés au niveau des amortissements et provisions d'exploitation.

II.19. Immobilisations corporelles

En millions de MAD	Terrains	Construction	Matériel et outillage	Immobilisations en cours	Immeubles de placement	Autres	Total
Valeurs brutes							
Au 1er janvier 2006	87,0	494,2	2 359,8	413,9	8,4	113,9	3 477,2
Acquisitions	1,7	4,9	4,7	296,0	-	1,1	308,4
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	-4,2	-4,9	-41,1	-1,3	-8,4	-7,9	-67,9
Autres mouvements	12,6	76,7	528,2	-611,4	-	4,8	10,9
Au 31 Décembre 2006	97,1	570,9	2 851,6	97,2	-	111,9	3 728,6
Au 1er janvier 2007	97,1	570,9	2 851,6	97,2	-	111,9	3 728,6
Acquisitions	13,0	7,1	6,3	384,4	-	1,3	412,1
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	-	-3,7	-64,3	-	-	-5,9	-73,9
Autres mouvements	-	26,5	97,7	-125,3	-	1,1	-
Au 31 décembre 2007	110,1	600,8	2 891,3	356,3	-	108,4	4 066,9
Amortissement et pertes de valeurs							
Au 1er janvier 2006	-17,5	-215,0	845,5	-0,3	-	-79,1	-1 157,4
Amortissements	-1,0	-22,3	-94,1	-	-	-8,1	-125,5
Pertes de valeur	0,4	-	-	-	-	-	0,4
Reprises de pertes de valeur	-1,2	-2,9	0,4	-	-	-	-3,7
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	-	1,2	34,1	-	1,6	7,8	44,7
Autres mouvements	2,2	6,0	-	-	-1,6	-0,2	6,4
Au 31 décembre 2006	-17,1	-233,0	-905,1	-0,3	-	-79,6	-1 235,1
Au 1er janvier 2007	-17,1	-233,0	-905,1	-0,3	-	-79,6	-1 235,1
Amortissements	-1,2	-19,8	-108,9	-	-	-4,0	-133,9
Pertes de valeur	-	-14,6	31,3	-	-	-2,1	-47,9
Reprises de pertes de valeur	-	-	-	-	-	-	-
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	-	3,1	43,6	-	-	5,6	52,2
Autres mouvements	-	-0,5	1,5	-	-	-1,2	-0,1
Au 31 décembre 2007	-18,3	-264,8	-1 000,2	-0,3	-	-81,3	-1 364,8
Valeurs nettes							
Au 31 décembre 2006	79,9	337,9	1 946,4	96,9	-	32,3	2 493,5
Au 31 décembre 2007	91,8	336,1	1 891,1	356,0	-	27,1	2 702,1

Les acquisitions concernent principalement :

- Des terrains au niveau de Lafarge Ciments pour un montant de 13 MMAD concernant le reclassement de « Autres débiteurs » vers le compte « Terrains ». Ce traitement concerne les terrains acquis par les SCI au niveau de Lafarge Ciments ;
- Des constructions pour 7 MMAD dont 3 MMAD au niveau de Longométal Afrique relatifs à l'aménagement des dépôts de Casablanca et Marrakech et 1 MMAD au niveau de Leader Food pour la réhabilitation des locaux sinistrés par l'incendie ;
- Des installations techniques, matériel et outillages pour 6 MMAD concernant principalement des travaux d'électricité, des installations et des acquisitions diverses au niveau de Lafarge Béton pour 5 MMAD ;
- Des immobilisations corporelles en cours pour 384 MMAD, dont 303 MMAD au niveau de Lafarge Ciments concernant essentiellement le dédoublement de la ligne de production de l'usine de Tétouan et 62 MMAD au niveau de Lafarge Cementos relatifs à l'installation d'une station de broyage au niveau de l'usine de Tanger ;

Les cessions concernent principalement :

- Des installations techniques, matériel et outillages pour 64 MMAD au niveau de Lafarge Ciments relatifs à la cession de bulldozers et balayeuses aspirantes ;
- Des constructions pour 3 MMAD correspondant à un retrait suite à un inventaire au niveau de Lafarge Ciments ;
- Des autres immobilisations corporelles relatives à la cession de matériel de transport pour 3 MMAD et de mobilier et matériel de bureau pour 2 MMAD.

Les autres mouvements concernent essentiellement des reclassements des immobilisations achevées de « Immobilisations en cours » vers « Constructions » et « Installations techniques, matériel et outillages » pour 68 MMAD au niveau de Lafarge Ciments et 46 MMAD au niveau de Lafarge Cementos.

II.20. Participations dans les entreprises associées

Variation des titres de participations dans les entreprises associées

En millions de MAD		
Valeur des titres au 1er janvier 2006		6 578,4
Juste valeur des titres cotées dont		8 291,6
	ONA	6 216,2
	Cosumar	419,1
	Centrale Laitière	294,6
	Lesieur	491,3
	Sonasid	870,4
Part du groupe dans les résultats de l'exercice		330,3
Distribution de dividendes		-243,7
Augmentation de capital (NSI)		679,9
Entrée de périmètre de Wana		193,7
Autres variations de périmètre (a)		-695,3
Variation nette juste valeur sur instruments financiers		0,3
Ecart de conversion		-2,8
Autres		
Valeur des titres au 31 décembre 2006		6 840,8
Juste valeur des titres cotées dont		11 358,7
	ONA	9 020,5
	Cosumar	345,3
	Centrale Laitière	282,5
	Lesieur	399,9
	Sonasid	1 310,5
Part du groupe dans les résultats de l'exercice		28,0
Distribution de dividendes		-275,7
Augmentation de capital Wana		1 269,8
Réduction de capital NSI		-50,0
Variation de périmètre (acquisition complémentaire de ONA)		74,7
Variation nette juste valeur sur instruments financiers		0,2
Autres		0,5
Valeur des titres au 31 décembre 2007		7 888,3
Juste valeur des titres cotées dont		12 404,8
	ONA	9 449,4
	Cosumar	358,3
	Centrale Laitière	294,6
	Lesieur	417,6
	Sonasid	1 884,8

(a) Les autres variations de périmètre concernent :

- transfert de la plus-value sociale enregistré au niveau de NSI suite à l'acquisition de Sonasid auprès de SNI pour 629,8 Mdh
- sortie partielle de la Sonasid
- Acquisition complémentaire de ONA par SNI enregistrant un goodwill de 48,9 Mdh
- Acquisition des titres Wana par SNI en générant un goodwill de 14,9 Mdh.

II.21. Comptes simplifiés des principales sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence

Les participations dans les entreprises associées portent sur les entités suivantes :

- Entité 1 : Palier ONA à 33,8 %
- Entité 2 : Palier Lesieur à 20,7 %
- Entité 3 : Sonasid à 16,2 %
- Entité 4 : Palier Cosumar à 10,0 %
- Entité 5 : Centrale Laitière à 4,9 %

Les comptes publiés des principales sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence sont présentés ci-dessous. Les principales données financières des exercices 2006 et 2007 relatives à ces sociétés sont des données à 100% avant retraitement de consolidation.

Dans le cadre de la consolidation des comptes du Groupe, les comptes consolidés des sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence font l'objet de retraitements liés principalement aux opérations intercompagnies.

Les agrégats financiers du palier ONA et Sonasid, principales sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence se détaillent comme suit :

En millions de MAD	ONA	Sonasid
%détention au 31 décembre 2006	33,54%	16,22%
Chiffre d'affaires	28572,7	5670,8
Résultat des activités opérationnelles	1726,6	1033,9
Résultat net	1236,7	689,6
Part du groupe dans le résultat net	959,3	124,3
Capitaux propres au 31 décembre 2006	15619,8	3308,1
Part du groupe dans les capitaux propres	12329,2	312,9
Valeur des titres dans les comptes consolidés (titres MEE)	5366,1	536,8
Juste valeur des participations (valeur boursière)	9020,5	1310,5
Autres informations au bilan:		
Total Actif	39657	5444
Total Passif	39657	5444
%détention au 31 décembre 2007	33,82%	16,22%
Chiffre d'affaires	32834,7	6327,3
Résultat des activités opérationnelles	2238	1156,8
Résultat net	1515,3	786,1
Part du groupe dans le résultat net	1728,1	127,5
Capitaux propres au 31 décembre 2007	17205,2	3704,1
Part du groupe dans les capitaux propres	13504,1	377,1
Valeur des titres dans les comptes consolidés (titres MEE)	5839,6	601,1
Juste valeur des participations (valeur boursière)	9449,4	1884,8
Autres informations au bilan:		
Total Actif	46710,8	5604,1
Total Passif	46710,8	5604,1

II.22. Coentreprises

Le Groupe détient des intérêts dans des coentreprises (Cf. note 36). Comme indiqué dans la note 3.4, ces participations sont consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle.

L'impact des coentreprises consolidées selon la méthode de la consolidation proportionnelle sur les comptes du Groupe est le suivant :

En millions de MAD	Lafarge Béton	Lafarge Cementos	Lafarge Ciments	Gravel Maroc	Lafarge Maroc	Lafarge Plâtres	Total
Au 31 décembre 2006							
Informations relatives au bilan							
Actifs non courants	-27,1	-4,8	2 154,3	1,3	58,9	10,9	2 193,5
Actifs courants	138,1	198,5	886,9	7,9	180,5	20,1	1 432,0
Total des actifs	111,0	193,7	3 041,2	9,2	239,4	31,0	3 625,5
Passifs non courants	2,6	30,8	366,0	1,3	-	2,5	403,2
Passifs non courants	99,8	96,4	357,2	9,5	-1,2	15,0	576,7
Total des passifs	102,4	127,2	723,2	10,8	-1,2	17,5	979,9
Informations relatives au compte de résultat							
Produits	220,5	196,3	1 350,2	9,7	5,4	39,9	1 822,0
Charges	-212,6	-181,6	-1 013,2	-8,5	-3,1	-34,6	-1 453,6
Résultat net	7,9	14,7	337,0	1,2	2,3	5,3	368,4
Au 31 décembre 2007							
Informations relatives au bilan							
Actifs non courants	-18,0	50,4	2 336,1	0,6	459,8	23,3	2 852,2
Actifs courants	113,5	107,1	952,3	9,3	53,4	21,9	1 257,5
Total des actifs	95,5	157,5	3 288,4	9,9	513,2	45,2	4 109,7
Passifs non courants	3,3	29,8	393,4	1,7	-	3,0	431,2
Passifs non courants	107,3	107,1	397,0	6,8	14,6	21,8	654,6
Total des passifs	110,6	136,9	790,4	8,5	14,6	24,8	1 085,8
Informations relatives au compte de résultat							
Produits	218,1	216,5	1 579,9	12,3	8,6	46,8	2 082,2
Charges	-210,2	-168,4	-1 131,6	-10,2	-5,8	-39,9	-1 566,1
Résultat net	7,9	48,1	448,3	2,1	2,8	6,9	516,1

II.23. Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers du Groupe se décomposent en valeur nette comme suit :

En millions de MAD	31-déc-07	31-déc-06
Part non courante		
- Prêts et créances	43,2	44,5
- Actifs disponibles à la vente	1608,5	1615
Total	1651,7	1659,5

Les actifs disponibles à la vente comprennent les titres de participation non consolidés, les autres titres immobilisés et les titres et valeurs de placement non reclassées en équivalents de trésorerie.

L'ensemble de ces éléments est évalué à la juste valeur à la date de clôture.

Les actifs financiers disponibles à la vente se décomposent de la façon suivante au 31 décembre 2007 et 2006 :

En millions de MAD	Juste valeur	%d'intérêt	Capitaux propres	Résultat	Date de clôture
Au 31 décembre 2007					
Attijari WafaBank	1 537,2	2,59%	14 760,5	2 139,8	39 447,0
Autres	71,3				
Total	1 608,5				
Au 31 décembre 2006					
Attijari Wafabank	1 529,1	3,45%	13 489,3	1 929,9	39 082,0
Autres	85,9				
Total	1 615,0				

En décembre 2007, les autres prêts et créances sont composés principalement de :

- Dépôts et cautionnement d'un montant de 12,7 MMAD au niveau de la société Lafarge Ciments ;
- Prêts au personnel accordés par la société Lafarge Ciments d'un montant de 26,3 MMAD et par la société Lafarge Bétons d'un montant de 1,7 MMAD.

II.24. Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours se décomposent comme suit pour les exercices clos les 31 décembre 2007 et 2006 :

En millions de MAD	31-déc-07	31-déc-06
Stocks de marchandises	85,4	55,0
Stocks de matières et fournitures consommables	182,8	159,7
En-cours de production	1,0	3,0
Stocks de produits finis intermédiaires	35,1	27,0
Total des stocks en valeur brute	304,3	244,7
Montant de la perte de valeur en début de période	-16,0	-16,1
Perte de valeur constatée sur la période	-5,8	-9,3
Reprise de perte de valeur suite à des sorties et des cessions	5,4	1,8
Reprise de perte de valeur devenue sans objet	1,4	7,5
Autres mouvements	0,0	0,1
Montant de la perte de valeur en fin de période	-15,0	-16,0
Total des stocks et en cours, net	289,3	228,7

II.25. Créances clients et autres débiteurs

La valeur brute et la valeur de réalisation des créances clients et autres débiteurs au 31 décembre 2007 et 31 décembre 2006 sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

En millions de MAD	31-déc-07	31-déc-06
Clients et comptes rattachés	446,0	472,6
Dépréciation clients et comptes rattachés	-36,1	-31,0
Total Créances clients	409,9	441,6
Autres débiteurs	22,3	29,4
Compte de régularisation - Actif	6,6	16,6
Comptes d'associés débiteurs	1 192,8	475,4
Dépréciation autres débiteurs	-0,8	-4,3
Dépréciation personnel débiteur	-0,4	-0,3
Etat - débiteur	168,7	124,0
Fournisseurs débiteurs - Avances et acomptes	16,2	23,0
Personnel - débiteur	3,2	3,0
Total Autres débiteurs courants	1 408,6	666,8

En millions de MAD	31-déc-07	31-déc-06
Clients et comptes rattachés - part > 1 an	69,1	61,5
Dépréciation clients et comptes rattachés - part > 1 an	-57,3	-61,5
Total Autres débiteurs non courants	11,8	0,0

Les créances clients et comptes rattachés concernent essentiellement Longométal Afrique pour 175 MMAD et Lafarge Ciments pour 113 MMAD. Les comptes d'associés débiteurs s'élèvent à 1 193 MMAD et sont comptabilisés au niveau de SNI SA.

II.26. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de fonds de caisse, des soldes bancaires ainsi que des placements à court terme en instruments monétaires. Ces placements, d'échéance inférieure à trois mois, sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

En millions de MAD	31-déc-07	31-déc-06
Titres et valeur de placement - équivalents de trésorerie	701,6	858,0
Banque	40,1	37,2
Autres comptes de trésorerie	10,6	19,4
Total	752,3	914,6

II.27. Provisions

Les provisions courantes et non courantes s'analysent comme suit :

En millions de MAD	31-déc-07	31-déc-06
Provision environnement	12,5	12,5
Litiges	6,6	6,0
Garanties	30,2	78,7
Autres provisions pour risques et charges	28,6	49,6
Total	77,9	146,8

En millions de MAD	Solde au 01/01/07	Dotation de l'exercice	Reprise provisions utilisées	Reprise provisions non utilisées	Reclassement	Solde au 31 Décembre 2007
Provision environnement	12,5	-	-	-	-	12,5
Restructuration	0,6	-	-0,6	-	-	-
Litiges	6,0	0,9	-0,3	-	-	6,6
Garanties	78,7	1,1	-49,5	-	-	30,2
Autres provisions pour risques et charges	49,0	1,8	-20,8	-0,5	-0,9	28,6
Total	146,8	3,8	-71,3	-0,5	-0,9	77,9
Dont:						
- Part non courante	39,0	1,1	-2,5	-	-0,9	36,7
- Part courante	107,8	2,7	-68,8	-0,5	-	41,2

La diminution des provisions pour garanties est due essentiellement à la reprise de la provision pour garantie de passif sur la Société des Brasseries du Maroc d'un montant de 49 MMAD.

La diminution des provisions pour autres risques est due à la reprise d'une provision pour charges fiscales au niveau de Lafarge Cementos.

II.28. Avantages au personnel

Le Groupe participe à des régimes de retraites à cotisations définies. Par ailleurs, certains autres avantages postérieurs à l'emploi tels que la couverture médicale, les indemnités de départ en retraite et les médailles de travail font l'objet de provisions. L'ensemble de ces engagements est calculé sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, le taux d'inflation médicale, les augmentations de salaires futurs, le taux de rotation du personnel et les tables de mortalité.

Ces hypothèses sont généralement mises à jour annuellement. Les hypothèses retenues au 1^{er} janvier 2006, au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2007 se détaillent comme suit :

Au 1^{er} janvier 2006 :

Hypothèses économiques :

- Date d'évaluation :	01.01.2006
- Taux d'inflation :	1,50%
- Taux d'inflation médicale :	4%
- Taux d'actualisation	
Frais de santé	6,20% ou 6,95% selon les entités
Indemnités de fin de carrière et médailles de travail	6,20%
- Taux moyen des charges sociales	15.00%
- Taux d'augmentation des rémunérations (brut d'inflation)	3,50%
- Taux de revalorisation des indemnités forfaitaires	1,50%

Hypothèses démographiques :

- Mortalité	TVF 88-90
- Invalidité	Non prise en compte
- Taux de mobilité par tranches d'âges	

Tranches d'âges	Cadres	Non cadres
29 ans et avant	20.00%	10.00%
30 à 34 ans	10.00%	5.00%
35 à 39 ans	7.50%	3.75%
40 à 44 ans	5.00%	2.50%
45 à 49 ans	2.00%	1.00%
50 ans et plus	0.00%	0.00%

- Taux d'occupation jusqu'à la retraite
 - Age de départ à la retraite
- Identique à celui de la date d'évaluation
55 ans pour le personnel minier
60 ans pour le personnel non minier

Au 31 décembre 2006

- Date d'évaluation :
 - Taux d'actualisation
 - Frais de santé
 - Indemnités de fin de carrière
 - et médailles de travail
- 31.12.2006
Entre 3,90% à 4,60% selon les entités
Entre 3,45% et 4,30% selon les entités

Le reste des hypothèses économiques et démographiques est resté inchangé par rapport au 1^{er} janvier 2006.

Conformément à la méthode du corridor, seuls les écarts actuariels représentant plus de 10% du montant des engagements sont comptabilisés et amortis sur l'espérance de durée résiduelle probable moyenne de vie active des salariés du régime. En outre, la méthode du corridor n'est donc appliquée qu'à compter du 1^{er} janvier 2007.

Le Groupe estime que les hypothèses actuarielles retenues sont appropriées et justifiées mais les modifications qui y seront faites dans le futur peuvent cependant avoir un impact significatif sur le montant des engagements ainsi que sur le résultat du Groupe. Le test de sensibilité au taux d'actualisation est effectué à la date de clôture annuelle.

Au 31 décembre 2007

- Date d'évaluation :
 - Taux d'actualisation
 - Frais de santé
 - Indemnités de fin de carrière
 - et médailles de travail
- 31.12.2007
Entre 4,90% à 5,25% selon les entités
Entre 4,50% et 5,10% selon les entités

Le reste des hypothèses économiques et démographiques est resté inchangé par rapport au 1^{er} janvier 2006.

Conformément à la méthode du corridor, seuls les écarts actuariels représentant plus de 10% du montant des engagements sont comptabilisés et amortis sur l'espérance de durée résiduelle probable moyenne de vie active des salariés du régime.

Le Groupe estime que les hypothèses actuarielles retenues sont appropriées et justifiées mais les modifications qui y seront faites dans le futur peuvent cependant avoir un impact significatif sur le montant des engagements ainsi que sur le résultat du Groupe. Le test de sensibilité au taux d'actualisation est effectué à la date de clôture annuelle.

Les engagements du Groupe SNI vis-à-vis du personnel comprennent la couverture maladie post emploi ainsi que les indemnités de départ en retraite et les médailles de travail. Ils se détaillent comme suit au 31.12.2007 :

<i>en millions de MAD</i>	Retraites et indemnités assimilées		Avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi autres que les retraites	
	31-déc-07	31-déc-06	31-déc-07	31-déc-06
Montant des engagements à l'ouverture de l'exercice	9,8	8,9	101,5	66,7
Coût des services	1,3	1,1	3,3	1,8
Charge d'intérêt	0,4	0,1	4,6	4,5
Prestations payées	-	-	(2,6)	(2,3)
Pertes / Gains actuariels	(0,1)	(0,3)	(17,7)	30,9
Montant des engagements à la clôture de l'exercice	11,3	9,8	89,1	101,5

<i>en millions de MAD</i>	Retraites et indemnités assimilées		Avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi autres que les retraites	
	31-déc-07	31-déc-06	31-déc-07	31-déc-06
Valeur de marché des actifs affectés aux plans à l'ouverture	-	-	-	-
Cotisations de l'employeur	-	-	2,6	2,3
Prestations payées	-	-	(2,6)	(2,3)
Valeur de marché des actifs affectés aux plans à la clôture	-	-	-	-

Les charges constatées en compte de résultat se détaillent comme suit au 31.12.2007:

<i>en millions de MAD</i>	Retraites et indemnités assimilées		Avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi autres que les retraites	
	31-déc-07	31-déc-06	31-déc-07	31-déc-06
Coût des services	1,3	1,1	3,3	1,8
Charge d'intérêt	0,4	0,1	4,6	4,5
Amortissement des pertes/gains actuariels	-	(0,4)	1,7	-
Charge de la période	1,6	0,8	9,6	6,3

Ainsi, le montant des provisions au bilan se détaille comme suit au 31.12.2007:

<i>en millions de MAD</i>	Retraites et indemnités assimilées		Avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi autres que les retraites	
	31-déc-07	31-déc-06	31-déc-07	31-déc-06
Engagement net	(11,3)	9,8	(89,1)	101,5
Gains/Pertes actuariels non reconnus	(0,1)	0,1	11,5	(30,9)
Actif/Provision net figurant au bilan	(11,5)	9,9	(77,6)	70,6

en millions de MAD

	Avantages du personnel
Montant (Provisions) au 1er janvier 2006	(75,7)
Dotations de la période / Charges de la période (y compris les reprises de provision)	(7,1)
Reprises pour utilisation / Prestations payées	2,3
Montant (Provisions) au 31 décembre 2006	(80,5)
Montant (Provisions) au 1er janvier 2007	(80,5)
Dotations de la période / Charges de la période (y compris les reprises de provision)	(11,2)
Reprises pour utilisation / Prestations payées	2,6
Montant (Provisions) au 31 décembre 2007	(89,1)

Sensibilité de l'engagement par rapport au taux d'actualisation :

	31-déc-07
Sensibilité de l'engagement	-11%
Sensibilité du coût des services	-8%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	8%

Sensibilité de l'engagement par rapport au taux d'inflation médicale :

	31-déc-07
Sensibilité de l'engagement	24%
Sensibilité du coût des services	36%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	24%

Hypothèses de calcul des engagements :

en millions de MAD	Retraites et indemnités assimilées		Avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi autres que les retraites	
	31-déc-07	31-déc-06	31-déc-07	31-déc-06
Hypothèses (moyennes pondérées)				
Taux d'actualisation	4,71%	3,66%	5,24%	4,58%
Taux d'inflation médicale		4%	4%	4%
Taux d'augmentation des salaires	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%
Nombre de bénéficiaires :				
- Actifs	2 026	8 090	2 097	8 066
- Retraités	-	-	584	2 218

Evaluation des engagements :

<i>en millions de MAD</i>	Retraites et indemnités assimilées		Avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi autres que les retraites	
	31-déc-07	31-déc-06	31-déc-07	31-déc-06
Engagement brut à l'ouverture de l'exercice	9,8	8,9	101,5	66,7
- part non financée	9,8	8,9	101,5	66,7
- part financée				
Engagement brut à la clôture de l'exercice	11,3	9,8	89,1	101,5
- part non financée	11,3	9,8	89,1	101,5
- part financée				

Les autres avantages à long terme concernent les médailles de travail dont le montant est très peu significatif au 31 décembre 2007.

II.29. Dettes financières

Les dettes financières courantes et non courantes du Groupe se décomposent comme suit :

En millions de dirhams	2006	2007
Emprunts obligataires	1 200	2 400
Emprunts auprès des établissements de crédit	452	46
Total dettes financières non courantes	1 652	2 446
Emprunts auprès des établissements de crédit	123	152
Total dettes financières courantes	123	152
Total	1 775	2 598

En 2007, l'augmentation des dettes financières non courantes est relative à l'émission par SNI SA d'un nouvel emprunt obligataire d'un montant de 1 200 millions de dirhams.

La diminution des emprunts auprès des établissements de crédit s'explique par le remboursement de billets de trésorerie par SNI SA pour 400 millions de dirhams.

II.30. Dettes fournisseurs et autres créditeurs

En millions de dirhams	2006	2007
Dettes fournisseurs	377,4	386,9
Autres créditeurs	785,1	1 226,4
Etat Crédeur	273,9	235,0
Total dettes fournisseurs et autres créditeurs	1 436,4	1 848,3

La variation des autres créditeurs s'explique principalement par l'augmentation des comptes d'associés créditeurs au niveau de SNI. Les autres postes n'appellent pas à des commentaires particuliers.

II.31. Instruments financiers

Juste valeur des actifs financiers

En raison de leur caractère court terme, la valeur comptable des créances d'exploitation, de la trésorerie, des comptes courants de trésorerie est une estimation de leur juste valeur.

La juste valeur des autres instruments financiers est déterminée par référence au prix de marché résultant d'échanges sur une bourse de valeurs nationales ou un marché de gré à gré.

Lorsque aucun cours de marché coté n'est disponible, la juste valeur est estimée à partir d'autres méthodes de valorisation, telle que la valeur actualisée des flux de trésorerie. En tout état de cause,

l'estimation des valeurs de marché se fonde sur une certaine interprétation des informations de marché nécessaires à la valorisation. L'utilisation de différentes estimations, méthodes et hypothèses peut avoir un effet important sur les montants estimés de juste valeur. Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- Titres de participation dans des sociétés non consolidées :
 - ✓ Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est déterminée sur la base du cours de bourse publié le jour de la clôture considérée.
 - ✓ Pour les actions de sociétés non cotées, lorsque la juste valeur ne peut être déterminée de façon fiable, les titres sont valorisés à la quote-part de situation nette IFRS, ou à défaut à la quote-part de la situation nette établie selon les règles marocaines. En l'absence d'information sur la situation nette IFRS ou Maroc Gaap, les titres sont valorisés à leur coût.
- Instruments dérivés : la valeur de marché des opérations de taux, de change et de matières est estimée à partir de valorisations provenant des contreparties bancaires ou de modèles financiers communément utilisés sur les marchés financiers, sur la base des données de marché à la date de clôture de l'exercice.

Le tableau ci-après détaille la valeur comptable et la juste valeur des actifs financiers comptabilisés au bilan :

En millions de dirhams	2006		2007	
	Juste Valeur	<=>	Valeur comptable	
Clients et autres débiteurs	1 108,4		1 830,3	
Autres actifs financiers	1 659,5		1 651,7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	914,6		752,3	
Total	3 682,5		4 234,3	

Juste valeur des actifs financiers

En raison de leur caractère court terme, la valeur comptable des concours bancaires courants, des dettes fournisseurs et autres créditeurs et des emprunts à court terme apparaît comme une estimation de leur juste valeur.

La juste valeur des autres instruments financiers est déterminée par référence au prix de marché résultant d'échanges sur une bourse de valeurs nationales ou un marché de gré à gré.

Lorsque aucun cours de marché coté n'est disponible, la juste valeur est estimée à partir d'autres méthodes de valorisation, telle que la valeur actualisée des flux de trésorerie. En tout état de cause, l'estimation des valeurs de marché se fonde sur une certaine interprétation des informations de marché nécessaires à la valorisation. L'utilisation de différentes estimations, méthodes et hypothèses peut avoir un effet important sur les montants estimés de juste valeur. Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- Dettes de financement : la juste valeur des dettes de financement (emprunts obligataires, dettes auprès des établissements de crédit...) correspond à leur coût amorti (valeur nominale diminuée des frais d'émission de l'emprunt si ces derniers représentent au moins 1% de cette valeur).
- Instruments dérivés : la valeur de marché des opérations de taux et de change est estimée à partir de valorisations provenant des contreparties bancaires ou de modèles financiers communément utilisés sur les marchés financiers, sur la base des données de marché à la date de clôture de l'exercice.

Le tableau ci-après détaille la valeur comptable et la juste valeur des passifs financiers comptabilisés au bilan :

En millions de dirhams	2006		2007
	Juste Valeur	<=>	Valeur comptable
Fournisseurs et autres créditeurs	1 436,4		1 848,3
Dettes de financement	451,9		46,4
Concours bancaires courants	123,3		151,7
Emprunts obligataires	1 200,0		2 400,0
Total	3 211,6		4 446,4

Gestion des risques

De par ses activités, le groupe est exposé au risque de change et de matières premières.

Ces risques font l'objet d'une gestion décentralisée au niveau des filiales en concertation avec le holding.

Pour réduire et gérer son exposition aux risques de variations de change et de matières premières, SNI utilise des instruments dérivés qui sont ou non comptablement qualifiés de couverture.

Ces risques sont contrôlés par une équipe dédiée et indépendante, ayant la faculté le cas échéant de rapporter directement à la Direction Générale.

L'intégralité de ces dérivés est comptabilisée à la juste valeur au bilan.

• Risque de change

Le Groupe est amené à utiliser des instruments de couverture afin de réduire son exposition au risque de change en fonction des spécificités propres à chacune de ses filiales.

La politique du risque de change au sein du Groupe vise à couvrir les expositions budgétaires en devises hautement probables et /ou les engagements fermes à l'importation et à l'exportation en fonction de l'activité de chaque filiale.

Les expositions futures en devises sont déterminées dans le cadre d'une procédure budgétaire régulièrement réactualisée.

L'horizon de couverture est adapté au cycle de chaque filiale et n'excède pas généralement l'année à chaque date de clôture.

Les directives et procédures de gestion du risque de change sont déterminées dans le cadre de procédures et politiques de gestion adaptées à l'activité de chaque filiale.

Ces procédures intègrent les règles définies par le Groupe à savoir:

- ⇒ toute opération de couverture de change est adossée, en montant et maturité, à un sous-jacent économique interdisant ainsi toute opération spéculative.
- ⇒ la nature des instruments financiers utilisés en couverture est strictement limitée aux instruments de couvertures standard et liquides dans la mesure où, ils sont dans le sens de la position à gérer.

Sont donc autorisés les achats à terme, les ventes à terme et les achats d'options de type plain vanilla.

- ⇒ chaque filiale met en place un processus de contrôle interne et organise des audits périodiques.

Par ailleurs, le Groupe veille à l'adéquation des politiques de gestion du risque de change à chaque filiale avec son exposition en devise sous-jacente, notamment au travers d'une procédure mensuelle de reporting de change et organise périodiquement des audits au niveau du groupe.

⇒ Analyse de sensibilité du risque de change

Non applicable à SNI

• **Risque de matières premières**

Non applicable à SNI

⇒ Analyse de sensibilité du risque de matières premières

• **Risque de crédit et de contrepartie**

Le Groupe est exposé au risque de crédit en cas de défaillance d'une contrepartie. Le Groupe a mis en place des politiques visant à limiter son exposition au risque de contrepartie. Ces politiques reposent sur une sélection rigoureuse des contreparties en fonction de plusieurs critères (ex : actifs et capitaux propres, notations des agences de notation...), et selon les échéances de transaction.

Les tableaux suivants présentent les créances non apurées mais non dépréciées :

En millions de dirhams		31-déc.-07			
	Créances présentant un retard de paiement		Actifs dépréciés	Actifs sains	Total
	Moins d'un an	Plus d'un an	Total	Total	
Créances clients courants	31,9	1,9	36,1	418,2	488,1
Autres débiteurs courants			5,6	1 530,5	1 536,1
Total	31,9	1,9	41,7	1 948,7	2 024,2
<i>Elimination créances clients intra groupe</i>					(42,1)
<i>Eliminations créances débiteurs intra groupe</i>			(5,2)		(127,1)
Total net des créances clients courants					409,9
Total net des autres débiteurs courants					1 408,6

En millions de dirhams		31-déc.-06			
	Créances présentant un retard de paiement		Actifs dépréciés	Actifs sains	Total
	Moins d'un an	Plus d'un an	Total	Total	
Créances clients courants	35,2	9,1	31,0	453,6	528,9
Autres débiteurs courants			9,1	727,6	736,7
Total	35,2	9,1	40,1	1 181,2	1 265,6
<i>Elimination créances clients intra groupe</i>					(56,3)
<i>Eliminations créances débiteurs intra groupe</i>			(4,4)		(65,2)
Total net des créances clients courants					441,6
Total net des autres débiteurs courants					666,8

II.32. Contrats de location simple

Le résultat opérationnel courant inclus une charge de loyer relative aux contrats de location simple de 25 MMAD au 31 décembre 2007 et de 23 MMAD au 31 décembre 2006.

Les montants des loyers futurs au titre des contrats de location simple non résiliables, sont les suivants :

En millions de dirhams	2006	2007
2007	23,3	24,7
2008	0,5	0,2
2009	0,5	0,2
2010	0,5	0,2
2011	0,5	0,2
2012	0,5	0,2
2013 et au-delà	0,5	-
Total dettes fournisseurs et autres créditeurs	26,3	25,7

II.33. Autres engagements

Engagements donnés dans le cadre de l'activité courante

Les engagements donnés par le Groupe SNI se décomposent comme suit :

En millions de dirhams	2006	2007
Avals, cautions et garanties donnés	425,9	481,8
Autres engagements donnés	1 094,0	953,9
Total	1 519,9	1 435,7

Actifs faisant l'objet d'engagements

Les engagements donnés concernent essentiellement Lafarge Ciments : 851 MMAD correspondent à des engagements d'investissement pour le dédoublement de la ligne de Tétouan et 536 MMAD sont relatifs à des engagements sur le financement des importations.

Engagements reçus

Les engagements reçus par le Groupe SNI se décomposent comme suit :

En millions de dirhams	2006	2007
Avals, cautions et garanties reçus	179,4	300,8
Nantissements et hypothèques reçus	12,4	0,1
Autres engagements reçus	4,5	-
Total	196,3	300,9

Les engagements reçus concernent essentiellement Lafarge Ciments et correspondent pour 202 millions de dirhams à des cautions reçues de la part des fournisseurs

Autres informations

A fin décembre 2007, les principales lignes de crédit autorisées et non utilisées par les entités du Groupe SNI se présentent comme suit :

En millions de dirhams	2007	2006
Ligne de crédit bancaire*	8,0	-
Total	8,0	-

*Il s'agit d'autorisations accordées mais non débloquées par la BMCE à Leader Food.

II.34. Passifs éventuels

Le Groupe a des passifs éventuels se rapportant à des garanties bancaires et autres éléments survenant dans le cadre habituel de ses activités. Le Groupe ne s'attend pas à ce que ces éléments donnent lieu à des passifs significatifs.

II.35. Parties liées

Les avantages accordés aux principaux dirigeants se décomposent comme suit :

En millions de dirhams	2006	2007
Avantages à court terme	5,4	8,5
Indemnités de fin de contrat de travail	0,0	0,1
Total	5,4	8,6

La rémunération des administrateurs et des membres du comité de direction incluses dans les charges de la période se décompose comme suit :

En millions de dirhams	2006	2007
Administrateurs	1,2	1,2
Membres du comité de direction	5,4	8,6
Total	6,6	9,8

Concernant les transactions avec les autres parties liées, il s'agit des entreprises détenues entre 20 % et 50% sur lesquelles SNI SA exerce une influence notable ou un contrôle conjoint, et consolidées selon la méthode de la mise en équivalence ou de l'intégration proportionnelle.

Les transactions avec ces entreprises se font sur une base de prix de marché.

Elles se détaillent comme suit :

En millions de dirhams	2006	2007
Actif		
Créances clients	78,7	64,3
Autres débiteurs courants	328,2	1796,5
	406,9	1 860,8
Passif		
Dettes fournisseurs	141,9	37,8
Autres dettes courantes	650,4	1065,7
Autres dettes à long terme		
	792,3	1 103,5

En millions de dirhams	2006	2007
Chiffres d'affaires	265,9	329,8
Autres produits	0,5	0,2
Achats et autres charges externes	(417,0)	(486,9)
Autres	(25,4)	(14,7)
	-176,0	-171,6

II.36. Tableaux des flux de trésorerie

Il n'y a pas eu de cession de filiales dans le Groupe SNI en 2007.

Il n'y a pas eu d'acquisition de filiales dans le Groupe SNI en 2007.

II.37. Détail de l'incidence de la variation du BFR sur la trésorerie de l'exercice

En millions de dirhams	2006	2007
Variation de stocks	(37,6)	(60,6)
Variation des créances	316,6	(721,8)
Variation des dettes	(340,5)	411,1
Variation du BFR	(61,5)	(371,3)

II.38. Réconciliation de la trésorerie affichée au bilan et au tableau de flux de trésorerie

En millions de dirhams	2006	2007	Variation
Trésorerie et équivalents de trésorerie- bilan actif	914,6	752,3	(162,3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie- bilan passif*	117,5	145,9	(28,
Trésorerie nette -bilan	797,1	606,4	(190,7)
Trésorerie et équivalents de trésorerie -TFT	797,1	606,4	(190,7)

* Le montant de la trésorerie au passif est inclus dans le poste dettes financières courantes (dette envers les établissements de crédit).

II.39. Evénements postérieurs à la clôture

Au cours du premier trimestre 2008, SNI a acquis une participation à hauteur de 32,9% dans le capital de la SOMED auprès d'actionnaires institutionnels émiratis et privés marocains. Le montant de l'opération s'élève à 1,234 milliard de dirhams.

II.40. Périmètre de consolidation

Filiales	déc-07			déc-06		
	% d'intérêt	% contrôle	Méthode	% d'intérêt	% contrôle	Méthode
Lafarge Maroc	50,0	50,0	Proportionnelle	50,0	50,0	Proportionnelle
Lafarge Ciments	34,9	50,0	Proportionnelle	34,9	50,0	Proportionnelle
Lafarge Cementos	34,3	50,0	Proportionnelle	34,3	50,0	Proportionnelle
Lafarge Beton	34,6	50,0	Proportionnelle	34,6	50,0	Proportionnelle
Lafarge Plâtres	50,0	50,0	Proportionnelle	50,0	50,0	Proportionnelle
Gravel Maroc	34,9	50,0	Proportionnelle	34,9	50,0	Proportionnelle
Sonasid	16,2	16,2	Equivalence	16,2	16,2	Equivalence
Groupe ONA	33,8	33,8	Equivalence	33,5	33,5	Equivalence
Leader Food	100,0	100,0	Globale	100,0	100,0	Globale
Lesieur Cristal	20,7	20,7	Equivalence	20,7	20,7	Equivalence
Sapino	34,0	34,0	Equivalence	34,0	34,0	Equivalence
Renault Maroc	20,0	20,0	Equivalence	20,0	20,0	Equivalence
SNI SA	100,0	100,0	Mère	100,0	100,0	Mère
Longometal Afrique	99,0	99,0	Globale	99,0	99,0	Globale
Ohio	100,0	100,0	Globale	100,0	100,0	Globale
Financière de prise de participation	99,0	99,0	Globale	99,0	99,0	Globale
Cosumar	10,0	10,0	Equivalence	10,0	10,0	Equivalence
Centrale Laitière	5,0	5,0	Equivalence	5,0	5,0	Equivalence
Wana Corporate	49,0	49,0	Equivalence	49,0	49,0	Equivalence
NSI	25,0	25,0	Equivalence	25,0	25,0	Equivalence

III. COMPTES SOCIAUX

III.1. Règles et méthodes comptables

Les comptes sociaux ont été établis conformément au Plan Comptable Général Marocain.

III.1.1. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire, en fonction de la durée de vie de chaque immobilisation, prévue comme suit :

- Constructions 20 ans
- Mobilier, Matériel de bureau et Aménagement 10 ans
- Matériel informatique 3 à 5 ans

III.1.2. Immobilisations financières

Les prêts immobilisés sont exclusivement constitués de prêt au personnel pour l'acquisition de logement d'habitation principale.

Les participations et autres titres immobilisés sont comptabilisés à leur prix d'acquisition.

Pour les participations non stratégiques, les provisions pour dépréciation sont calculées par rapport à la valeur d'inventaire. Cette dernière est déterminée, selon les cas, par référence à :

- la quote-part du Groupe dans l'actif net ;
- la valeur boursière.

S'agissant des participations stratégiques, la valeur d'usage est déterminée par rapport à la valeur économique estimée de la société en considération, de ses perspectives de résultat, et/ou des motifs sur lesquels reposait la transaction d'origine.

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur comptable.

Les titres de placement sont comptabilisés à leur prix d'acquisition.

Une provision pour dépréciation des titres non cotés est enregistrée lorsque la quote-part d'actif net détenue est inférieure au coût d'achat.

Pour les titres cotés, la dépréciation est constatée quand leur valeur d'inventaire est supérieure au cours de la bourse.

III.2. Bilans sociaux 2005–2007

ACTIF	2005	2006	2007
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS	2,9	1,9	3,5
Frais préliminaires	-	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	2,9	1,9	3,5
Primes de remboursement des obligations	-	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	-	-
Immobilisations en recherche et développement	-	-	-
Projets informatiques	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	30,6	29,9	29,5
Terrains	25,2	25,2	25,2
Constructions	3,8	3,5	3,2
Matériel et outillage	-	-	-
Matériel de transport	-	-	-
Mobilier et matériel de bureau et aménagement divers	1,6	1,2	1,1
Autres immobilisations corporelles	-	-	-
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	8 078,8	9 016,9	9 871,9
Prêts immobilisés	0,5	0,3	0,2
Autres créances financières	-	0,0	0,0
Titres de participation	7 440,0	8 397,5	9 399,8
Autres titres immobilisés	638,3	619,0	471,8
ÉCARTS DE CONVERSION-ACTIF	-	-	-
Diminution des créances immobilisés	-	-	-
Augmentation des dettes de financement	-	-	-
TOTAL I	8 112,3	9 048,6	9 904,9
STOCKS	-	-	-
Matières et fournitures consommables	-	-	-
Produits en cours	-	-	-
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	1 082,5	548,0	1 291,2
Fournisseurs, avances et acomptes	-	-	-
Clients et comptes rattachés	15,3	25,6	23,6
Personnel	-	0,0	0,0
État débiteur	9,5	12,6	42,2
Associés et groupes	630,1	497,8	1 215,4
Autres débiteurs	427,6	11,8	9,9
Comptes de régularisations Actif	-	0,2	0,0
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT	0,8	0,8	0,9
ÉCARTS DE CONVERSION- ACTIF	-	-	-
TOTAL II	1 083,3	548,8	1 292,1
TRÉSORERIE -ACTIF	-	-	-
Banques et C.C.P	5,7	0,6	0,6
Caisses	-	0,0	0,0
TOTAL III	5,7	0,6	0,6
TOTAL GÉNÉRAL	9 201,3	9 598,0	11 197,7

En Mdh

PASSIF	2005	2006	2007
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	1 090,0	1 090,0	1 090,0
Primes d'émission, de fusion et d'apport	375,0	375,0	375,0
Réserve légale	109,0	109,0	109,0
Autres réserves	3 184,1	3 184,1	3 184,1
Report à nouveau	38,7	1267,7	2 013,0
Résultat net	1 534,2	1072,2	740,7
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	6 331,0	7098,0	7 511,7
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES	-	-	31,0-
Subventions d'investissement	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	31,0
DETTES DE FINANCEMENT	1 200,0	1 600,0	2 400,0
Emprunts obligataires	1 200,0	1 200,0	2 400,0
Autres dettes de financement	-	400-	-
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES	-	-	90,0
Provisions pour risques et charges	-	-	90,0
ÉCART DE CONVERSION PASSIF	-	-	-
Augmentation des créances immobilisés	-	-	-
Diminution des dettes de financement	-	-	-
TOTAL I	7 531,0	8 698,3	10 032,7
DETTES DU PASSIF CIRCULANT	1 248,6	813,3	1 127,0
Fournisseurs et comptes rattachés	8,1	2,7	9,0
Personnel	2,1	2,6	2,9
Organismes sociaux	0,2	0,3	0,4
État – créiteur	9,9	141,6	53,2
Comptes courants d'associés	745,9	656,6	1 028,3
Autres créanciers	472,7	2,6	1,9
Comptes de régularisation - Passif	9,7	6,9	31,1
PROVISIONS MOMENTANÉES POUR RISQUES	12,9	82,4	33,9
ÉCARTS DE CONVERSIONS PASSIF	-	-	-
TOTAL II	1 261,5	895,7	1 160,9
TRÉSORERIE PASSIF	408,8	4,3	3,9
Banques (soldes créditeurs)	-	-	-
Crédits de trésorerie	408,8	4,3	3,9
TOTAL III	408,8	4,3	3,9
TOTAL GÉNÉRAL	9 201,3	9 598,0	11 197,7

III.3. Comptes de Produits et Charges sociaux 2005–2007

	2005	2006	2007
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Vente de biens et services	36,9	81,4	102,4
Chiffres d'affaires	36,9	81,4	102,4
Autres produits d'exploitation	1,2	1,1	0,7
Reprises d'exploitation transferts de charges	-	-	-
TOTAL	38,1	82,5	103,1
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats consommés de matières	0,3	0,2	0,2
Autres charges externes	34,7	41,5	30,9
Impôts et taxes	2,2	0,8	0,8
Charges de personnel	7,3	8,4	11,5
Autres charges d'exploitation	1,2	1,2	1,2
Dotations d'exploitation	1,9	1,8	2,3
TOTAL	47,5	53,9	46,9
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(9,3)	28,6	56,3
PRODUITS FINANCIERS			
Produits des titres de participation	713,2	425,3	479,7
Gains de change	-	-	-
Intérêts et autres produits financiers	27,7	23,6	29,8
Reprises financières	134,6	84,4	3,6
TOTAL	875,4	533,3	513,1
CHARGES FINANCIÈRES			
Charges d'intérêts	103,3	108,9	141,4
Pertes de change	-	-	-
Dotations financières	184,5	0,1	9,5
TOTAL	287,8	109,0	151,0
RÉSULTAT FINANCIER	587,7	424,3	362,1
RÉSULTAT COURANT	578,3	452,9	418,4
PRODUITS NON COURANTS			
Produits de cession d'immobilisations	1 051,1	1 136,5	1 083,4
Autres produits non courants	0,9	-	-
Reprises non courantes	40,2	-	-
TOTAL	1 092,2	1 136,5	1 132,9
CHARGES NON COURANTES			
V.N.A des immobilisations cédées	132,3	319,0	603,3
Autres charges non courantes	1,3	0,2	44,1
Dotations non courantes	-	69,5	122,1
TOTAL	133,6	388,8	769,5
RÉSULTAT NON COURANT	958,6	747,7	363,4
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	1 537,0	1 200,6	781,8
Impôt sur les sociétés	2,8	128,4	41,1
RÉSULTAT NET	1 534,2	1 072,2	740,6

En Mdh

III.4. Tableaux de Financement sociaux 2005–2007

En millions de dirhams	EXERCICE 2005		EXERCICE 2006		EXERCICE 2007	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
Autofinancement		470,7		(132,9)		62,8
Capacité d'autofinancement		754,1		172,3		389,8
Distributions		283,4		305,2		327,0
Cessions et réductions d'immobilisations		1 485,9		1 136,8		1 083,5
Réduction de capital de filiales		434,7		-		450,0
Produits de cessions d'immobilisations financières		1 051,1		1 136,5		1 083,4
Récupération sur créances immobilisées		0,1		0,3		0,0
Augmentation des capitaux propres		-		-		-
Augmentation des dettes de financement		-		400,0		1 200,0
TOTAL DES RESSOURCES STABLES		1 956,6		1 403,9		2 346,2
Acquisitions et augmentations d'immobilisations	1 671,3		1 173,2		1 467,9	
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-		-		3,2	
Acquisitions d'immobilisations corporelles	25,0		0,2		0,2	
Acquisitions d'immobilisations financières	1 646,3		1 173,0		1 464,3	
Augmentations des créances immobilisées	-		0,0		-	
Remboursement des capitaux propres	-		-		-	
Remboursement des dettes de financement	-		-		400,0	
Emplois en non valeurs	-		-		-	
TOTAL DES EMPLOIS STABLES	1 671,3		1 173,2		1 867,9	
VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT	694,4			168,7	477,9	
VARIATION DE LA TRÉSORERIE		409,1	399,4		372,2	

En Mdh

III.5. Etat des Soldes de Gestion sociaux 2005–2007

TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS		2005	2006	2007
+	Ventes de marchandises	-	-	-
-	Achats revendus de marchandises	-	-	-
=	MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ÉTAT	-	-	-
+	PRODUCTION DE L'EXERCICE	36,9	81,4	102,4
	Ventes de biens et services	36,9	81,4	102,4
	Variation de stocks de produits	-	-	-
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	-	-	-
-	CONSOMMATION DE L'EXERCICE	35,0	41,8	31,1
	Achats consommés de matières et de fournitures	0,3	0,2	0,2
	Autres charges externes	34,7	41,6	30,9
=	VALEUR AJOUTÉE	1,9	39,7	71,3
+	Subventions d'exploitation	-	-	-
-	Impôts et taxes	2,2	0,8	0,8
-	Charges de personnel	7,3	8,4	11,5
=	EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	(7,5)	30,5	58,9
+	Autres produits d'exploitation	1,2	1,1	0,8
-	Autres charges d'exploitation	1,2	1,2	1,2
+	Reprises d'exploitation ;transferts de charges	-	0,0	0,0
-	Dotations d'exploitation	1,9	1,7	1,9
=	RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(9,3)	28,6	56,3
+	RÉSULTAT FINANCIER	587,7	424,3	362,1
=	RÉSULTAT COURANT	578,0	452,9	418,4
+	RÉSULTAT NON COURANT	958,7	747,7	363,4
-	IMPOTS SUR LES RÉSULTATS	2,8	128,4	41,1
=	RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	1 534,2	1 072,2	740,7

En Mdh

III.6. Etat des informations complémentaires – comptes sociaux 2005

III.6.1. Actif immobilisé

En millions de dirhams	Brut au 31/12/2004	Acquisitions Augmentations	Cessions Diminutions	Brut au 31/12/2005
Immobilisations en non valeur	4,8	-	-	4,8
Immobilisations autres que financières	14,0	25,0	-	39,0
Immobilisations financières	0,5	-	0,1	0,4
Titres de participations	6 746,1	1 646,3	566,9	7 825,5
Autres titres immobilisés	648,7	-	-	648,7
Total de l'actif immobilisé	7 414,1	1 671,3	567,0	8 518,4

En millions de dirhams	Brut au 31/12/2005	Dont à 1 an au plus	Dont à plus d'1 an	Dont sociétés apparentées
Prêts immobilisés	0,4	0,2	0,2	-
Créances immobilisés	-	-	-	-
Total de l'actif immobilisé	0,4	0,2	0,2	-

III.6.2. Titres de participation

En millions de dirhams		
Solde au 31 décembre 2004		6 746,1
Réévaluation de titres		918,3
Renault	24,8	
Lafarge Maroc	489,0	
Cosumar	257,6	
Lesieur Cristal	146,9	
Augmentation de capital		155,5
Leader Food	40,1	
Longométal Afrique	115,4	
Réduction de capital		434,7
Financière d'emballages	434,7	
Acquisition de titres		360,8
Centrale Laitière	199,0	
ONA	161,8	
Acquisition de participations		79,7
AM Invest Morocco	60	
Nouvelles Sidérurgies Industrielles	0,3	
Régularisation des titres FDE	19,4	
Solde au 31 décembre 2005		7 825,5

III.6.3. Autres titres immobilisés

En millions de dirhams	
Solde au 31 décembre 2004	648,7
Solde au 31 décembre 2005	648,7

Les autres titres immobilisés n'ont subi aucun changement par rapport à l'exercice 2004.

III.6.4. Amortissements et provisions de l'actif immobilisé

En millions de dirhams	Montant au 31/12/2004	Dotations	Reprises Reclassement	Montant au 31/12/2005
Immobilisations en non valeur	0,9	1,0	-	1,9
Immobilisations autres que financières	7,4	0,9	-	8,3
Immobilisations financières	-	-	-	-
Titres de participations	201,0 (1)	184,5	-	385,5
Autres titres immobilisés	18,0	-	7,6 (2)	10,4
Total de l'actif immobilisé	227,3	186,4	7,6	406,1

(1) ces dotations concernent les titres Leader Food pour 40,1 Mdh, Longométal Afrique pour 115,4 Mdh et Financière d'Emballages pour 29,0 Mdh

(2) la reprise de 7,6 Mdh concerne les titres Managem.

III.6.5. Actif circulant

En millions de dirhams	Montant brut au 31/12/2005	Dont à 1 an au plus	Dont à plus d'1 an	Dont sociétés apparentées
Clients et comptes rattachés	15,3	15,3	-	15,3
Etat débiteur	9,5	9,5	-	-
Comptes d'associés débiteurs	634,6	634,6	-	634,6
Autres débiteurs	427,6	427,6	-	9,8
Titres et valeurs de placement	4,5	-	4,5	0,6
Total Actif Circulant	1 091,5	1 087,0	4,5	660,3

Situation des provisions de l'actif circulant

En millions de dirhams	Montant au 31/12/2004	Dotations	Reprises Reclassement	Montant au 31/12/2005
Comptes d'associés débiteurs	131,5	-	127,0 (1)	4,5
Titres et valeurs de placement	3,7	-	-	3,7
Total	135,2	-	127,0	8,2

(1) la reprise de 127,0 Mdh correspond à la provision sur compte courant Longométal Afrique.

III.6.6. Passif

Capital social

Le capital social au 31/12/2005 se compose de 10 900 000 actions de valeur nominale de 100 Dh chacune, entièrement libérée.

Primes et réserves

Les primes et réserves sont passées de 3 670,1 Mdh au 31/12/2004 à 3 706,8 Mdh au 31/12/2005 suite à l'affectation du résultat de l'exercice 2004 pour 320,1 Mdh décidée par l'AGO du 25 mai 2005, ayant donné lieu à la distribution de dividendes pour 283,4 Mdh et à l'inscription au report à nouveau pour un montant de 38,7 Mdh.

Capitaux propres

Les capitaux propres, sous l'effet généré de la gestion 2005, s'élèvent à 6 331,0 Mdh.

III.6.7. Dettes de financement

Les dettes de financement concernent exclusivement l'emprunt obligataire pour lever des fonds de 1 200 Mdh lancé au cours de l'exercice 2004.

III.6.8. Dettes du passif circulant

En millions de dirhams	Montant brut au 31/12/2005	Dont à 1 an au plus	Dont sociétés apparentées
Fournisseurs et comptes rattachés	8.1	8.1	
Dettes sociales et fiscales	12.2	12.2	
Comptes d'associés créditeurs	745.9	745.9	745.9
Autres dettes	495.3	495.3	
Total	1 261.5	1 261.5	745.9

Les autres dettes comprennent principalement l'acquisition de titres pour 463,7 Mdh, des agios pour 9,7 Mdh et une provision pour autres risques de 12,9 Mdh.

III.6.9. Résultat d'exploitation

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond aux rémunérations des prestations fournies par SNI S.A à ses filiales. Son montant s'établit à 36,9 Mdh contre 37,0 Mdh au 31/12/2004.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation s'établissent à 47,5 Mdh au 31/12/2005 contre 27,9 Mdh au 31/12/2004. Cette variation de 19,6 s'explique principalement comme suit :

- Rémunération de gestion (+ 2,8 Mdh)
- Honoraires (+ 14,4 Mdh)
- Impôts et taxes (+1,4 Mdh)

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation enregistre un solde négatif de -9,3 Mdh contre +9,8 Mdh au 31/12/2004, sous l'effet de l'augmentation des charges d'exploitation.

III.6.10. Résultat financier

Produits de participation

Le montant des produits de participation est passé de 425,5 Mdh à 713,1 Mdh, soit une augmentation de 287,6 Mdh.

Cette augmentation est consécutive d'une part, au relèvement du dividende ordinaire et à la distribution de dividendes exceptionnels et d'autre part par le dividende rattaché aux acquisitions de titres en 2004.

Charges d'intérêt

Les charges d'intérêt totalisent 103,3 Mdh contre 128,5 Mdh en 2004.

Le recul des charges d'intérêt est la conséquence du remboursement des avances en comptes courants aux filiales suite à la mobilisation des ressources de dividendes servis par ces dernières.

Dotations financières

Poursuivant l'effort de provisionnement du portefeuille, les dotations financières totalisent 184,5 Mdh contre 108,9 Mdh au 31/12/2004. Ces dotations concernent essentiellement la participation de SNI S.A. dans Leader Food et Longométal Afrique pour un montant de 40,1 Mdh et 115,4 Mdh respectivement.

III.6.11. Résultat non courant

En millions de dirhams	
Plus values nettes sur cession de :	+918,9
- Lafarge Maroc	488,9
- Cosumar	257,6
- Lesieur Cristal	146,9
- Renault Maroc	24,8
- Berliet Maroc	0,7
Reprises non courantes	+40,2
Autres produits non courants	+0,9
Autres charges non courantes	-1,3
Résultat non courant	+958,7

III.6.12. Engagements financiers

Au 31/12/2005, l'encours des avals et cautions donnés exclusivement par SNI S.A pour les sociétés filiales se présente comme suit :

Engagements donnés

Néant.

Engagements reçus

Il s'agit des hypothèques reçues en garantie des prêts au logement accordés au personnel pour un montant de 0,6 Mdh.

III.6.13. Titres de participation

Raison sociale de la société émettrice	Valeur	Nombre d'actions	Nombre de titres détenus	Taux de participation	Prix d'acquisition	Provision pour dépréciation	Valeur nette comptable
Sonasid	390 000 000	3 900 000	802 229	20,57	284,1	-	284,1
Nlles Siderurgies Industrielles	300 000	3 000	3 000	100,00	0,3	-	0,3
TOTAL MATERIAUX DE CONSTRUCTION					284,4		284,4
Leader Food	37 300 000	373 000	373 000	100,0	173,3	173,3	-
Centrale Laitiere	94 200 000	942 000	46 767	4,96	263,1	-	263,1
Cosumar	419 105 700	4 191 057	419 068	10,00	296,8	-	296,8
Lesieur Cristal	276 315 100	2 763 151	571 279	20,67	229,4	-	229,4
TOTAL AGRO-ALIMENTAIRE ET BOISSONS					962,6	173,3	789,3
Berliet	125 000 000	1 250 000	125 534	10,04	5,3	-	5,3
Renault	50 000 000	312 500	62 500	20,0	27,8	-	27,8
Longometal Afrique	13 600 000	136 000	134 640	99,0	168,4	168,4	-
TOTAL DISTRIBUTION					201,5	168,4	33,1
ONA	1 746 245 000	17 462 450	5 814 996	33,3	5 005,7	-	5 005,7
Lafarge Maroc	1 537 726 200	15 377 262	7 688 631	50,0	1 257,6	-	1 257,6
OHIO	9 000 000	18 000	17 998	99,99	9,0	-	9,0
Financière d'Emballages	300 000	300	297	99,00	44,7	43,8	0,9
AM Invest Morocco	215 000 000	2 150 000	600 000	27,91	60,0	-	60,0
TOTAL HOLDINGS ET PORTEFEUILLE					6 377,0	43,8	6 333,2
TOTAL DES TITRES DE PARTICIPATION					7 825,5	385,5	7 440,0

III.6.14. Autres titres immobilisés

Raison sociale de la société émettrice	Nombre de titres détenus	Prix d'acquisition	Provision pr dépréciation	Valeur nette comptable
Titres de placement				
Attijariwafa bank	673 203	619,0	-	619,0
Managem	52 279	29,7	10,4	19,3
Total des titres et valeurs de placement		648,7	10,4	638,3

III.6.15. Titres et valeurs de placement

Raison sociale de la société émettrice	Nombre de titres détenus	Prix d'acquisition	Provision pr dépréciation	Valeur nette comptable
Titres de placement				
Lafarge Ciments	480	0,6	-	0,6
RAM	10 000	0,2	-	0,2
BNDE	35 901	3,7	3,7	-
Total des titres et valeurs de placement		4,5	3,7	0,8

III.7. Etat des informations complémentaires – comptes sociaux 2006

III.7.1. Actif immobilisé

En millions de dirhams	Brut au 31/12/2005	Acquisitions Augmentations	Cessions Diminutions	Brut au 31/12/2006
Immobilisations en non valeur	4,8	-	-	4,8
Immobilisations autres que financières	39,0	0,3		39,0
Immobilisations financières	0,4	0,1	0,2	0,3
Titres de participations	7 825,5	1 173,0	289,4	8 709,1
Autres titres immobilisés	648,7		29,7	619,0
Total de l'actif immobilisé	8 518,4	1 173,1	319,3	9 372,2

En millions de dirhams	Brut au 31/12/2005	Dont à 1 an au plus	Dont à plus d'1 an	Dont sociétés apparentées
Prêts immobilisés	0,3	0,1	0,2	-
Créances immobilisés	-	-	-	-
Total de l'actif immobilisé	0,3	0,1	0,2	-

III.7.2. Titres de participation

En millions de dirhams		
Solde au 31 décembre 2005		7 825,5
Acquisition de titres		1 173,0
Nouvelles Sidérurgies Industrielles	903,6	
Wana	220,5	
ONA	48,9	
Cessions		289,4
Sonasid	284,1	
Berliet Maroc	5,3	
Solde au 31 décembre 2006		8 709,1

III.7.3. Autres titres immobilisés

En millions de dirhams	
Solde au 31 décembre 2004	648,7
Cessions :	
Managem	29,7
Solde au 31 décembre 2005	619,0

Les autres titres immobilisés n'ont subi aucun changement par rapport à l'exercice 2005.

III.7.4. Amortissements et provisions de l'actif immobilisé

En millions de dirhams	Montant au 31/12/2006	Dotations	Reprises Reclassement	Montant au 31/12/2006
Immobilisations en non valeur	1,9	1,0		2,9
Immobilisations autres que financières	8,3	0,8		9,1
Immobilisations financières	-	-	-	-
Titres de participations	385,5	0,1 (3)	74,0	311,6
Autres titres immobilisés	10,4	(4)	10,4	-
Total de l'actif immobilisé	406,1	1,9	84,4	323,6

(3) Cette dotation mesure la dépréciation des titres de la Financière de prises de Participations (nouvelle raison sociale de la Financière d'Emballage).

(4) Les reprises concernent les titres Longométal Afrique (-67,9 Mdh), Leader Food (-6,1 Mdh), logés en titres de participations, et Managem inscrits en autres titres immobilisés.

En millions de dirhams	Montant brut au 31/12/2006	Dont à 1 an au plus	Dont à plus d'1 an	Dont sociétés apparentées
Clients et comptes rattachés	25,6	25,6		25,6
Etat débiteur	12,6	12,6		
Comptes d'associés débiteurs	502,3	502,3		502,3
Autres débiteurs	12,0	12,0		9,3
Titres et valeurs de placement	4,5		4,5	0,6
Total Actif Circulant	557,0	552,5	4,5	537,8

III.7.5. Actif circulant

Situation des provisions de l'actif circulant

En millions de dirhams	Montant au 31/12/2005	Dotations	Reprises Reclassement	Montant au 31/12/2006
Comptes d'associés débiteurs	4,5			4,5
Titres et valeurs de placement	3,7			3,7
Total	8,2			8,2

III.7.6. Passif

Capital social

Le capital social au 31/12/2006 se compose de 10 900 000 actions de valeur nominale de 100 Dh chacune, entièrement libérée.

Primes et réserves

Les primes et réserves sont passées de 3 706,8 au 31/12/2005 à 4 935,8 Mdh au 31/12/2006 suite à l'affectation du résultat de l'exercice 2005 pour 1 534,2 Mdh décidée par l'AGO du 24 mai 2006, ayant donné lieu à la distribution de dividendes pour 305,2 Mdh et à l'inscription au report à nouveau pour un montant de 1 267,7 Mdh.

Capitaux propres

Les capitaux propres, sous l'effet généré de la gestion 2006, s'élèvent à 7 098,0 Mdh.

III.7.7. Dettes de financement

Les dettes de financement totalisent 1 600,0 Mdh au 31/12/2006 et concernent d'une part l'emprunt obligataire lancé au cours de l'exercice 2004 pour 1 200,0 Mdh, et d'autre part les billets de trésorerie pour un montant de 400,0 Mdh émis en octobre 2006.

III.7.8. Dettes du passif circulant

En millions de dirhams	Montant brut au 31/12/2006	Dont à 1 an au plus	Dont sociétés apparentées
Fournisseurs et comptes rattachés	2,7	2,7	
Dettes sociales et fiscales	144,5	144,5	
Comptes d'associés créditeurs	656,6	656,6	656,6
Autres dettes	91,9	91,9	1,9
Total	895,7	895,7	658,5

Les autres dettes comprennent principalement les agios pour 8,1 Mdh et la provision pour autres risques de 82,3 Mdh.

III.7.9. Résultat d'exploitation

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond aux rémunérations des prestations fournies par SNI S.A à ses filiales. Son montant s'établit à 81,4 Mdh contre 36,9 Mdh au 31/12/2005.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation s'établissent à 53,9 Mdh au 31/12/2006 contre 47,4 Mdh au 31/12/2005, soit une augmentation au 6,5 Mdh qui a concerné notamment les postes :

- Rémunération de gestion (- 2,6 Mdh)
- Honoraires (+ 9,5 Mdh)
- Locations et charges locatives (-1,1 Mdh)

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation enregistre un solde positif de 28,6 Mdh contre -9,3 Mdh au 31/12/2005, en raison de la progression des produits d'exploitation (rémunération de gestion essentiellement) atténuant la hausse des honoraires de SNI S.A..

III.7.10. Résultat financier

Produits de participation

Le montant des produits de participation est passé de 713,1 Mdh à 425,3 Mdh, soit une baisse de 287,8 Mdh. Cette baisse s'explique essentiellement par la non distribution des dividendes exceptionnels servis en 2005 (essentiellement Lafarge Maroc).

Charges d'intérêt

Les charges d'intérêt totalisent 108,9 Mdh en 2006 contre 103,3 Mdh en 2005.

Cet accroissement reflète le coût de financement des investissements durant l'exercice 2005 et poursuivis en 2006.

Dotations financières

Les dotations financières totalisent 0,1 Mdh contre 184,5 Mdh au 31/12/2005. La dotation de 0,1 Mdh concerne la participation de Sni dans la financière de Prises de Participations. Les dotations de 2005 comprenaient des provisions complémentaires sur titres Longométal Afrique pour 115,4 Mdh, Leader Food pour 40,1 Mdh et la Financière d'Emballage pour 29,0 Mdh.

III.7.11. Résultat non courant

En millions de dirhams	
Plus values nettes sur cession de :	+823,7
- Sonasid	798,9
- Berliet Maroc	24,8
Moins-values sur cessions titres	-6,3
- Managem	6,3
Autres charges non courantes	-0,2
Dotations non courantes (1)	-69,5
Résultat non courant	+747,7

(1) dont 65,8 Mdh complément garantie du passif SBM.

III.7.12. Engagements financiers

Au 31/12/2006, l'encours des avals et cautions donnés exclusivement par SNI S.A. pour les sociétés filiales se présente comme suit :

Engagements donnés

Néant.

Engagements reçus

Il s'agit des hypothèques reçues en garantie des prêts au logement accordés au personnel pour un montant de 0,4 Mdh.

III.7.13. Titres de participation

Raison sociale de la société émettrice	Valeur	Nombre d'actions	Nombre de titres détenus	Taux de participation	Prix d'acquisition	Provision pour dépréciation	Valeur nette comptable
Nlles Siderurgies Industrielles	3 615 000 000	36 150 000	9 039 720	25,0	903,9	-	903,9
TOTAL MATERIAUX DE CONSTRUCTION					903,9		903,9
Leader Food	37 300 000	373 000	373 000	100,0	173,3	173,3	6,1
Centrale Laitiere	94 200 000	942 000	46 767	4,96	263,1	-	263,1
Cosumar	419 105 700	4 191 057	419 068	10,00	296,8	-	296,8
Lesieur Cristal	276 315 100	2 763 151	571 279	20,67	229,4	-	229,4
TOTAL AGRO-ALIMENTAIRE ET BOISSONS					962,6	167,2	795,4
Renault	50 000 000	312 500	62 500	20,0	27,8	-	27,8
Longometal Afrique	13 600 000	136 000	134 640	99,0	168,4	100,5	67,9
TOTAL DISTRIBUTION					196,2	100,5	95,7
ONA	1 746 245 000	17 462 450	5 857 496	33,54	5 054,6	-	5 054,6
Lafarge Maroc	1 537 726 200	15 377 262	7 688 631	50,0	1 257,6	-	1 257,6
OHIO	9 000 000	18 000	17 998	99,99	9,0	-	9,0
Financière d'Emballages	300 000	300	297	99,00	44,7	43,98	0,8
AM Invest Morocco	245 000 000	2 450 000	600 000	24,49	60,0	-	60,0
TOTAL HOLDINGS ET PORTEFEUILLE					6 425,9	43,9	6 382,0
Wana	441 539 000	4 415 390	2 163 541	49,00	220,5	-	220,5
TOTAL TELECOM					220,5		220,5
TOTAL DES TITRES DE PARTICIPATION					8 709,1	311,6	8 397,5

III.7.14. Autres titres immobilisés

Raison sociale de la société émettrice	Nombre de titres détenus	Prix d'acquisition	Provision pr dépréciation	Valeur nette comptable
Autres titres immobilisés				
Attijariwafa bank	673 203	619,0	-	619,0
Total des titres et valeurs de placement		619,0	-	619,0

III.7.15. Titres et valeurs de placement

Raison sociale de la société émettrice	Nombre de titres détenus	Prix d'acquisition	Provision pr dépréciation	Valeur nette comptable
Titres de placement				
Lafarge Ciments	480	0,6	-	0,6
RAM	10 000	0,2	-	0,2
BNDE	35 901	3,7	3,7	-
Total des titres et valeurs de placement		4,5	3,7	0,8

III.8. Etat des informations complémentaires – comptes sociaux 2007

III.8.1. Actif immobilisé

En millions de dirhams	Brut au 31/12/2006	Acquisitions Augmentations	Cessions Diminutions	Brut au 31/12/2007
Immobilisations en non valeur	4,8	3,2	-	8,0
Immobilisations autres que financières	39,1	0,3		39,4
Immobilisations financières	0,3	-	0,1	0,2
Titres de participations	8 709,1	1 464,4	456,2	9 717,3
Autres titres immobilisés	619,0		147,1	471,9
Total de l'actif immobilisé	9 372,2	1 467,9	603,4	10 236,8

En millions de dirhams	Brut au 31/12/2007	Dont à 1 an au plus	Dont à plus d'1 an	Dont sociétés apparentées
Prêts immobilisés	0,2	0,1	0,1	-
Créances immobilisés	-	-	-	-
Total	0,2	0,1	0,1	-

III.8.2. Titres de participation

En millions de dirhams		
Solde au 31 décembre 2006		8 709,1
Acquisition de titres		1 464,4
Wana	1 274,0	
Lesieur Cristal	115,4	
ONA	74,7	
Reserves immobilières	0,3	
Cessions		456,2
Reduction de capital Lafarge Maroc	400,0	
Réduction de capital NSI	50	
Lesieur Cristal	6,2	
Solde au 31 décembre 2007		9 717,3

III.8.3. Autres titres immobilisés

En millions de dirhams	
Solde au 31 décembre 2006	619,0
Cessions :	
Attijariwafa bank	147,1
Solde au 31 décembre 2007	471,8

III.8.4. Amortissements et provisions de l'actif immobilisé

En millions de dirhams	Montant au 31/12/2006	Dotations	Reprises Reclassement	Montant au 31/12/2007
Immobilisations en non valeur	2,9	1,6		4,5
Immobilisations autres que financières	9,1	0,7		9,8
Immobilisations financières	-	-	-	-
Titres de participations	311,6	5,9	-	317,5
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Total de l'actif immobilisé	323,6	8,3	-	331,9

III.8.5. Actif circulant

En millions de dirhams	Montant brut au 31/12/2007	Dont à 1 an au plus	Dont à plus d'1 an	Dont sociétés apparentées
Clients et comptes rattachés	23,6	23,6		23,6
Etat débiteur	42,2	42,2		
Comptes d'associés débiteurs	1 219,9	1 219,9		1 219,9
Autres débiteurs	9,9	10,0		9,9
Titres et valeurs de placement	0,9	0,9	-	0,6
Total Actif Circulant	1 296,6	1 296,6	0	1 251,5

Situation des provisions de l'actif circulant

En millions de dirhams	Montant au 31/12/2006	Dotations	Reprises Reclassement	Montant au 31/12/2007
Comptes d'associés débiteurs	4,5			4,5
Total	4,5			4,5

III.8.6. Passif

Capital social

Le capital social au 31/12/2007 se compose de 10 900 000 actions de valeur nominale de 100 Dh chacune, entièrement libérée.

Primes et réserves

Les primes et réserves sont passées de 4 935,8 au 31/12/2006 à 5 681,1Mdh au 31/12/2007 suite à l'affectation du résultat de l'exercice 2007 pour 1 072,3 Mdh décidée par l'AGO du 23 mai 2008, ayant donné lieu à la distribution de dividendes pour 327 Mdh et à l'inscription au report à nouveau pour un montant de 745,6 Mdh.

Capitaux propres

Les capitaux propres, sous l'effet généré de la gestion 2007, s'élèvent à 7 511,7 Mdh.

III.8.7. Dettes de financement

Les dettes de financement totalisent 2 400,0 Mdh au 31/12/2007 et concernent l'emprunt obligataire lancé au cours de l'exercice 2004 pour 1 200,0 Mdh, et l'emprunt obligataire lancé en juillet 2007 pour 1 200,0 Mdh.

III.8.8. Dettes du passif circulant

En millions de dirhams	Montant brut au 31/12/2007	Dont à 1 an au plus	Dont sociétés apparentées
Fournisseurs et comptes rattachés	9,1	9,1	
Dettes sociales et fiscales	56,7	56,7	
Comptes d'associés créditeurs	1 028,3	1 028,3	1 028,3
Autres dettes et provisions pour risques et charges	66,9	66,9	1,5-
Total	1 161,0	1 161,0	1 029,8

III.8.9. Résultat d'exploitation

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond aux rémunérations des prestations fournies par SNI S.A à ses filiales. Son montant s'établit à 102,4 Mdh contre 81,4 Mdh au 31/12/2006.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation s'établissent à 46,8 Mdh au 31/12/2007 contre 53,9 Mdh au 31/12/2006, soit une baisse de 7,1 Mdh qui a concerné notamment les postes :

- Honoraires (- 6,7 Mdh)
- Charges de personnel (+3,3 Mdh)
- Autres charges externes (-4,6 Mdh)

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation enregistre un solde positif de 56,3 Mdh contre 28,6 Mdh au 31/12/2006, en raison de la progression des produits d'exploitation (rémunération de gestion essentiellement) et la baisse des charges d'exploitation.

III.8.10. Résultat financier

Produits de participation

Le montant des produits de participation est passé de 425,3 Mdh à 479,7 Mdh, soit une hausse de 54,4 Mdh.

Charges d'intérêt

Les charges d'intérêt totalisent 141,4 Mdh en 2007 contre 108,9 Mdh en 2006.

Cet accroissement reflète le coût de financement des investissements durant l'exercice 2006 et poursuivis en 2007.

Dotations financières

Les dotations financières totalisent 5,9 Mdh contre 0,1 Mdh au 31/12/2006. La dotation de 0,1 Mdh concerne la participation de SNI dans la financière de Prises de Participations. Les dotations de 2005 comprenaient des provisions complémentaires sur titres Longométal Afrique pour 115,4 Mdh, Leader Food pour 40,1 Mdh et la Financière d'Emballage pour 29,0 Mdh.

III.8.11. Résultat non courant

En millions de dirhams	
Plus values nettes sur cession de titres	+480,1
Reprises non courantes	+ 49,5
Autres charges non courantes	-44,1
Dotations non courantes	-122,1
Résultat non courant	+363,4

III.8.12. Engagements financiers

Au 31/12/2007, l'encours des avals et cautions donnés exclusivement par SNI S.A. pour les sociétés filiales se présente comme suit :

Engagements donnés

Néant.

Engagements reçus

Il s'agit des hypothèques reçues en garantie des prêts au logement accordés au personnel pour un montant de 0,4 Mdh.

III.8.13. Titres de participation

Raison sociale de la société émettrice	Valeur	Nombre d'actions	Nombre de titres détenus	Taux de participation	Prix d'acquisition	Provision pour dépréciation	Valeur nette comptable
Nlles Siderurgies Industrielles	3 415 000 000	34 150 000	8 539 720	25,0	853,9	-	853,9
TOTAL MATERIAUX DE CONSTRUCTION					903,9		853,9
Leader Food	37 300 000	373 000	373 000	100,0	173,3	173,1	0,2
Centrale Laitiere	94 200 000	942 000	46 767	4,96	263,1	-	263,1
Cosumar	419 105 700	4 191 057	419 068	10,00	296,8	-	296,8
Lesieur Cristal	276 315 100	2 763 151	571 279	20,67	338,6	-	338,6
TOTAL AGRO-ALIMENTAIRE ET BOISSONS					1 071,8	173,1	898,7
Renault	50 000 000	312 500	62 500	20,0	27,8	-	27,8
Longometal Afrique	13 600 000	136 000	134 640	99,0	168,4	100,5	67,9
TOTAL DISTRIBUTION					196,2	100,5	95,7
ONA	1 746 245 000	17 462 450	5 905 887	33,82	5 129,3	-	5 129,3
Lafarge Maroc	737 726 200	7 377 262	3 688 631	50,0	857,6	-	857,6
OHIO	9 000 000	18 000	17 998	99,99	9,0	-	9,0
Financière d'Emballages	300 000	300	297	99,00	44,6	43,9	0,7
AM Invest Morocco	275 000 000	2 750 000	600 000	21,82	60,0	-	60,0
TOTAL HOLDINGS ET PORTEFEUILLE					6 100,5	43,9	6 056,6
Wana	3 041 539 000	30 415 390	14 903 514	49,00	1 494,5	-	1 494,5
TOTAL TELECOM					1 494,5		1 494,5
TOTAL DES TITRES DE PARTICIPATION					9 717,3	317,5	9 399,8

III.8.14. Autres titres immobilisés

Raison sociale de la société émettrice	Nombre de titres détenus	Prix d'acquisition	Provision pr dépréciation	Valeur nette comptable
Autres titres immobilisés				
Attijariwafa bank	499 103	471,9	-	471,9
Total des titres et valeurs de placement		471,9	-	471,9

III.8.15. Titres et valeurs de placement

Raison sociale de la société émettrice	Nombre de titres détenus	Prix d'acquisition	Provision pr dépréciation	Valeur nette comptable
Titres de placement				
Lafarge Ciments	1 760	0,6	-	0,6
RAM	10 526	0,3	-	0,3
Total des titres et valeurs de placement		0,9	-	0,9

ANNEXE : BULLETIN DE SOUSCRIPTION

BULLETIN DE SOUSCRIPTION AUX BILLETS DE TRESORERIE

EMIS PAR SNI S.A.

Destinataire :

[]

Date :

[]

Dénomination ou Raison Sociale : **Dépositaire :**
Ou Nom et Prénom : **N° de compte :**
Téléphone : **Fax :**
Code d'identité¹ : **Qualité souscripteur :**
Siège social ou adresse : **Nationalité :**

CARACTERISTIQUES DES BILLETS DE TRESORERIE

Emetteur	SNI S.A
Maturité	[De 10 jours à 12 mois]
Plafond du programme	2 000 000 000 Dh
Valeur nominale	100 000 Dh
Nombre	20 000
Taux facial	Négociable, fixé à chaque émission en fonction des conditions du marché
Date de jouissance	In fine, à définir au moment de chaque émission
Intérêts	Post-comptés
Remboursement	In fine

MODALITES DE SOUSCRIPTION

Maturité	Nombre	Montant global	Taux

Nous souscrivons sous forme d'engagement ferme et irrévocable aux Billets de trésorerie émis par SNI S.A. à hauteur du montant total ci-dessus.

Nous autorisons par la présente notre dépositaire, ci dessus désigné, à débiter notre compte de l'équivalent du montant des Billets de Trésorerie qui nous seront attribués.

Cachet et signature du souscripteur

Avertissement :

« L'attention du souscripteur est attirée sur le fait que tout investissement en valeurs mobilières comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse, sous l'influence des facteurs internes ou externes à l'émetteur.

Un dossier d'information visé par le CDVM est disponible, sans frais, au siège social de l'émetteur et auprès d'Attijariwafa bank.».

¹ Photocopie de la carte d'identité pour les personnes physiques marocaines

Photocopie de la carte de résident pour les personnes physiques résidentes et non marocaines

Photocopie du passeport contenant l'identité de la personne ainsi que les dates d'émission et d'échéance du document pour les personnes physiques non résidentes et non marocaines

Registre de commerce pour les personnes morales de droit marocain

Tout document faisant foi dans les pays d'origine et attestant de l'appartenance à la catégorie, ou tout autre moyen jugé acceptable par l'établissement placeur pour les personnes morales de droit étranger

Numéro et date d'agrément pour les OPCVM